

Commune de

JATXOU



Communauté
D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE

EUSKAL
HIRIGUNE
Elkargoa



PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification n°1

A – Rapport de présentation

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil communautaire en date du 3 Novembre 2018.
approuvant la modification du Plan Local d'Urbanisme.



Agence Publique de Gestion Locale - Service d'Urbanisme Intercommunal
Maison des Communes - rue Auguste Renoir - CS 40609 - 64006 PAU CEDEX
Téléphone 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47 - service.urbanisme@apgl64.fr

Sommaire

1	Exposé des motifs de la modification du PLU	2
2	Contenu de la modification	3
2.1	Modification de l'article 4 relatif à la gestion des eaux pluviales, sur l'ensemble des zones, sauf dans les zones 2AU.....	3
2.2	Modification de l'article 5 du règlement relatif à la superficie minimale des terrains constructibles, sur l'ensemble des zones.....	3
2.3	Modification de l'article 6 du règlement relatif à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, sur l'ensemble des zones	3
2.4	Modification de l'article 7 du règlement relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, sur l'ensemble des zones.....	4
2.5	Modification des articles 11 du règlement relatif à l'aspect extérieur des constructions, hormis en 2AU	5
2.6	Modification de l'article 12 relatif au stationnement, sur l'ensemble des zones U et 1AU.....	6
2.7	Modification de l'article 13 relatif aux espaces libres, sur l'ensemble des zones U et 1AU...	6
2.8	Modification de l'article 14 relatif aux possibilités maximales d'occupation des sols, sur l'ensemble des zones	7
2.9	Modification des emplacements réservés n° 3, 5, 9, 10, 11, 15, 17, 21 et 22, et rajout de six emplacements réservés pour l'élargissement de voies (n° 25 à 30).....	7
2.10	Rectification d'une erreur matérielle concernant les emplacements réservés n°18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 et mise à jour des noms des voies concernées par des emplacements réservés..	8
3	Analyse des incidences sur les sites Natura 2000	9
4	Conclusion	20

1 Exposé des motifs de la modification du PLU

La Commune de Jatxou dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil Municipal le 30 janvier 2014.

Le présent dossier de modification a pour objet de :

- modifier sur l'ensemble des zones (sauf en 2AU), la règle sur la gestion des eaux pluviales,
- modifier sur l'ensemble des zones l'article 5 relatif à la superficie minimale des terrains constructibles et l'article 14 relatif au coefficient d'occupation des sols, pour tenir compte des dispositions de la loi ALUR entrée en vigueur le 27 mars 2014,
- modifier sur l'ensemble des zones, les règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques,
- modifier sur l'ensemble des zones, les règles d'implantation par rapport aux limites séparatives,
- modifier sur l'ensemble des zones (sauf en 2AU), les règles sur l'aspect des constructions : toitures, menuiserie et façades (modifications différentes selon les zones),
- modifier sur l'ensemble des zones U et 1AU les règles sur le stationnement,
- modifier sur l'ensemble des zones U et 1AU les règles sur les espaces libres.
- modifier neuf emplacements réservés et en ajouter six pour élargissement de voirie,
- rectifier une erreur matérielle concernant les emplacements réservés n°18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et mettre à jour des noms des voies des emplacements réservés.

Ces changements peuvent être effectués dans le cadre d'une procédure de modification telle qu'elle est définie à l'article L.153-36 du code de l'urbanisme.

En effet, les changements apportés ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable et ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière. Ils ne réduisent pas non plus une protection édictée en raison de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. D'autre part, ces modifications ne sont pas en mesure d'induire de graves risques de nuisance.

Outre le présent rapport de présentation (document A), le dossier de modification comprend un document montrant les changements apportés aux différentes pièces du PLU en vigueur (document B).

Conformément aux dispositions de l'article R.151-5 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLU opposable sera complété par l'exposé des motifs des changements apportés par cette modification.

2 Contenu de la modification

2.1 Modification de l'article 4 relatif à la gestion des eaux pluviales, sur l'ensemble des zones, sauf dans les zones 2AU

A l'article 4 du règlement des zones constructibles, il est fait mention des dispositions concernant la gestion des eaux pluviales. Au fil du temps, au regard de la nature artisanale et industrielle de la zone UY, de la densification des zones d'habitat du bourg, mais également des hameaux, il apparaît que ces dispositions ne sont pas suffisantes pour assurer de façon satisfaisante l'écoulement des eaux pluviales, au vu notamment du gabarit de certains bâtiments ou de l'importance de surfaces goudronnées ou bétonnées.

Pour pallier cette situation, la commune souhaite faire évoluer les dispositions relatives à la prise en compte des eaux pluviales. Ainsi, dans l'ensemble des zones hormis en zone 2AU, il est désormais prévu, en l'absence de réseau de collecte, la réalisation d'un ouvrage de rétention de dimensions adaptées aux besoins du projet, à même de ralentir la vitesse de rejet des eaux pluviales sur le domaine public ou le milieu naturel.

2.2 Modification de l'article 5 du règlement relatif à la superficie minimale des terrains constructibles, sur l'ensemble des zones

La loi ALUR a supprimé la possibilité de fixer une superficie minimale des terrains constructibles dans un règlement de PLU. L'effectivité de la suppression de la superficie minimale des terrains a été immédiate, dès l'entrée en vigueur de la loi, et s'est appliquée aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 27 mars 2014.

Le règlement des zones UD, A et N du PLU prévoit une superficie minimale de terrain en fonction de la filière d'assainissement. Il convient donc de supprimer ces dispositions désormais privées de base légale. Il est également opportun de reformuler l'article 5 des autres zones pour indiquer que l'article en question est désormais sans objet.

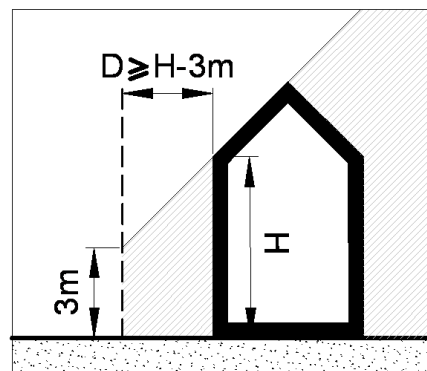
2.3 Modification de l'article 6 du règlement relatif à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, sur l'ensemble des zones

Selon les zones, le PLU jusqu'ici en vigueur prévoyait que les constructions devaient être implantées soit à l'alignement, soit à une distance de 3 ou 5 mètres par rapport à l'alignement. La distance de 5 mètres s'applique aux zones UY et A. Cette distance, utile dès lors qu'il convient avant tout de garantir la possibilité de réaliser des places de stationnement, peut aujourd'hui paraître excessive au vu des enjeux de densification. En effet, la taille des terrains constructibles tend à se réduire. Un recul de 5 mètres peut aujourd'hui être une contrainte pour l'implantation d'une construction sur un terrain, particulièrement dans la zone UY située au centre du bourg. Proposer un recul de 3 mètres vise à améliorer les possibilités d'occupation des sols, et donc à contenir l'étalement urbain.

Ainsi, dans les zones UY et A, la distance de recul imposée aux constructions par rapport aux voies et emprises publiques est désormais identique à celle des autres zones (dès lors que les constructions, le cas échéant, ne sont pas édifiées en limite de voie, et à l'exception du secteur UBa).

Par ailleurs, de nombreuses rues du village sont étroites et certaines sans véritable possibilité d'élargissement. Aussi, afin que les possibilités de construire en hauteur n'affectent le caractère du bourg, et en particulier de l'espace public, très aéré et encore préservé d'une trop grande minéralisation, la collectivité prévoit de moduler la possibilité de construire en hauteur en fonction de la distance d'implantation des constructions par rapport à l'alignement des voies.

Désormais, dans l'ensemble des zones hormis dans le secteur UBa, quelle que soit la distance d'implantation de la construction par rapport à l'alignement, la distance (D) comptée horizontalement de tout point des constructions au point le plus proche de l'alignement (considérée au niveau du sol naturel), devra au moins être égale à la différence d'altitude (H) entre ces deux points diminuée de trois mètres ($D \geq H - 3$).



2.4 Modification de l'article 7 du règlement relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, sur l'ensemble des zones

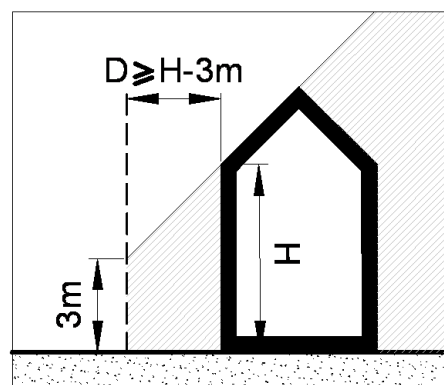
Le PLU jusqu'ici en vigueur prévoyait que, selon les zones, les constructions devaient être implantées, soit en limite séparative, soit à une distance de 3 ou 5 mètres par rapport à cette limite. La distance de 5 mètres s'appliquait aux zones UY et A.

A l'instar des évolutions qui sont apportées aux règles d'implantation par rapport aux voies dont la logique est similaire, cette distance paraît aujourd'hui excessive dans un contexte où la superficie des terrains constructibles tend à se réduire. Un recul de 5 mètres peut ainsi être une contrainte pour l'implantation d'une construction sur un terrain, particulièrement dans la zone UY qui se situe au centre du bourg. Il paraît désormais pertinent de limiter les distances maximales de retrait des constructions à 3 mètres, ceci dans l'objectif d'offrir davantage de souplesse en ce qui concerne les possibilités d'occuper les terrains.

Dans les zones UY et A, la distance de recul imposée aux constructions par rapport aux limites séparatives est désormais identique à celle des autres zones (dès lors que les constructions, le cas échéant, ne sont pas édifiées en limite de voie).

D'autre part, afin de limiter les conflits de voisinage liés à des ombres portées excessives générées par une construction sur le terrain d'un tiers, il est désormais prévu de moduler les possibilités de construire en hauteur selon la distance d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives.

Désormais, dans l'ensemble des zones, quelle que soit la distance d'implantation de la construction par rapport aux limites séparatives, la distance (D) comptée horizontalement de tout point des constructions au point le plus proche de la limite séparative (considérée au niveau du sol naturel), devra au moins être égale à la différence d'altitude (H) entre ces deux points diminuée de trois mètres ($D \geq H - 3$).



2.5 Modification des articles 11 du règlement relatif à l'aspect extérieur des constructions, hormis en 2AU

A l'article 11 du règlement des zones, il est fait mention des dispositions concernant les toitures, les façades et les menuiseries (hormis en zone 2AU et partiellement en zone UY). Après plusieurs mois d'application dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme, il est apparu que ces dispositions ne sont pas toujours adaptées aux réalités de la construction locale où aux tendances actuelles de l'évolution du bâti.

Toitures.

Les dispositions jusqu'ici en vigueur prévoient que les pentes des toits doivent être comprises entre 30 et 40%, il n'y a distinction entre annexes de moins de 20 m² et les autres bâtiments que sur la nature de la couverture. Il s'avère qu'aujourd'hui, la commune souhaite, dans une certaine mesure, offrir davantage de possibilités afin de répondre à l'évolution de la demande en ce qui concerne les formes architecturales. Elle souhaite aussi profiter de cette modification pour régler spécifiquement la nature des couvertures lors des réfections et extensions des bâtiments.

Aussi est-il désormais prévu que, dans le cas de la construction d'une extension ou d'une annexe ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, une toiture terrasse est autorisée à la condition toutefois qu'elle soit végétalisée.

Pour la réfection partielle ou l'extension d'une construction existante, le matériau de couverture devra être identique à celui utilisé initialement.

Façades.

Le règlement de l'ensemble des zones (hormis en 2AU) prévoit différentes dispositions en ce qui concerne l'aspect des façades, sans pour autant envisager la possibilité d'autres types de parois que celles qui sont maçonnées. Cette obligation ne permet pas l'usage d'autres types de matériaux, et notamment du bois, alors que celui-ci est un matériau renouvelable.

Afin de rendre possible cette option tout en préservant la volonté d'une homogénéité de la couleur des façades, seule l'obligation d'enduire les murs d'un revêtement de couleur blanche est maintenue (au choix, chaux ou matériaux d'aspects similaires), ce qui conduit à supprimer l'obligation que les murs soient maçonnés.

Menuiseries et boiseries

Le règlement de l'ensemble des zones (hormis en 2AU) prévoit que les volets doivent être de couleur vert foncé ou rouge basque. Mais rien n'est prévu pour les éléments de charpentes apparents (colombages, saillies de toiture...) alors qu'il s'agit d'éléments constructifs souvent présents dans les projets de construction faisant référence à l'aspect traditionnelle basque.

Aussi, par souci de cohérence et afin d'éviter que les éléments de charpentes apparents déjà présents ou à construire ne le soient dans des tons étrangers aux pratiques locales, il est désormais demandé que leur aspect soit dans les mêmes teintes que celles des volets.

Par ailleurs, si la collectivité ne souhaite pas remettre en cause la possibilité d'occulter les baies par volets roulants, elle souhaite néanmoins en encadrer la mise en œuvre afin que, sur les nouvelles constructions comme sur les anciennes, un usage excessif des volets roulants ne dénature l'aspect global du bourg.

Une première limite à l'usage des volets roulants consiste donc en ce que les coffrets ou caissons doivent être intégrés à la structure du bâtiment et non apposés sur les façades extérieures.

De plus, afin de préserver une harmonie des façades, il est prévu :

- Pour les constructions existantes, que les volets battants extérieurs ne peuvent être remplacés par un autre système d'occultation ;
- Pour les constructions nouvelles, que les volets battants extérieurs caractéristiques du Pays Basque représentent au moins 40% de la surface des ouvertures et soient présents sur au moins deux façades. Les volets roulants ne peuvent être posés sur les mêmes ouvertures que celles occultées par les volets battants.

Enfin, les balcons faisant partie des éléments architecturaux typiques, il sera demandé que les balustrades soient composées d'éléments verticaux, comme cela est traditionnellement le cas.

2.6 Modification de l'article 12 relatif au stationnement, sur l'ensemble des zones U et 1AU

La densification de la Commune et la réalisation de plus en plus fréquente d'importantes d'opérations immobilières font que l'obligation de réaliser deux places de stationnement par logement ne suffit plus pour prendre en compte le problème du stationnement. Si jusqu'à présent la Commune s'est plutôt agrandi par le biais d'un développement pavillonnaire qui, quand bien même il s'opérait sous forme de lotissements, se traduisait par des lots relativement grands, le stationnement des véhicules ne posait pas de problème, y compris celui des visiteurs.

Aujourd'hui, les projets d'immeubles et de lotissements présentent des superficies de terrains ou de lots plus petites. Aussi la commune souhaite-t-elle instaurer une obligation de réalisation de places de parking visiteurs pour les opérations immobilières d'une certaine taille (trois logements et plus).

2.7 Modification de l'article 13 relatif aux espaces libres, sur l'ensemble des zones U et 1AU

Le constat d'une densification croissante pose la question de la gestion des eaux de ruissellement (question évoquée ci-dessus pour la modification de l'article 4). Si une réponse a été apportée en matière de collecte des eaux pluviales et de débit de rejet (Cf. ci-avant), la problématique rejaille aussi en ce qui concerne l'imperméabilisation des sols qui, du fait d'un accroissement des densités bâties, peut conduire à aggraver le ruissellement et la vitesse d'écoulement des eaux pluviales. En vue de limiter ces impacts, la Commune souhaite instaurer un coefficient dit « de pleine terre » sur l'ensemble des zones constructibles.

Les espaces de pleine terre sont entendus comme des espaces libres non bâtis ni en surface ni en sous-sol et végétalisés, permettant la libre infiltration des eaux pluviales. Les ouvrages d'infrastructure participant à l'équipement urbain (réseaux, canalisations...) ne sont pas de nature à déqualifier un espace de pleine terre. Les aires de stationnement végétalisées ne sont pas comptabilisées en espace de pleine terre.

Ce coefficient est modulé en fonction de la densité recherchée dans chacune des zones.

2.8 Modification de l'article 14 relatif aux possibilités maximales d'occupation des sols, sur l'ensemble des zones

A l'instar des dispositions concernant la superficie minimale des terrains constructibles, la loi ALUR a supprimé la possibilité de fixer un coefficient d'occupation des sols (C.O.S.) dans le règlement du PLU. L'inopposabilité des dispositions relatives au COS a été immédiate et s'est appliquée aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées dès le 27 mars 2014, date d'entrée en vigueur de la Loi.

Or le règlement des zones UB, UC et UD laisse apparaître un tel coefficient. Il convient donc de supprimer ces dispositions qui ne sont désormais plus fondées légalement. La modification est aussi mise à profit pour formuler de façon plus adéquate l'article 14 du règlement des autres zones pour indiquer que, là aussi, l'article en question est désormais sans objet.

2.9 Modification des emplacements réservés n° 3, 5, 9, 10, 11, 15, 17, 21 et 22, et rajout de six emplacements réservés pour l'élargissement de voies (n° 25 à 30)

Le PLU jusqu'à présent en vigueur laisse apparaître les emplacements réservés n° 3, 17 et 22, prévus pour l'élargissement de voies communales, qui sont d'importance secondaire en ce qui concerne les deux dernières. Ces élargissements seraient susceptibles de porter l'emprise des voies à 10 mètres de large. Or cette largeur apparaît aujourd'hui excessive au regard de l'importance et du type de trafic qui emprunte ces routes. Aussi est-il prévu de ramener l'élargissement de l'emprise de ces voies à seulement 8 mètres.

Par ailleurs, les emplacements réservés n° 5, 9, 10, 11, 15 et 21 ont été créés pour l'élargissement de voies communales. Mais ces élargissements ne sont pas prévus sur l'ensemble de leur linéaire situé en zone constructible. En effet, soit un tronçon, soit un des côtés de la voie n'étaient pas concernés.

Afin de rendre cohérent l'ensemble des emplacements réservés, les élargissements de voies sont prévus sur l'ensemble du linéaire de chacune de ces voies sur les tronçons bordés par une zone constructible du PLU. Pour l'ensemble de ces emplacements réservés, la largeur d'emprise est désormais identique, soit 8 mètres. Les tronçons ajoutés dans le cadre de la présente modification ont la même largeur d'emprise que les parties d'emplacements réservés préexistantes.

Enfin, les voies communales n° 2a dite Apezetxeko bidea, n° 11 dite Morroineko bidea, n° 22 dite Motako bidea, n° 39 dite Xokoreneko bidea, n° 24 dite Intabidea et n° 6 dite Portuberriko bidea n'ont pas fait l'objet d'un emplacement réservé lors de l'élaboration du PLU. Afin de rendre cohérent l'ensemble des cheminements sur le réseau communal à l'intérieur des zones constructibles du PLU, il est désormais prévu des emplacements réservés le long de ces 6 voies supplémentaires en vue d'un élargissement à 8 mètres. L'objectif poursuivi est de constituer un réseau viaire communal disposant d'un gabarit uniforme susceptible d'assurer une meilleure fluidité du trafic, mais aussi la sécurisation des abords de la chaussée dans une perspective de facilitation des déplacements doux.

2.10 Rectification d'une erreur matérielle concernant les emplacements réservés n°18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 et mise à jour des noms des voies concernées par des emplacements réservés

Dans le PLU approuvé en 2014, 25 emplacements réservés ont été délimités (n°1a, 1b, 2,... 23, 24). La pièce règlement écrite reprend bien la liste de ces 25 emplacements dans un tableau figurant au Titre I, Article III-3 du document.

Or le tableau qui les identifie dans les documents graphiques règlementaires au 1/5000^{ème} et au 1/2500^{ème} s'arrête au numéro 17. Afin de rendre les deux pièces règlementaires cohérentes, il est nécessaire de rectifier les documents graphiques en complétant le tableau relatif aux emplacements réservés des indications manquantes.

Par ailleurs, après en avoir délibéré le 10 août 2017, la commune de Jatxou a établi un nouveau tableau des voies communales. Ces dernières portent de nouveaux nom et numéros de voies. Par délibération du 22 mai 2018, la commune a délibéré pour demander la prise en compte lors de l'enquête publique de la nouvelle nomenclature des voies communales dans les intitulés des emplacements réservés au titre de l'article L151-41-1° du code de l'urbanisme. Cette mise à jour va permettre de mettre en adéquation le tableau des emplacements réservés et les noms actuels des voies communales de Jatxou.

3 Analyse des incidences sur les sites Natura 2000

- La demande d'examen au cas par cas

Demande d'examen au cas par cas portant, en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, sur la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de JATXOU (64)	
RENSEIGNEMENTS GENERAUX	
Personne publique responsable	Communauté d'Agglomération Pays Basque 15, avenue Foch 64100 Bayonne
Contact	Communauté d'Agglomération Pays basque - Pôle territorial Errobi ZA Errobi - CS40041 - 64250 ITXASSOU Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 Tél : 05.59.93.74.58 c.bedere@communaute-paysbasque.fr
Document concerné	Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 janvier 2014
Type de procédure	Modification du PLU
Date de la délibération prescrivant la procédure	La procédure a été initiée par décision du président de la CAPB en date du 04/10/2017
CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU DOCUMENT D'URBANISME	
Nombre de communes concernées par le document	1 commune : Jatxou
Nombre d'habitants	1126 habitants en 2014 (INSEE, population municipale)
Superficie du territoire concerné	1399 hectares
Dispositions de la Loi Montagne ou de la Loi Littoral	La commune n'est pas concernée.
Documents de planification approuvés sur le territoire (SRCAE, SCRCE, SCoT, SAGE, PLH,...)	Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) approuvé le 15 novembre 2012. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique approuvé par délibération du Conseil Régional le 19 octobre 2015 (annulé le 13 juin 2017). Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne (SDAGE) pour les années 2016 à 2021 adopté le 1er décembre 2015. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Aval est en cours d'élaboration. Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération de Bayonne et du Sud des Landes approuvé le 6 février 2014.
Rappel des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU en vigueur	Objectif 1 : Préservation 1.1 : préserver les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culture de la commune 1.2 : maintenir les composantes majeures du paysage communal 1.3 : limiter l'habitat diffus dans les écarts des coteaux aux secteurs déjà urbanisés 1.4 : préserver les continuités écologiques Objectif 2 : Un village ou développement continu 2.1 : Offrir les conditions d'une croissance démographique soutenue 2.2 : Favoriser une gestion économe de l'espace sur le territoire communal 2.3 : Pérenniser l'agriculture existante 2.4 : maintien d'une zone d'activité Objectif 3 : Une commune accueillante à l'aménagement équilibré 3.1 : améliorer le maillage des voies urbaines 3.2 : faciliter les déplacements piétonniers et cyclistes dans l'agglomération 3.3 : conforter le bourg et ses abords pour profiter des réseaux existants 3.4 : promouvoir différentes formes d'habiter 3.5 : valoriser le bourg (patrimoine bâti, espaces publics, offres de services, ...) 3.6 : conforter l'offre en équipements de loisirs et de détente

MODIFICATIONS APPORTEES AU DOCUMENT D'URBANISME						
Objets et pièces du PLU qui sont modifiées	zonage	reglt	OAP	PADD	Rapp pres	annexes
modification de l'article 4 relatif à la gestion des eaux pluviales, sur l'ensemble des zones (sauf 2AU)		X				
modification de l'article 5 relatif à la superficie minimale des terrains constructibles sur l'ensemble des zones		X			X	
modification de l'article 6 relatif à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques sur l'ensemble des zones		X			X	
modification de l'article 7 relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives sur l'ensemble des zones		X			X	
modification de l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions (sauf 2AU)		X				
modification de l'article 12 relatif au stationnement sur les zones U et 1AU		X				
modification de l'article 13 relatif aux espaces libres sur les zones U et 1AU		X			X	
modification de l'article 14 relatif aux possibilités maximales d'occupation des sols sur l'ensemble des zones		X			X	
modification des emplacements réservés n°3, 10, 17, 22	X	X				
rajout d'un emplacement réservé pour élargissement de voie entre la voie communale n°1 et la voie communale n°4	X	X				
rectifier une erreur matérielle concernant les emplacements réservés n°18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24	X					

PRESENTATION DES SITES NATURA 2000				
Nom du site Natura 2000	Présent sur territoire ?	DOCOB	Espèces d'intérêt communautaire	Habitats d'intérêt communautaire
Directive Habitat Faune Flore				
La Nive FR7200786	oui	validé	<p>Salmo salar.</p> <p>Austropotamobius pallipes.</p> <p>Lycaena dispar.</p> <p>Mustela lutreola.</p> <p>Angelica heterocarpa.</p> <p>Parachondrostoma toxostoma.</p> <p>Alosa alosa.</p> <p>Alosa fallax.</p> <p>Cottus aturi.</p> <p>Lampetra fluviatilis.</p> <p>Soldanella villosa.</p> <p>Petromyzon marinus.</p> <p>Lampetra planeri.</p> <p>Coenagrion mercuriale.</p> <p>Emys orbicularis.</p> <p>Lutra lutra.</p> <p>Galemys pyrenaicus.</p> <p>Trichomanes speciosum.</p>	<p>Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche Batrachion.</p> <p>Prés-salés atlantiques (Glaucio-Puccinellietalia maritimae).</p> <p>Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (Littorelletalia uniflorae)</p> <p>Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodium rubri p.p. et du Bidention p.p.</p> <p>Tourbières basses alcalines.</p> <p>Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard à alpi.n</p> <p>Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale).</p> <p>Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae).</p> <p>Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis).</p> <p>Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion).</p> <p>Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition.</p> <p>Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique.</p> <p>Tourbières acides à sphaignes.</p> <p>Landes sèches européennes.</p> <p>Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae).</p> <p>Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmion minoris).</p> <p>Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion.</p> <p>Chênaies galicio-portugaises à Quercus robur et Quercus pyrenaica.</p> <p>Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion).</p>
L'Ardanavy FR7200787	oui	en cours	<p>Austropotamobius pallipes.</p> <p>Mustela lutreola.</p> <p>Parachondrostoma toxostoma.</p>	<p>Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnards à alpin.</p> <p>Fôrets alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior.</p>
Description générale	<p>Ces deux sites Natura 2000 sont liés au réseau hydrographique de la Nive et de l'Ardanavy. Le site de l'Ardanavy s'étend sur une superficie de 627 ha, remontant à une altitude de 200 mètres (région atlantique). Le site de la Nive présente une superficie bien plus importante avec une superficie de 9476 ha et un point haut culminant à 1250 mètres (région à la fois atlantique et alpine).</p> <p>Sur la commune de Jatxou, ces deux sites Natura 2000 identifient les principaux affluents de ces deux cours d'eau ainsi que les espaces rivulaires. L'intérêt écologique de ces deux sites Natura 2000 réside en la présence d'une biodiversité d'intérêt communautaire liée aux milieux aquatiques et humides.</p>			
Directive Oiseaux				
Pas de site Natura 2000 au titre de la Directive Oiseaux.				

EVALUATION SIMPLIFIEE DES INCIDENCES DE L'EVOLUTION DU PLU SUR NATURA 2000					
Objets de l'évolution du PLU	Directe positive	Indirecte positive	Nulle	Directe négative	Indirecte négative
	Incidence	Description			
modification de l'article 4 relatif à la gestion des eaux pluviales, sur l'ensemble des zones (sauf 2AU)		Le PLU en vigueur indiquait la mise en place d'ouvrage de régulation des eaux pluviales dimensionnés au projet. L'évolution de la règle vient préciser cette disposition, en précisant que la gestion doit se faire par un ouvrage de rétention dont le volume de bassin et le débit de fuite sont précisés par une formule de calcul. L'impact sur les masses d'eaux superficielles devrait être mieux maitrisé, en matière de quantité d'eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel. L'impact indirecte sur le réseau hydrographique Natura 2000 devrait être positif.			
modification de l'article 5 relatif à la superficie minimale des terrains constructibles sur l'ensemble des zones		Mise en conformité avec le droit actuel sans incidence sur les sites Natura 2000.			
modification de l'article 6 relatif à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques sur l'ensemble des zones		La réduction de la distance d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques dans les zones A et UY de 5 à 3 mètres, et la règle de hauteur des constructions par rapport à ces limites, correspondent à des évolutions mineures de forme urbaine qui sont sans incidence sur les sites Natura 2000.			
modification de l'article 7 relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives sur l'ensemble des zones		La réduction de la distance d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives dans les zones A et UY de 5 à 3 mètres, et la règle de hauteur des constructions par rapport à la distance de ces limites séparatives, correspondent à des évolutions mineures de forme urbaine qui sont sans incidence sur les sites Natura 2000.			
modification de l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions (sauf 2AU)		La modification de certaines dispositions concernant les toitures, façades, menuiseries et boiseries correspondent à des adaptations mineures de l'architecture des constructions, qui sont sans incidence sur les sites Natura 2000.			
modification de l'article 12 relatif au stationnement sur les zones U et 1AU		L'indication d'une règle de création de places de stationnement visiteur pour certaines opérations de logements constitue une règle d'équipement permettant d'anticiper et de gérer le stationnement, qui est sans incidence sur les sites Natura 2000.			
modification de l'article 13 relatif aux espaces libres sur les zones U et 1AU		La mise en place d'un coefficient de pleine terre dans les zones UB (30%), UC et 1AU (45%), UD (55%), permet d'encadrer la densification urbaine en intégrant une surface minimum d'espaces végétalisés perméables. Cette disposition permet une meilleure gestion des eaux pluviales. Elle permet indirectement de limiter les incidences du développement urbain sur le réseau hydrographique (état qualitatif et quantitatif des eaux).			
modification de l'article 14 relatif aux possibilités maximales d'occupation des sols sur l'ensemble des zones		Mise en conformité avec le droit actuel sans incidence sur les sites Natura 2000.			
modification des ER n°3, 10, 17, 22		Les quatre ER sont situés en dehors des sites Naura 2000. L'ER n°3 est situé sur un plateau agricole composé de terres cultivées ou en pâtures. L'ER n°10 est situé dans un contexte en partie urbanisé et éloigné du réseau hydrographique. L'ER n°17 est situé dans une extension urbaine du bourg. L'ER n°22 est situé dans l'enveloppe urbaine d'un quartier périphérique au bourg. Il n'y a pas d'enjeu pour la préservation de la biodiversité d'intérêt communautaire sur ces différents secteurs.			
Création d'un ER n°25 pour élargissement de voie entre la voie communale n°1 et la voie communale n°4		L'ER n°25 nouvellement créée est situé dans l'enveloppe urbaine du bourg et notamment sa partie ancienne. Cet environnement ne présente pas d'enjeu pour la préservation de la biodiversité d'intérêt communautaire.			
rectification d'une erreur matérielle concernant les ER n°18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24		Rectification d'une erreur matérielle au plan de zonage sans incidence sur les site Natura 2000.			
Conclusions incidences Natura 2000	Les enjeux liés à la préservation des sites Natura 2000 sont liés à la qualité des eaux du réseau hydrographique et à la biodiversité située sur ses abords. Compte tenu des objets qui sont traités dans la présente modification du PLU de Jatxou, l'évolution du PLU n'est pas susceptible de porter atteinte aux sites Natura 2000.				

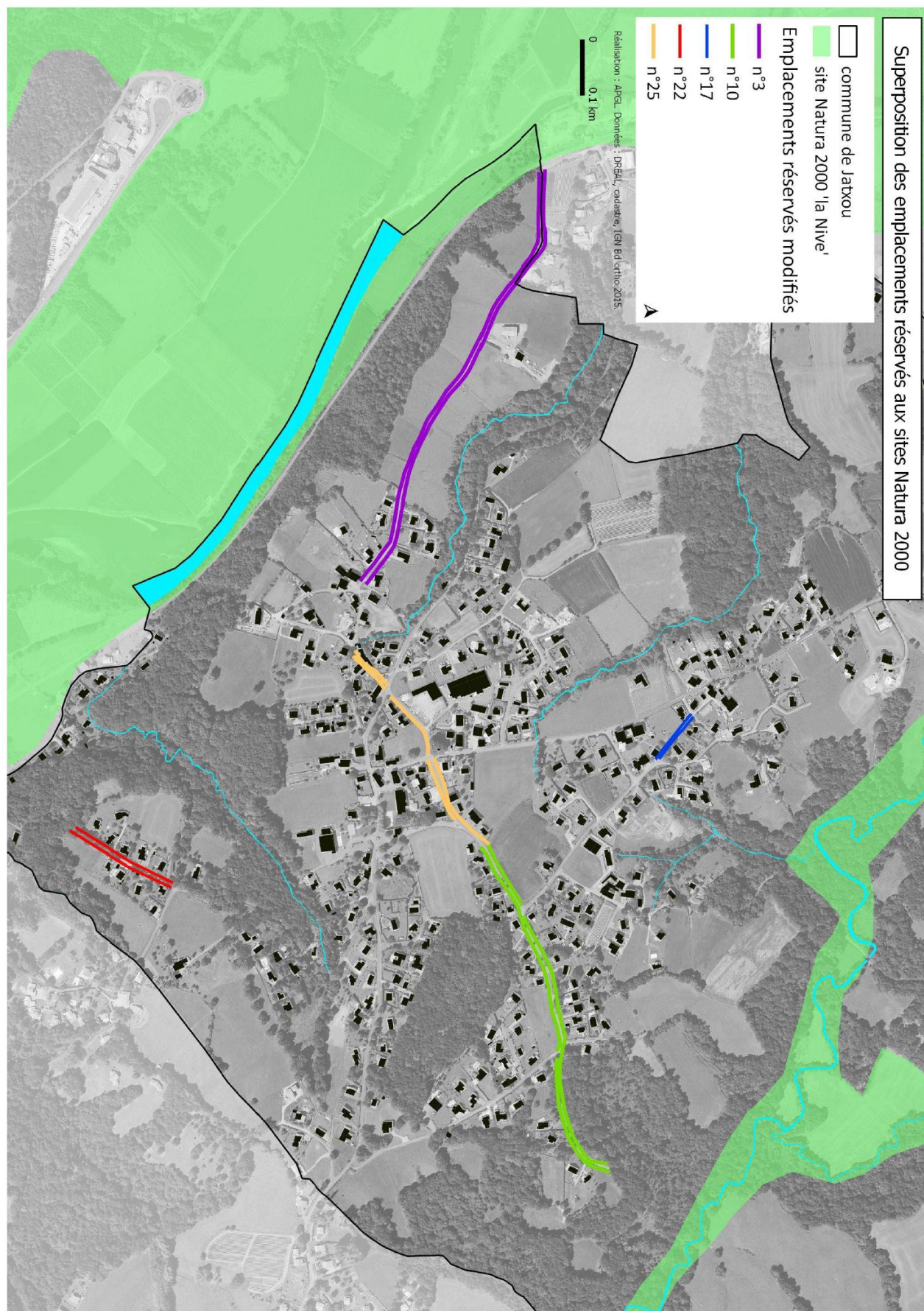
PROFIL ENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE		
Thématique	Présent sur territoire?	Précisions
Biodiversité		
Réserve naturelle régionale ou nationale, parc naturel régional ou national	non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, Zone importante pour la conservation des oiseaux	oui	Bois et landes de Faldaraon-Egualde et d'Hasparren Réseau hydrographique des Nives Réseau hydrographique et vallée de l'Ardanavy
Arrêté de protection de biotope	non	
Espace naturel sensible	non	
Réservoirs/continuités écologiques repérés par un document de rang supérieur (SCoT ou SRCE)	oui	Intérêt du territoire pour les réservoirs et continuités écologiques de la trame verte et bleue (SCOT)
Zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation ou repérées par un document de rang supérieur	non	
Forêt de protection / EBC	non	
Patrimoine paysager, bâti et architectural		
Monuments historiques	oui	Chappelle Saint Sauveur (inscrite) et servitude de protection de 500 mètres Eglise Saint Sébastien (classée) et servitude de protection adaptée
Éléments inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO	non	
Zones archéologiques sensibles	oui	3 zones : Eglise Saint Sauveur ; Eglise Saint Jean-Sébastien ; Portuberria
Sites inscrits, classés	oui	Site inscrit de la route des Cimes
Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager / Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine	non	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur	non	
Plan paysage	non	
Autres patrimoines bâtis communaux à préserver	non	
Risques, nuisances, pollutions		
Plan de prévention des risques naturels	non	
Territoire à risque inondation	non	
Risques technologiques, risques industriels ou miniers (ICPE, TMD, etc.)	non	voie ferrée à l'extrême Sud-Ouest du territoire
Risques ou aléas naturels	non	
Nuisances connues (sonores, olfactives, lumineuses, vibratoires) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances	non	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore, arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ou plan de protection du bruit dans l'environnement	non	
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (BASOL)	oui	ancienne décharge d'ordures ménagères et de déchets assimilés au lieu-dit Ségura.

Anciens sites industriels et activités de services (BASIAS)	oui	ancien atelier de moulage de pièces en caoutchouc et résines
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrières, ISDI	oui	ancienne décharge d'ordures ménagères et de déchets assimilés au lieu-dit Ségura.
Ressource en eau et autres ressources naturelles		
Qualité des cours d'eau et des masses d'eau souterraines	oui	La Nive confluent Aldude au confluent Latsa : état écologique et chimique bon; Ruisseau Latsa : état écologique moyen, état chimique bon; Ruisseau Hillans : état écologique moyen, état chimique bon; L'ardnavy : état écologique bon, non classé chimique.
Captage d'eau potable	non	
Présence d'un captage prioritaire Grenelle	non	
Zonage eau (zone de vigilance pesticide, zone de vigilance nitrate, zone sensible à l'eutrophisation, zone de répartition des eaux)	non	
Réseau d'eau	oui	Assainissement collectif dans le bourg et ses extensions (323 abonnées en 2012). STEP capacité nominale 12 000 eq.hab. pour 9 000 eq.hab. en 2012. Pas de réseau d'eau pluvial. Réseau AEP, eau prélevée dans la Nive sur la commune d'Ustaritz.
Energies renouvelables	non	
Boisement	oui	régime forestier (forêt communale de Jatxou)

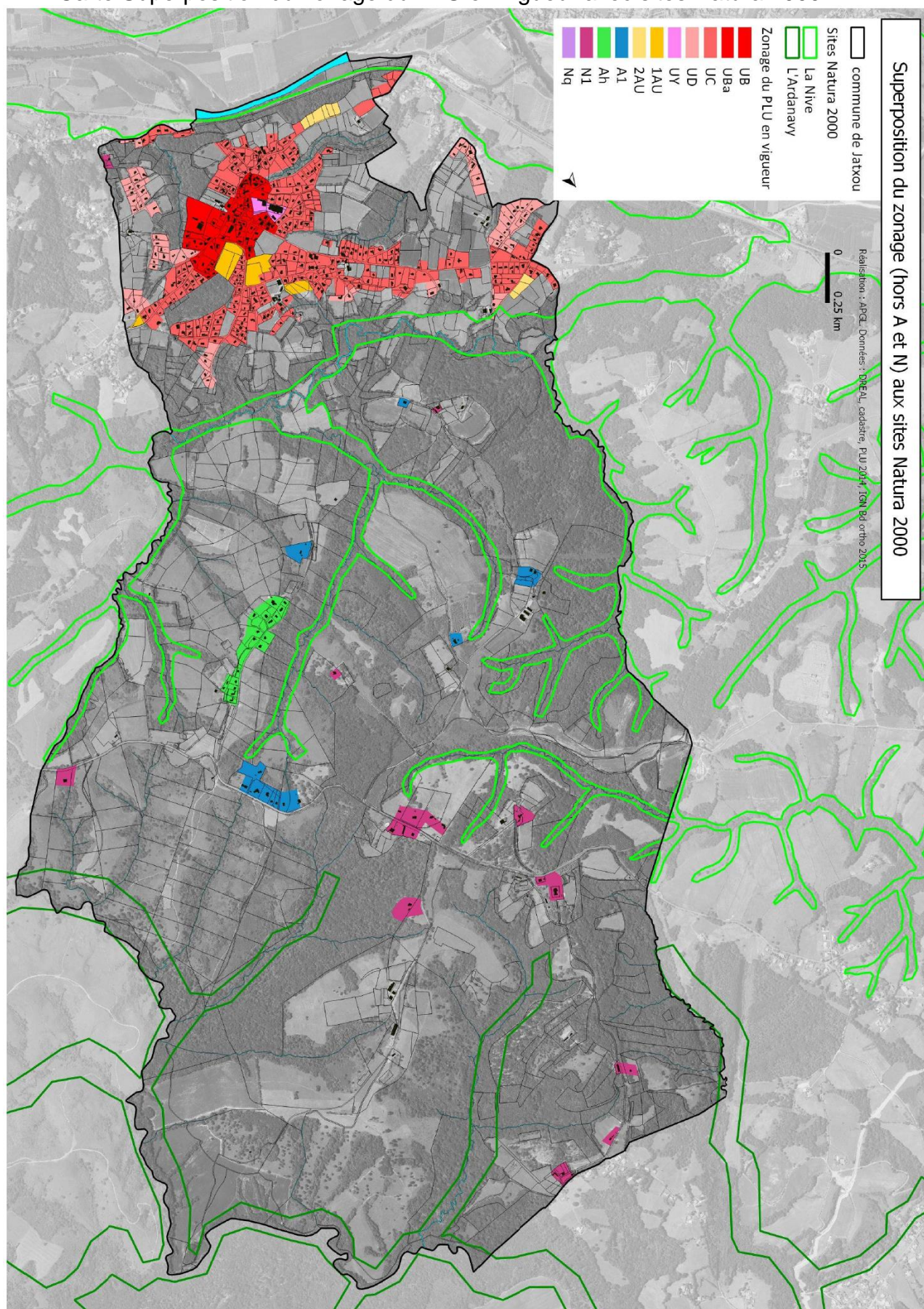
INCIDENCES DE L'EVOLUTION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT							
Objets de l'évolution du PLU	Incidences :		++	+	0	-	--
	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions		Ressource en eau et autres ressources naturelles		
Modification de l'article 4 relatif à la gestion des eaux pluviales, sur l'ensemble des zones (sauf 2AU)	L'évolution de la disposition en vigueur, précise que la gestion doit se faire par un ouvrage de rétention dont le volume de bassin et le débit de fuite sont précisés par une formule. L'impact sur la quantité et la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel devrait être positif. Ce dispositif permettrait également de limiter les risques de pollution en limitant le temps de parcours des eaux pluviales sur des surfaces susceptibles de présenter des pollutions (hydrocarbures et huiles sur voiries, ...).						
	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions		Ressource en eau et autres ressources naturelles		
Modification de l'article 5 relatif à la superficie minimale des terrains constructibles sur l'ensemble des zones	La suppression de la superficie minimale des terrains constructibles ne présente pas d'incidence négative sur l'environnement. La suppression de cette disposition favorise par ailleurs la densification dans les espaces urbains, en limitant l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels en périphérie des zones urbaines.						
	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions		Ressource en eau et autres ressources naturelles		
Modification de l'article 6 relatif à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques sur l'ensemble des zones	L'évolution de cette règle architecturale est mineure. La règle conserve la possibilité pour les constructions de s'implanter à l'alignement des voies et emprises publiques, dans la continuité des formes urbaines anciennes.						
	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions		Ressource en eau et autres ressources naturelles		
Modification de l'article 7 relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives sur l'ensemble des zones	L'évolution de cette règle architecturale est mineure. La règle conserve la possibilité pour les constructions de s'implanter en limite séparative, dans la continuité des formes urbaines anciennes.						

Modification de l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions (sauf 2AU)	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions	Ressource en eau et autres ressources naturelles
	Les modifications règlementaires portées à l'article 11 font évoluer les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions. Ces évolutions pourront faire évoluer marginalement certaines constructions (toit terrasse pour annexes ou extension de moins de 20 m²). Ces évolutions règlementaires sont réalisées dans le respect et en cohérence avec les formes urbaines environnantes. Ces évolutions apportent davantage de souplesse pour les projets de construction tout en conservant les caractéristiques principales de l'architecture locale (conserver les volets batants sur deux façades de la construction et 40% de la surface des ouvertures). Ces évolutions restent mineures et n'impacteront pas la lecture paysagère du territoire et notamment le paysage urbain. Par ailleurs les projets de constructions en zones urbaines et à urbaniser n'impactent pas le site inscrit de la route des Cimes et le monument historique de la chapelle Saint Sauveur. Le périmètre de protection du monument historique Saint-Jean-Sébastien est quant à lui faiblement impacté par des projets de constructions, les zones de développement de l'urbanisation étant localisées en dehors de cette servitude de protection.			
Modification de l'article 12 relatif au stationnement sur les zones U et 1AU	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions	Ressource en eau et autres ressources naturelles
	Sans objet.			
Modification de l'article 13 relatif aux espaces libres sur les zones U et 1AU	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions	Ressource en eau et autres ressources naturelles
	Cette disposition permettra d'encadrer les projets de constructions au sein des espaces urbanisés existants et futurs, afin de conserver des surfaces végétalisées perméables. L'impact est positif tant sur la qualité paysagère des espaces urbains, que sur la gestion raisonnée et naturelle des eaux pluviales. Par ailleurs cette disposition est favorable au maintien et au développement de la biodiversité dans les zones urbaines.			
Modification de l'article 14 relatif aux possibilités maximales d'occupation des sols sur l'ensemble des zones	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions	Ressource en eau et autres ressources naturelles
	La suppression du coefficient d'occupation du sol ne présente pas d'incidence négative sur l'environnement. La suppression de cette disposition favorise par ailleurs la densification dans les espaces urbains, en limitant l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels en périphérie des zones urbaines.			
Modification des ER n°3, 10, 17, 22	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions	Ressource en eau et autres ressources naturelles
	Les emplacements réservés pour élargissement de voirie engendrent une consommation d'espace mais qui dans le cas de la modification du PLU de Jatxou, est réduite par rapport à celle qui était prévue dans le PLU approuvé initialement. La consommation d'espace est réduite sur les terrains agricoles. L'objet de ces emplacements réservés est de permettre une circulation plus sûre des différents usagers sur la commune, ce qui du point de la sécurité est positif.			
Création d'un ER n°25 pour élargissement de voie entre la voie communale n°1 et la voie communale n°4	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions	Ressource en eau et autres ressources naturelles
	Cet emplacement réservé délimité dans les parties urbanisées de la commune n'engendre pas de consommation d'espaces agricoles ou naturels. Cet emplacement réservé permettra une circulation plus sûre des différents usagers sur la commune, cette voie communale, ce qui du point de la sécurité est positif.			
Rectification d'une erreur matérielle concernant les ER n°18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24	Biodiversité	Patrimoine paysager, bâti et architectural	Risques, nuisances, pollutions	Ressource en eau et autres ressources naturelles
	Rectification d'une erreur matérielle au plan de zonage sans incidence sur l'environnement.			
CONCLUSION				
Compte tenu de l'absence d'incidences sur les sites Natura 2000, et des impacts non significatifs sur l'environnement, la modification du PLU de Jatxou ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale.				
PIECES ANNEXES				
Commune de JATXOU - PLAN LOCAL D'URBANISME - Modification n°1 - A - Rapport de présentation				
Commune de JATXOU - PLAN LOCAL D'URBANISME - Modification n°1 - B - Pièces modifiées				
Carte - Superposition du zonage du PLU en vigueur avec les sites Natura 2000				
Carte - Superposition des emplacements réservés n°3, 10, 17, 22, 25 aux sites Natura 2000				

- Carte Superposition des emplacements réservés aux sites Natura 2000



- Carte Superposition du zonage du PLU en vigueur avec sites Natura 2000



- Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas portant,
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur la modification n°1 du plan local d'urbanisme de
la commune de Jatxou (64)**

n°MRAe 2018DKNA84

dossier KPP-2017-5882

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 et suivants et R. 104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 14 juin 2016 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la communauté d'agglomération du Pays Basque, reçue le 22 décembre 2017, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Jatxou ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé du 11 janvier 2018 ;

Considérant que la communauté d'agglomération du Pays Basque, compétente en matière d'urbanisme, souhaite modifier le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 30 janvier 2014 de la commune de Jatxou (1 133 habitants en 2015 sur un territoire de 1 395 hectares) ;

Considérant que la modification porte sur dix objets :

- renforcement des obligations de gestion des eaux pluviales sur les parcelles (règlement écrit) ;
- suppression de la superficie minimale des terrains constructibles (règlement écrit) ;
- diminution des distances d'implantations par rapport aux voies pour les zones UY et A (règlement

- écrit) ;
- diminution des distances d'implantations par rapport aux limites séparatives (règlement écrit) ;
- modifications des règles relatives à l'aspect extérieur des constructions (règlement écrit) ;
- renforcement du nombre de places de stationnement par logement pour les grandes opérations immobilières (règlement écrit) ;
- instauration d'un coefficient de pleine terre (règlement écrit) ;
- suppression du coefficient d'occupation des sols (règlement écrit) ;
- rectification d'une erreur matérielle (tableau des emplacements réservés incomplet dans le plan de zonage) ;
- ajout d'un emplacement réservé pour l'élargissement d'une voie communale ;

Considérant que les évolutions apportées au règlement ne modifient pas de manière substantielle la constructibilité des zones concernées ;

Considérant ainsi qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire, et en l'état actuel des connaissances, que le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Jatxou soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Jatxou (64) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation Autorité environnementale du CGEDD <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Bordeaux, le 19 février 2018

Pour la MRAE Nouvelle Aquitaine,
Son Président



Frédéric DUPIN

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.

4 Conclusion

Compte tenu de l'absence d'incidences sur les sites Natura 2000, et des impacts limités, voire nuls, sur l'environnement, la modification du PLU de Jatxou ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Commune de

JATXOU



PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 30 janvier 2014 approuvant le PLU.

Rapport de présentation



Agence Publique de Gestion Locale - Service d'Urbanisme Intercommunal
Maison des Communes – rue Auguste Renoir -B.P.609-64006 PAU CEDEX

Téléphone 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47 – service.urbanisme@apgl64.fr

Table des matières

1	DIAGNOSTIC	5
1.1	DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES	6
1.1.1	Profil démographique et évolution.....	6
1.1.2	Le logement.....	6
1.1.3	Bilan de la consommation foncière du POS et estimation des besoins à venir.....	8
1.2	L'ACTIVITE ECONOMIQUE	12
1.2.1	Profil des actifs, un faible pouvoir attractif	12
1.2.2	Profil des entreprises	12
1.2.3	L'agriculture	13
1.3	LES DEPLACEMENTS ET LES TRANSPORTS	19
1.3.1	Le maillage routier.....	19
1.3.2	Les transports en commun.....	19
1.3.3	Les itinéraires pédestres.....	20
1.3.4	Les déplacements des habitants	20
1.4	LES EQUIPEMENTS PUBLICS.....	21
1.4.1	Les structures intercommunales.....	21
1.4.2	L'éducation	21
1.4.3	Les équipements sportifs	21
1.4.4	Les bâtiments et équipements religieux.....	21
1.4.5	Les autres espaces publics	22
1.4.6	Les propriétés communales.....	22
1.5	LES DIVERS RESEAUX.....	23
1.5.1	Le réseau d'eau potable	23
1.5.2	L'assainissement	23
1.5.3	Les eaux pluviales	25
1.5.4	Les déchets	25
1.5.5	Electricité	27
1.5.6	Les communications numériques.....	27
2	ANALYSE DE L'ETAT INITIAL ET PERSPECTIVES DE SON EVOLUTION	28
2.1	LE MILIEU PHYSIQUE.....	29
2.1.1	Le climat.....	29
2.1.2	La géologie et la pédologie	29
2.1.3	Le relief.....	30
2.1.4	Le réseau hydrographique	32
2.1.5	Les risques naturels.....	33
2.1.6	Les risques de pollutions industrielles	35
2.2	LE PATRIMOINE ECOLOGIQUE.....	36
2.2.1	Les formations végétales	36
2.2.2	Les sites Natura 2000.....	39
2.2.3	Les sites ZNIEFF.....	50
2.2.4	La trame écologique du territoire	51
2.3	PAYSAGE ET PATRIMOINE BATI	56
2.3.1	Le Labourd intérieur	56
2.3.2	Le site inscrit de la route des Cimes.....	58
2.3.3	Le patrimoine bâti et archéologique	59
2.3.4	Le patrimoine bâti traditionnel	61
2.3.5	La zone habitée du plateau.....	62
3	L'ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET AGRICOLES, ET PERSPECTIVES	64
3.1	LES MODIFICATIONS APPORTEES AU CLASSEMENT DES ESPACES SELON LES DIFFERENTS TYPES DE ZONES PAR RAPPORT AU POS.....	65
3.1.1	Le zonage du POS.....	65
3.1.2	La superficie des différentes zones du POS.....	66
3.1.3	L'évaluation de la capacité d'accueil restante du POS	66
3.1.4	Le zonage du présent PLU	67

3.1.5	<i>La superficie des différentes zones du présent PLU.....</i>	68
3.1.6	<i>Ventilation dans le PLU des surfaces du POS devenant « constructibles », ou qui ne le sont plus.....</i>	69
3.2	LES SURFACES DISPONIBLES	71
3.3	APPREHENSION DE LA CAPACITE D'ACCUEIL.....	73
3.3.1	<i>Le besoins en logements.....</i>	73
3.3.2	<i>La capacité d'accueil.....</i>	73
4	LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU.....	75
4.1	LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (P.A.D.D.)	76
4.1.1	<i>Au regard de la dynamique démographique</i>	76
4.1.2	<i>Au regard de la dynamique économique.....</i>	76
4.1.3	<i>Au regard de la protection de l'environnement.....</i>	77
4.1.4	<i>Au regard de la protection des paysages</i>	77
4.1.5	<i>Au regard des objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'étalement urbain</i>	78
4.1.6	<i>Au regard des besoins en équipements de la Commune.....</i>	78
4.2	LES MOTIFS DE LA DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES QUI Y SONT APPLICABLES.....	79
4.2.1	<i>Les zones urbaines (zones U).....</i>	79
4.2.2	<i>Les zones à urbaniser (zones AU).....</i>	83
4.2.3	<i>Les zones naturelles et forestières (zones N).....</i>	85
4.2.4	<i>Les zones agricoles (zones A).....</i>	88
4.2.5	<i>Les emplacements réservés</i>	92
4.2.6	<i>Les espaces boisés classés.....</i>	92
4.2.7	<i>La prise en compte du risque inondation</i>	92
4.2.8	<i>Les périmètres soumis au droit de préemption urbain</i>	92
4.3	LES MOTIFS DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION.....	94
4.3.1	<i>Les objectifs poursuivis par les orientations d'aménagement et de programmation</i>	94
4.3.2	<i>Les exemples d'aménagement urbain.....</i>	95
4.3.3	<i>Programmation en matière d'assainissement collectif</i>	96
4.4	L'ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES SCHEMAS, PROGRAMMES OU DOCUMENTS DE PLANIFICATION.....	98
4.4.1	<i>Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Adour-Garonne</i>	98
4.4.2	<i>Le Plan Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés.</i>	99
4.4.3	<i>Le Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage</i>	100
4.4.4	<i>Le Schéma de Cohérence Territoriale Bayonne-Sud-Landes (SCOT)</i>	100
4.4.5	<i>Les autres schémas ou documents de planification.....</i>	101
5	LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR L'ENVIRONNEMENT	102
5.1	LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT SI LE PLAN LOCAL D'URBANISME N'ETAIT PAS MIS EN ŒUVRE.....	103
5.2	INCIDENCES DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR L'ENVIRONNEMENT	104
5.2.1	<i>Analyse des incidences des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables</i>	104
5.2.2	<i>Analyse des incidences relatives au zonage et au règlement</i>	106
6	LES MESURES DE PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE MISE EN VALEUR.....	117
6.1	SUR LE PATRIMOINE ET LE CADRE DE VIE.....	118
6.2	SUR LES RESSOURCES NATURELLES	119
6.3	SUR LES MILIEUX NATURELS, NATURA 2000.....	120
6.3.1	<i>Sur la faune et la flore.....</i>	120
6.3.2	<i>Sur la protection du site Natura 2000.....</i>	120
6.4	AUTRES DISPOSITIONS VISANT AU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	121
7	INDICATEURS ET EVALUATION	122

Contextualisation

La commune de Jatxou se situe en région Aquitaine, dans le département des Pyrénées Atlantiques. Cette localité de 1 099 habitants (en 2010), se trouve à 17 Km de Bayonne (sous-préfecture) et à 200 Km de Bordeaux.

Au cœur du Pays Basque, Jatxou se trouve dans la couronne périurbaine de l'agglomération Cote basque Adour (anciennement Bayonne Anglet Biarritz) qui englobe une population de 102 403 habitants (1999). Dans une échelle moins large, Jatxou fait partie de la communauté de communes Errobi, composée de 11 communes et comprenant environ 26 000 habitants.



Irriguée par trois départementales convergentes vers l'agglomération Bayonnaise et la ligne TER aquitaine Bayonne- Saint Jean Pied de Port, cette commune rurale a vu sa population doubler en l'espace de 30 ans. Le rayonnement de l'aire urbaine de Bayonne fait qu'aujourd'hui, des communes rurales comme Jatxou se retrouvent sous l'influence de ce pôle urbain. L'inclusion dans ce périmètre, a pour conséquence une importante croissance démographique accompagnée d'une forte pression foncière. En effet, la consommation foncière sur les 10 dernières années a été de 50 % des zones urbanisables.

Cette forte pression foncière sur les communes situées en périphérie s'explique par deux faits : le premier est que les prix sont moins onéreux dans la périphérie que dans les centres urbains ; le second est la recherche d'un cadre de vie et d'un environnement de qualité que l'on retrouve très bien à Jatxou.

En effet, Jatxou a une ruralité caractéristique des villages basques comme les maisons blanches aux boiseries rouges. A l'architecture patrimoniale du bâti, s'ajoutent un environnement naturel et un paysage de qualité, créant un cadre de vie envié d'un grand nombre de personnes.

Face aux conséquences du rayonnement économique de l'agglomération basque et à la convoitise d'un territoire bucolique, la commune de Jatxou souhaite aujourd'hui poser un cadre qui permet de contrôler et d'accompagner le développement de son territoire.

La municipalité a ainsi traduit ses enjeux territoriaux :

- contrôler la croissance démographique et l'urbanisation pour limiter l'étalement urbain,
- diversifier la forme urbaine pour favoriser la mixité sociale et permettre aux jeunes de Jatxou et des communes voisines de se loger dans la localité,
- préserver l'activité agricole et les espaces naturels de la pression foncière,
- conforter et développer l'offre en services et commerces de proximité en parallèle de la croissance démographique,
- préserver le patrimoine et l'architecture locale et intégrer les nouvelles constructions à ce cadre identitaire.

1 DIAGNOSTIC

1.1 Données sociodémographiques

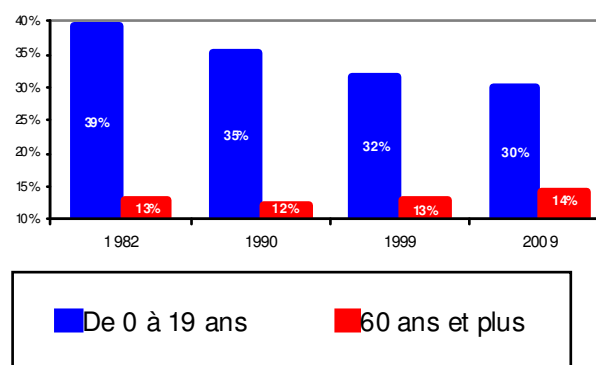
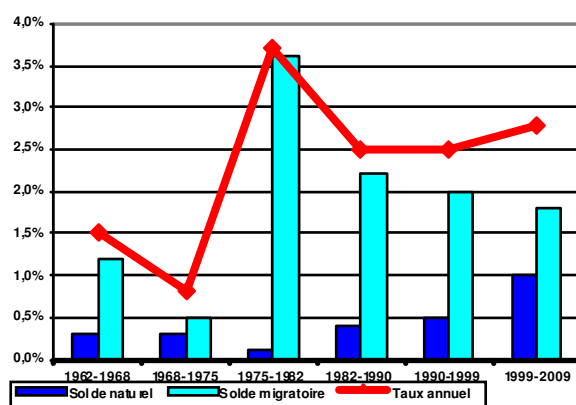
1.1.1 Profil démographique et évolution

La commune de Jatxou connaît une croissance démographique soutenue depuis les années 1970. Entre 1982 et 2008, la population a doublé, passant de 530 à 1 046 habitants. Depuis 1982, c'est l'équivalent d'une vingtaine de nouveaux habitants par an, qui arrivent sur la commune, soit un taux de croissance de 2,6% par an. A noter que le taux annuel de croissance démographique sur Jatxou est plus important que celui de la communauté de communes d'Errobi. Le recensement de 2009 dénombre 1068 habitants, celui de 2010, qui est le dernier chiffre connu, traduit une augmentation portant la population à 1099 habitants.

	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2009
Jatxou	355	389	411	530	648	811	1001	1068
Ustaritz	2393	2477	2841	3353	4263	4984	5448	5966
Espelette	1194	1258	1188	1411	1661	1879	1936	1960
Larressore	670	782	940	1057	1148	1320	1428	1543

La proximité de l'aire urbaine de Bayonne, explique l'arrivée de nouvelles populations, principal moteur de la croissance démographique.

La répartition par classe d'âges de la population illustre une population assez jeune, avec les 0-19 ans qui représentent 30 % de la population. La classe des 20-59 ans représente 56 % et les plus de 60 ans représentent eux 14 % de la population.



Le profil assez jeune de la population est confirmé par un solde naturel positif. L'évolution de l'effectif scolaire de l'école municipale, vient là aussi confirmer cette tendance. En l'espace de 12 ans, l'effectif a presque doublé.

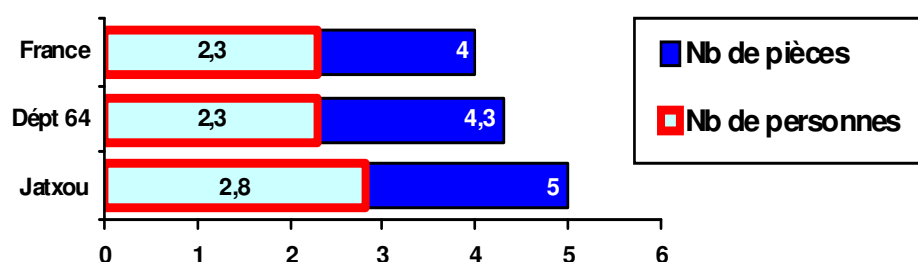
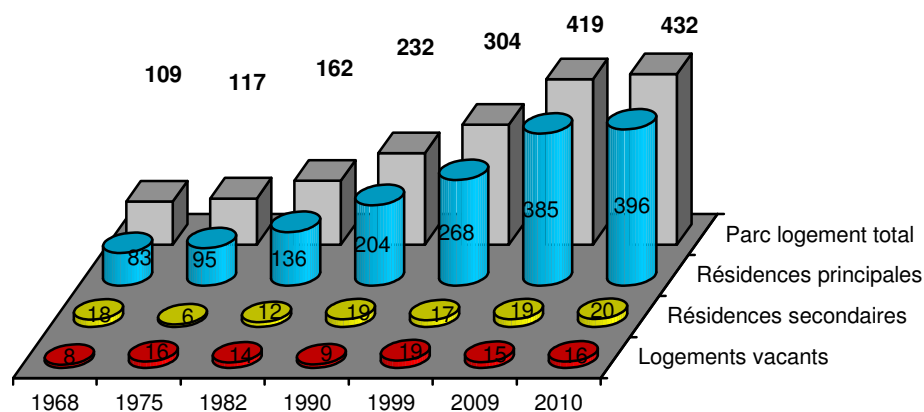
année	1999	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
effectif	64	82	86	92	106	118

Si le profil démographique illustre une population assez jeune, il faut noter que depuis 10 ans, la part des plus de 60 ans croît légèrement et inversement chez les moins de 20 ans.

1.1.2 Le logement

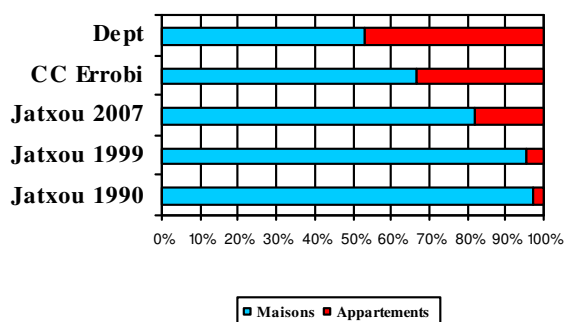
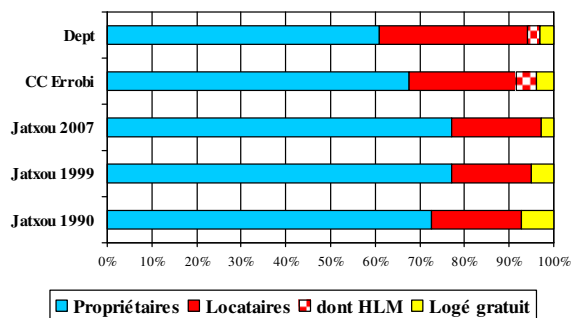
La croissance du parc de logements suit la même courbe que celle de la population. En effet, en l'espace de 30 ans le nombre de logements a plus que doublé. Il est passé de 162 logements en 1982, à 419 en 2009.

En 2010 les résidences principales représentaient 91,7 % du parc, les résidences secondaires 4.6 % et les logements vacants 3.7 %. Ces chiffres peuvent s'expliquer par le fait que Jatxou se trouve dans un bassin de vie dynamique (côte du pays basque), sans être un lieu de résidence touristique important.



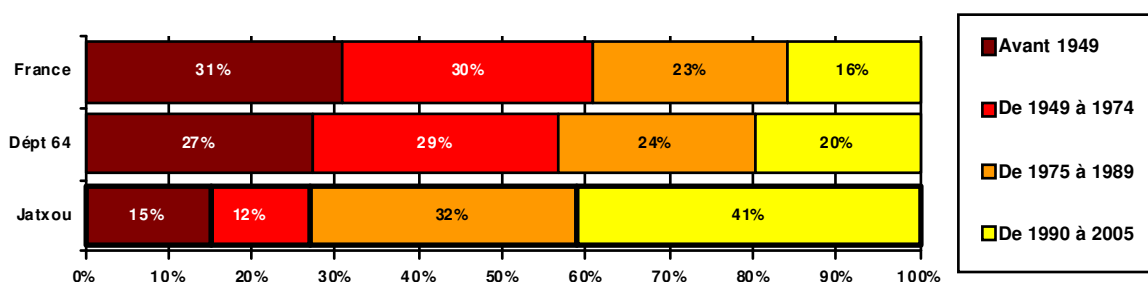
Le parc de logement se caractérise par une forte présence de maisons (82%) et une faible part d'appartements (18%). En comparant avec la CC Errobi et le département, on constate un déséquilibre flagrant. La commune de Jatxou se caractérise par son uniformité dans la forme du logement.

La grande taille des logements s'explique en partie par l'abondance de la maison individuelle sur le territoire, (en moyenne composés de 5 pièces contre 4.3 au niveau départemental), occupés par des ménages d'en moyenne 2.8 personnes. Le nombre de personnes par logement est bien supérieur à la moyenne du département (2,24) et du pays.

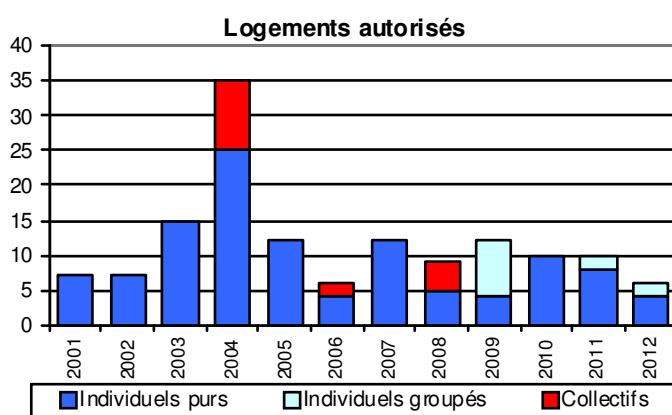


Les logements sont occupés par une majorité de propriétaires (77%), les locataires représentent 20% des résidents et 3% sont logés gratuitement. Là aussi, on constate un décalage en comparaison avec la CC Errobi ou le département. Sur Jatxou les logements sociaux sont absents et la part des locataires est nettement inférieure aux moyennes nationale et départementale.

En s'intéressant à l'âge du parc de logements, on observe que ce dernier est moderne. Plus de 70% du parc a été construit à partir de 1975. Les logements datant d'avant 1949 ne constituent que 15% du parc.



La dynamique immobilière à l'œuvre ces dernières années est très importante. Sur la dernière décennie on observe la construction de 12 logements par an. L'immobilier neuf est composé majoritairement de maisons individuelles. Toutefois, on peut observer que la construction de logements collectifs a tendance à se développer, ainsi que celui d'habitats individuels groupés. Ces nouvelles formes d'habitats permettent de diversifier légèrement le parc de logements qui reste dominé par la maison individuelle.



Source : Sitadel



1.1.3 Bilan de la consommation foncière du POS et estimation des besoins à venir

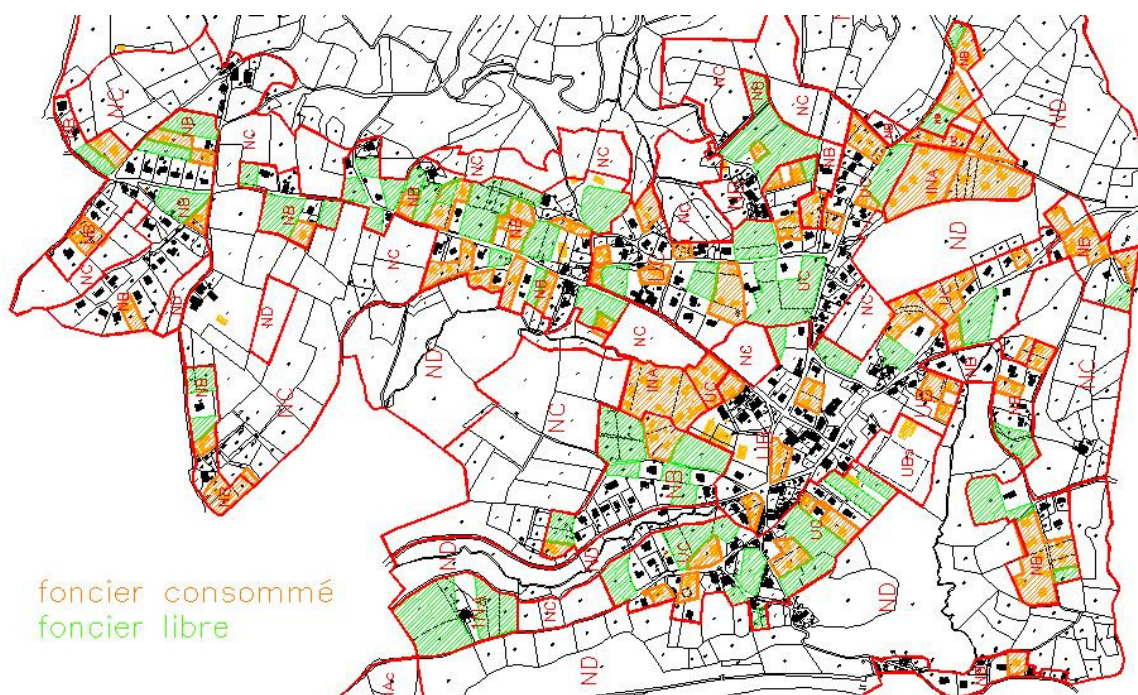
Dans un premier temps, l'objectif est d'établir un bilan quantitatif et qualitatif de la consommation foncière et de la production de logements, réalisée durant la mise en application du POS.

Le second objectif est l'estimation des besoins en logements à l'échelle temporelle du PLU (10 ans), et du foncier nécessaire à la réalisation de ces habitations.

1.1.3.1 Bilan du POS

Le POS approuvé en 2001, permettait l'ouverture à l'urbanisation de 49.3 ha de terrains situées en zone UB, UC, 1NA et NB, dont 6 ha été situées sur les coteaux à l'est du bourg. En l'espace de 10 ans, la consommation foncière de cette superficie a été de 48%.

Dans la zone des coteaux, 3,3 ha ont été consommés et dans la zone du bourg 20,5 ha, soit au total 23,8 ha.



Source : Commune, 2012

Comme évoqué avec la dynamique immobilière à l'œuvre sur les dix dernières années, c'est environ 11.8 logements/an qui ont été créés sur la dernière décennie (2001/2012). Le logement individuel pur représente 81 % de cette production, le logement individuel groupé 6 % et le logement collectif 13 %, avec tout de même 7 années creuses dans la production de logements collectifs.

	Individuels purs	Individuels groupés	Collectifs
2001	7	0	0
2002	7	0	0
2003	15	0	0
2004	25	0	10
2005	12	0	0
2006	4	0	2
2007	12	0	0
2008	5	0	4
2009	4	8	0
2010	10	0	0
2011	8	2	0
2012	4	2	0

Avec une consommation foncière de 23.8 ha, la densité des nouvelles constructions est de l'ordre de 5.9 logement/ha, sur la période. Les opérations sous forme de lotissement avoisinent 8 logements/ha et les constructions plus dispersées se rapprochent de 4 logements/ha.



Le nombre d'occupants d'un logement est supérieur à la moyenne départementale : 2,8 environ (1 099 habitants pour 396 résidences principales), contre 2,24 dans le département en 2010. Cependant, comme le montre le tableau ci-après, cet indice baisse constamment et en l'espace de 40 ans il a été presque divisé par deux.

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2010
nombre de résidences principales	83	95	136	204	269	385	396
population	389	411	530	648	811	1 068	1099
nombre de personnes par logement	4,69	4,33	3,90	3,18	3,01	2,77	2,78

Cette diminution sur le long terme (la comparaison 2009/2010 étant trop proche pour être significative) du nombre d'occupants par logement illustre la décohabitation. Ce phénomène est une séparation des différentes générations d'une même famille, qui se traduit notamment par le départ des enfants pour les études, le départ en maison de retraite pour les personnes âgées. D'autres situations nourrissent ce phénomène de décohabitation, comme le développement des familles monoparentales.

Le tableau suivant récapitule la dynamique démographique à l'œuvre depuis les années 60. Ainsi, dans la dernière décennie (1999 / 2009), c'est environ 26 nouvelles personnes par an qui viennent résider à Jatxou.

	1968	1975	1982	1990	1999	2010
population	389	411	530	648	811	1 099
moyenne annuelle de nouveaux habitants	3	17	15	18	26	

1.1.3.2 Prospective et estimation des besoins

A partir du bilan du POS nous pouvons évaluer les futurs besoins en logements sur la décennie à venir.

La croissance démographique issue du développement de la côte Basque perdure sur le long terme comme l'ont démontré les tableaux. Nous pouvons suivre la courbe de croissance, en estimant à 30 le nombre de nouveaux résidents chaque année.

A une échelle de 10 ans, la population communale est susceptible d'augmenter d'environ 300 habitants.

La décohabitation tient une place importante dans la définition des besoins. On peut penser que le nombre de personnes par logement va suivre la tendance actuelle et continuer sa diminution, et qu'à l'horizon d'une décennie la **moyenne sera de l'ordre de 2,4 personnes/logement, ce qui reste encore sensiblement au-dessus de la moyenne départementale.**

➤ L'objectif du SCOT

La densité de logement oscille entre 3 à 4 logements/ha dans les hameaux, et 6 à 8 logements/ha dans le bourg et sa périphérie. Ainsi, en se basant sur une densité de 6 logements/ha, 50 ha seraient nécessaires pour construire la totalité des futurs logements.

Afin d'être compatible avec le principe de gestion économe de l'espace et le SCOT, il est préférable que les futures densités se rapprochent de celle indiquée dans le projet de SCOT. Au regard des caractéristiques de l'identité communale, l'atteinte de cet objectif devra être modulé en fonction des situations. En centre bourg cette densité pourra être atteinte voir dépassée, alors qu'en périphérie une augmentation de la densité actuelle pourra être réalisée sans atteindre une densité trop élevée (au-delà de 10 logements à l'hectare).

Le réseau d'assainissement collectif dessert bien les zones habitées ce qui devrait être favorable à la densification.

➤ Le foncier disponible

La moitié de la superficie issue du POS n'a pas été consommée. En 2013, 25 ha sont potentiellement disponibles dans les zones constructibles.

Il faut tenir compte du fait que parmi le foncier disponible, un certain nombre de parcelles correspondent à des dents creuses, c'est-à-dire des parcelles de petites tailles (inférieures à 2 000 m²) et éloignées du centre bourg, sur lesquelles il ne sera pas facile d'envisager de la densification, voir inenvisageable si l'assainissement collectif n'est pas disponible.

Les secteurs sur lesquels la densification sera facilitée seront ceux localisés dans le bourg et desservis par l'assainissement collectif.

1.2 L'activité économique

La présentation sociodémographique de Jatxou couplée à la présentation de l'activité économique de la commune qui va suivre, va mettre en avant son caractère de commune résidentielle.

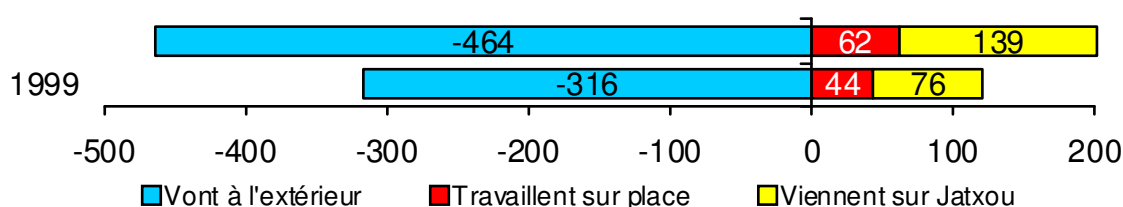
1.2.1 Profil des actifs, un faible pouvoir attractif

En 2009, on dénombrait 526 actifs ayant un emploi pour seulement 201 emplois sur la commune.

Sur les 201 emplois, seul 31 % de l'offre était pourvu par des résidents de Jatxou, les deux autres tiers été occupés par des personnes extérieures à Jatxou. Une grande majorité des actifs ont leur emploi en dehors du territoire communal.

Ainsi, 88% de la population active possède son emploi en dehors de la commune. La grande majorité de ces emplois sont localisés sur le BAB (Bayonne-Anglet-Biarritz), puis sur Cambo-les-Bains et Ustaritz, enfin sur les pôles de Saint-Jean-de-Luz et Hendaye.

Les autres actifs ont leur lieu de travail sur des communes plus proches comme Ustaritz, Hasparren, Saint Pée sur Nivelle.



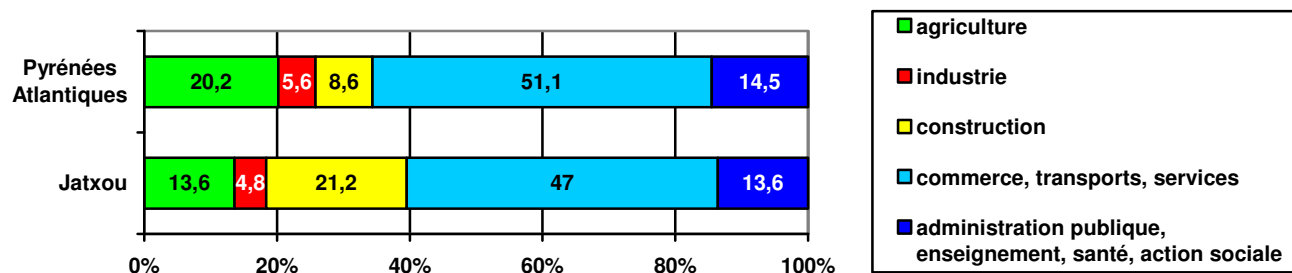
Le taux de concentration de l'emploi est de 0.38 (rapport entre le nombre d'emplois offerts dans une commune et les actifs ayant un emploi qui résident dans la commune) et celui de migration alternante est de 0.88 (la part des actifs ayant un emploi qui travaillent en dehors de leur commune de résidence).

Ces deux données illustrent bien le déséquilibre qui existe entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs sur la commune. Toutefois, le taux de concentration de l'emploi progresse fortement. Il n'était que de 0,33 en 1999.

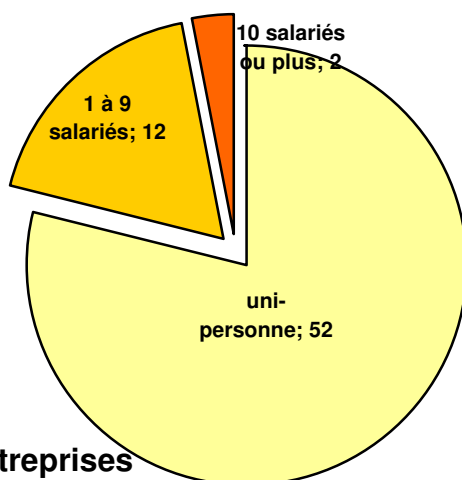
La part des actifs sur la tranche d'âge des 15-64 ans est de 78%. Sur ces actifs, 18% ne sont pas salariés (indépendant, employeur, aides familiales). Parmi les salariés, 72% sont en CDI, 6% en CDD. Le taux de chômage sur la commune était de 5.8% en 2009 (source INSEE).

1.2.2 Profil des entreprises

L'étude faite par l'INSEE sur les données économiques au 31 décembre 2010 a recensée 66 établissements sur Jatxou. Les graphiques suivants présentent la répartition des entreprises par domaine d'activité, en pourcentage, avec une comparaison à l'échelle du département.



On constate que l'économie tertiaire représente plus de la moitié des entreprises locales, avec une prépondérance des commerces et services de proximité. On peut citer de façon non exhaustive : une boulangerie, des artisans du bâtiment, un restaurant-bar, un taxi, une aide à domicile...
On peut relever également l'existence d'une entreprise de plasturgie, qui compte 43 salariés.



Profil des entreprises

L'analyse du profil des entreprises met en avant la prédominance de très petites structures. Les entreprises individuelles représentent à elles seules plus du trois quart de la totalité. 12 entreprises comptent entre 1 et 9 salariés et seulement 2 entreprises ont plus de 10 salariés.

Globalement, on constate que l'économie locale est tournée vers les activités de commerces et de services à la personne. Il faut noter la forte présence d'entreprises du BTP, qui peut s'expliquer par le fait que l'on se trouve dans une zone où la demande en construction de logements est forte.

Les entreprises agricoles sont sous représentées par rapport au département. On constate également l'absence d'entreprises orientées sur l'activité touristique, malgré le fait que l'on soit dans une région touristique. Il faut par exemple se tourner vers les communes voisines comme Hasparren, Ustaritz ou Cambo les bains, pour trouver des structures d'accueil (hôtel, gîte, camping).

Aucune zone d'activités n'est présente sur le territoire communal. La CC Errobi (créée en 2006) a dans son champ de compétences celle du développement économique et a réalisé sur le territoire d'Ixassou une première zone d'activités "Errobi 1" (30 entreprises totalisant 220 emplois). Une seconde zone d'activités, "Errobi 2", est en train de voir le jour toujours sur la commune d'Ixassou.

L'INSEE définit comme étant pôle d'équipements de proximité une commune qui possède au moins 12 des 24 équipements désignés : 12 services aux particuliers, 4 commerces, 2 enseignements, 5 équipements de santé-social, et 1 transport. Ainsi, au regard de son profil économique, on peut définir la commune de Jatxou comme un pôle d'équipements de proximité.

Les choix de développement économique à l'échelle de l'intercommunalité, se sont précisés sur d'autres communes. Jatxou n'a donc pas vocation à accueillir une zone d'activités et à devenir une forte centralité économique. **Le développement économique de la commune, s'oriente davantage dans le sens d'un confortement de son offre en commerces et services proximité, un renforcement qui doit se réaliser au fur et à mesure de la croissance démographique communale.**

1.2.3 L'agriculture

Comme nous venons de le voir, le nombre d'exploitations agricoles représente une faible part sur le total des entreprises locales. Malgré la discrétion de l'agriculture dans l'économie de la commune, on constate à travers une observation plus approfondie, une certaine dynamique de la profession.

1.2.3.1 Caractéristiques et évolution

L'analyse du contexte agricole s'appuie sur les données issues des recensements généraux agricoles (RGA) de 1988, 2000 et les premiers résultats du RGA de 2010. L'analyse s'appuie également sur des

questionnaires agricoles. Un questionnaire a été envoyé à chaque exploitant, mais seulement la moitié d'entre eux nous ont été retourné (11).

Ces données permettent de dresser un tableau qui montre un aperçu global de la situation agricole et de son évolution durant les deux dernières décennies.

Données générales	AUGMENTATION	DIMINUTION	1988	2000	2010
nombre d'exploitations agricoles			31	33	19
dont professionnelles			6	6	NC
SAU totale (ha)			293	290	435
SAU moyenne par exploitation agricole (ha)			9	9	23
dont professionnelles			29	32	NC
superficie en fermage (ha)			153	138	261
en % de la SAU totale (ha)			52	48	60
nombre de chefs d'exploitations et coexploitants			32	33	22
nombre d'UTA			23	19	12
SAU moyenne par UTA en ha			13	15	36

D'une manière générale, la situation agricole communale suit la tendance nationale. On constate une diminution du nombre d'exploitations agricoles (EA), accompagnée d'une baisse de ses actifs.

L'évolution du nombre d'EA qui était stable entre 1988 et 2000, a chuté sur la seconde période de 43%. Les 19 EA que compte la commune, n'emploient ni salariés, ni de main d'œuvre saisonnière ou occasionnel. Pour 90% d'entre elles, l'exploitation agricole est individuelle (un seul chef d'exploitation), les 10% restant s'expliquant par la présence de coexploitants.

D'après le RGA de 2010, sur les 22 actifs, 7 d'entre eux exerçaient une seconde profession et 42% des exploitants agricoles n'avaient pas de successeurs connus.

En 2010, 23% des chefs d'exploitation avaient moins de 40 ans. La part des moins de 40 ans du RGA de 2000, était de 24%. On peut donc constater que cette part se maintient dans le temps, malgré une baisse du nombre d'actifs.

Si les chiffres sur la main d'œuvre agricole offrent une vision plutôt incertaine de l'activité, d'autres et notamment ceux concernant les superficies agricoles, permettent de reconsidérer cette vision.

Tout d'abord, il faut noter que si le nombre total d'EA a baissé sur la deuxième période, la part des exploitations professionnelles a augmenté de 33%, passant de 6 à 9.

En 2000, les EA professionnelles représentaient seulement 18% du total, alors qu'en 2010 elles représentent près de la moitié du total. On observe donc une évolution qui tend à la professionnalisation de l'activité.

La surface agricole utilisée (SAU) totale a bondi entre 2000 et 2010, passant de 290 à 435 ha. En 2010 elle représentait 31% du territoire communal.

L'augmentation de la SAU couplée à la baisse du nombre d'EA, a fait que la SAU moyenne par EA a été multiplié par 2,5 en l'espace de 10 ans (23 ha), tout comme la SAU moyenne par UTA (36 ha).

Les exploitations se professionnalisant, permettent avec une main d'œuvre plus réduite, d'exploiter et de gérer davantage de terres que dans les années précédentes.

L'évolution de la SAU est semblable à celle de la superficie en fermage, qui a plus que doublée dans la seconde période (231 ha). La part en fermage s'élève à 60% de la SAU totale en 2010, et s'explique en partie par la diminution du nombre d'exploitations.

A noter que la commune possède un nombre important de terres agricoles qu'elle loue à des exploitants.

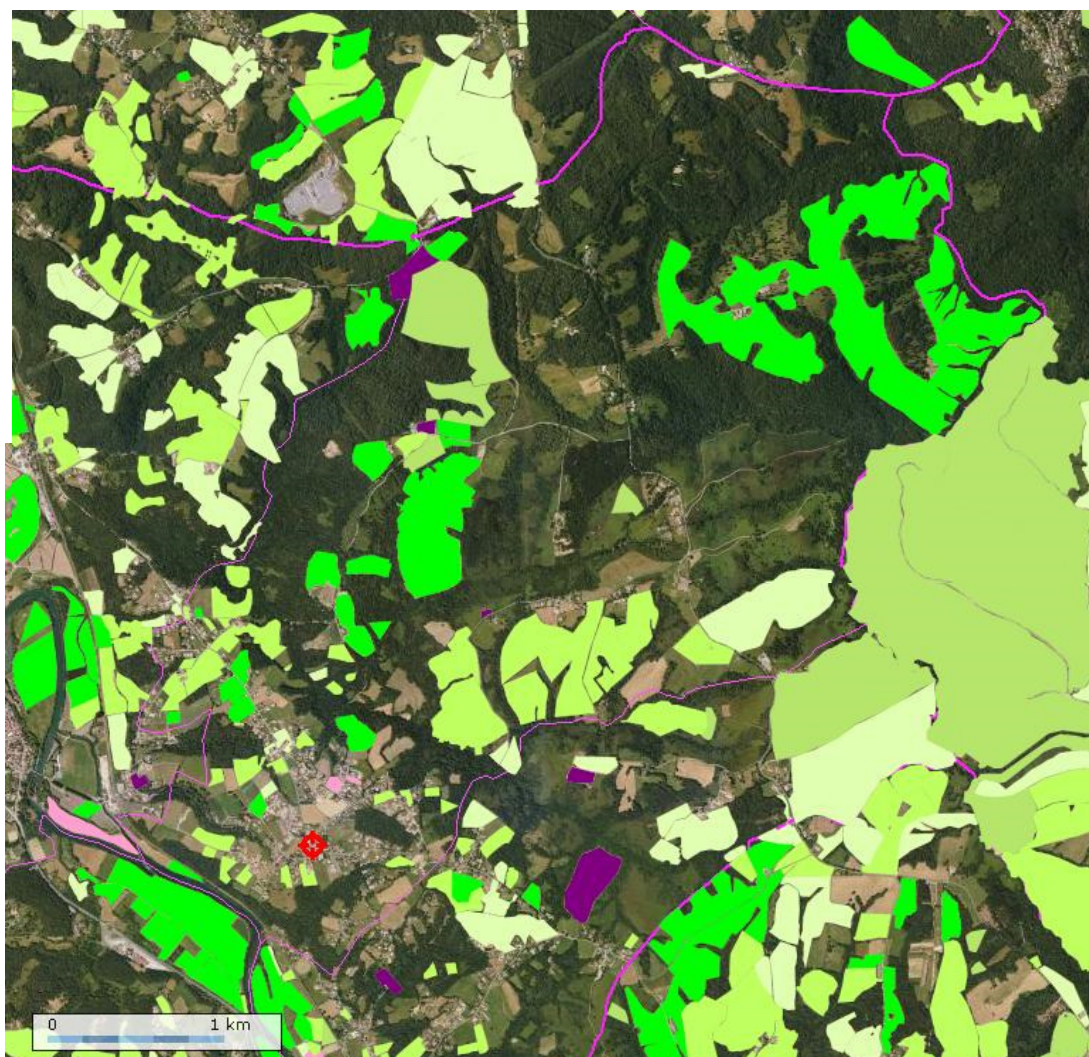
Concernant la transmission de l'exploitation, le questionnaire a mis en évidence l'incertitude de la pérennité de l'activité, car seuls 3 exploitants sur 11 projettent de transmettre leur exploitation dans un délai de 10 ans. Cependant, 5 exploitants qui ont répondu négativement auront moins de 62 ans au terme des 10 ans à venir, ce qui laisse penser qu'ils seront encore en activité, et qu'ils n'auront pas encore transmis leur exploitation.

Parmi les exploitants ayant répondu au questionnaire, 5 envisagent de développer l'exploitation et pour 4 d'entre eux, cela concerne un agrandissement du bâtiment agricole.

1.2.3.2 La production

L'activité agricole sur Jatxou se répartit entre la production animale et végétale. La production animale regroupe les élevages d'ovins, de bovins (viande et lait), de caprins et de volailles. En 2010, l'effectif de bovins était de 245 têtes, contre 99 seulement en 2000, mais près de 300 déjà en 1988. Celui de volailles était de 253 bêtes, soit moitié moins qu'en 1988. Le nombre de brebis a plus que doublé entre 2000 et 2010 : de 402 à 904.

La production végétale concerne principalement le maïs (grain et ensilage) et secondairement le piment. En 2010, 21 % des terres étaient en cultures, le restant constituant de la superficie fourragère. En effet, 78 % de la SAU restent en prairies permanentes ou temporaires et servent à la constitution du fourrage. D'autres servent de pacage aux animaux d'élevage. La gestion des terres non cultivées se fait en partie par l'intermédiaire du pastoralisme. Un berger fait paître son troupeau sur les terres des propriétaires des parcelles concernées.



Les résultats du questionnaire agricole ont permis de localiser les terres utilisées par les exploitants. La carte ci-dessous présente l'utilisation des terres, que ce soit de la culture (maïs ou piment) ou de la pâture autour du bourg.



➤ La production brute standard

Depuis 2010 une nouvelle donnée vient compléter le profil des exploitations agricoles, il s'agit de la Production Brute Standard (PBS). La PBS est une indication sur la dimension économique de l'exploitation et de sa spécialisation. La variation annuelle de la PBS d'une exploitation traduit l'évolution de ses structures de production (par exemple : agrandissement ou choix de production à plus fort potentiel) et non une variation de son chiffre d'affaire.

Elle permet une classification des exploitations agricoles suivant leur taille économique : petite EA < 25 000 euros ; 25 000<moyenne<100 000 euros ; grande> 100 000 euros.

Sur Jatxou, la PBS moyenne par exploitation professionnelle est de 28 000 euros, et son évolution sur la période 2000-2010 a été de + 143 %. Cette importante évolution s'explique sans doute par le fait que, en l'espace de 10 ans il y a eu une diminution du nombre d'exploitations "vivrières" et une augmentation du nombre d'exploitations professionnelles, qui ont sans doute développé leurs outils et structures de productions.

➤ Les périmètres AOC

Le territoire communal est situé en partie dans la zone Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) du piment d'Espelette et en totalité dans l'AOC du fromage d'Ossau Iraty. Les agriculteurs qui produisent ces produits bénéficient de cette appellation. La labellisation AOC garantit l'origine des produits alimentaires traditionnels au consommateur, et témoignent de la qualité du terroir ainsi que du savoir faire des personnes qui les fabriquent.

La commune de Jatxou, se localise dans d'autres aires géographiques de produits labellisés.



IGP	Canard à foie gras du sud-ouest
IGP	Comté Tolosan blanc
IGP	Comté Tolosan rosé

IGP	Comté Tolosan
IGP	Jambon de Bayonne
IGP	Tomme des Pyrénées
IGP	Volailles de Gascogne
IGP	Volailles du Béarn
AOC AOP	Piment d'Espelette
AOC AOP	Ossau-Iraty

L'AOC Ossau Iraty concerne près de 650 000 ha et regroupe 1765 opérateurs (producteurs, transformateurs, affineur). L'IGP Jambon de Bayonne s'étend des Pyrénées Atlantiques à la Vienne et des Pyrénées Orientales aux Deux Sèvres, et concerne 1 700 éleveurs.

L'AOC Piment d'Espelette quand à elle, couvre un territoire de 25 000 ha et regroupe seulement 146 opérateurs, dont 131 producteurs. La petitesse de cette aire géographique confère au produit une valeur et une qualité d'exception. D'après le questionnaire agricole, on dénombre 2 exploitants qui cultivent le piment, sur 3 parcelles situées dans le bourg.

1.2.3.3 Les périmètres de réciprocité

Au titre des risques liés à l'agriculture, **il existe 1 installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), il s'agit de la SCEA Mahatxurieta.**





Des bâtiments agricoles sont classés **au titre du règlement sanitaire départemental (RSD), qui définit les règles à respecter en matière d'hygiène et de salubrité publique.** Il prescrit notamment des distances minimales d'implantation pour les bâtiments d'élevage par rapport, aux habitations, établissements recevant du public, zones de loisirs, puits, forages, ... Le rayon du périmètre de réciprocité varie de 25 à 100 mètres, en fonction de la nature de l'élevage et du nombre de têtes.

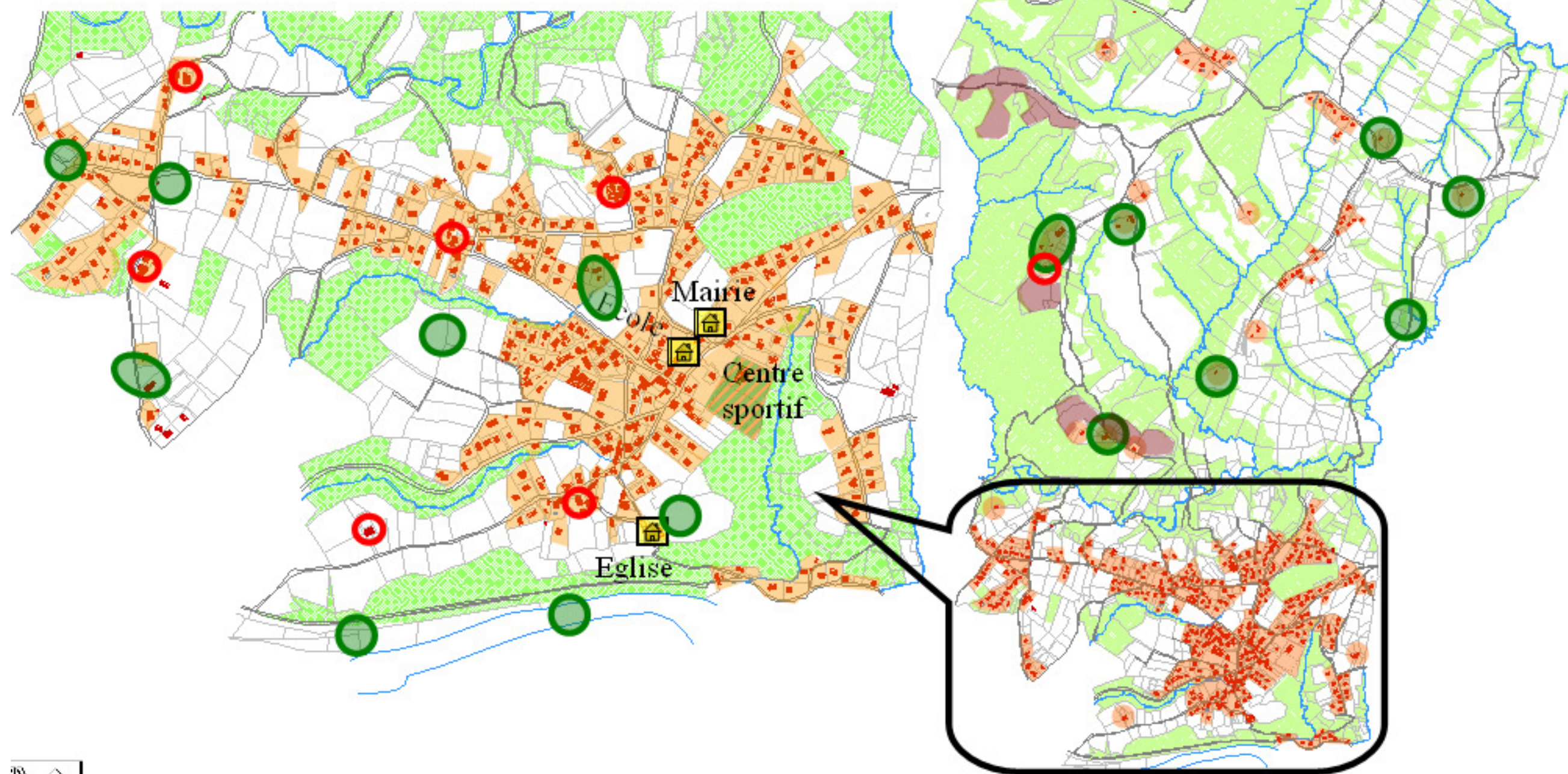
Le questionnaire agricole a révélé qu'aucune exploitation agricole n'a de plan d'épandage malgré le fait que certains exploitants épandent. Les terres concernées se situent en dehors des zones habitées, ce qui ne semble pas être générateur de nuisances pour les riverains.

1.2.3.4 zone agricole défavorisée simple

Depuis 2004, la commune de Jatxou a été classée par arrêté préfectoral, en zone défavorisée simple.

Les zones agricoles défavorisées et de montagne correspondent à un découpage territorial lié à l'émergence d'une politique communautaire en matière de structures agricoles à partir des années soixante-dix. Ce zonage permet d'attribuer des aides financières aux agriculteurs pour améliorer leur revenu et maintenir et développer l'activité agricole sur ces territoires défavorisés. Les aides sont de trois sortes : aides à l'investissement, soutiens à la formation professionnelle, indemnités pour compenser les handicaps naturels permanents. La délimitation des zones de montagne est principalement basée sur la notion d'handicap naturel, et celle des zones défavorisées simples sur des critères socioéconomiques.

-  Zones bâties
-  Bâtiments agricoles
-  Bâtiments agricoles générant un périmètre de réciprocité
-  Zones d'épandage



1.3 Les déplacements et les transports

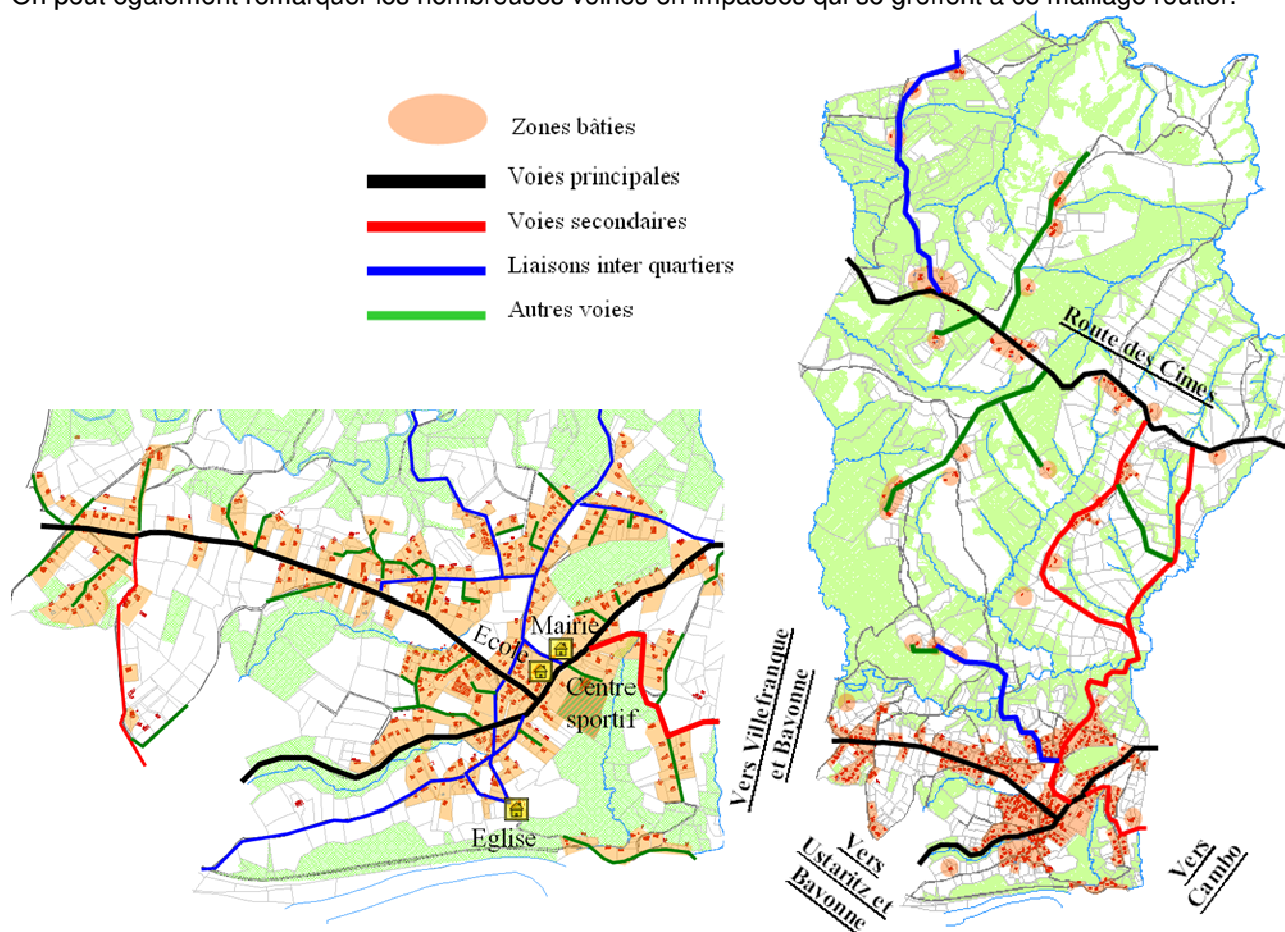
1.3.1 Le maillage routier

Le maillage routier se décompose en deux classes de voiries ; le réseau qui sert à la desserte intercommunale et communale et celui servant strictement à la desserte communale.

La desserte intercommunale se compose des trois départementales (la D250, la D650 et la D22) qui constituent les principaux axes routiers et supportent la majeure partie des flux de déplacements. Elles conduisent aux communes d'Ustaritz, Villefranque, Mouguerre et Bayonne au nord, et les communes de Halsou, Larressore, Cambo les Bains et Hasparren au sud. Aucune de ces routes ne sont classées comme routes à grandes circulations.

Le maillage de voiries communales assure la desserte locale, interquartiers. Il est connecté au réseau principal. Deux voiries communales assurent une liaison d'est en ouest, connectant la route des cimes au bourg de Jatxou.

On peut également remarquer les nombreuses voiries en impasses qui se greffent à ce maillage routier.



1.3.2 Les transports en commun

Commune en périphérie de l'agglomération bayonnaise, Jatxou bénéficie aujourd'hui d'une offre très réduite en transports en commun.

Le territoire communal est traversé par la voie ferrée (en limite sud ouest du territoire), sur laquelle circulent les trains TER de la ligne Bayonne - Saint Jean Pied de Port.

Si aucune gare et aucun arrêt ne sont présents sur le territoire communal, la première halte ferroviaire se situe sur Ustaritz à quelques mètres de la limite avec Jatxou, et porte d'ailleurs le nom de "halte ferroviaire de Jatxou".

Cette halte est faiblement desservie avec 1 arrêt aller et 1 arrêt retour par jour seulement. La desserte se fait principalement à la gare d'Ustaritz, plus au nord, où la fréquence des arrêts est d'environ 5 arrêts aller et 5 arrêts retour par jour.

Il faut préciser que la fréquentation de la gare d'Ustaritz a plus que triplé entre 2002 et 2006. Elle est passée de 155 à 500 voyageurs journaliers (source SNCF).

Si aujourd'hui ces gares ne profitent pas d'une fréquence d'arrêts élevée, elles peuvent constituer une opportunité en termes d'offre de déplacements sur l'agglomération bayonnaise dans les années à venir, comme l'évolution de la fréquentation de la gare d'Ustaritz en témoigne.

De plus, le PADD du SCOT de l'agglomération de Bayonne et du sud des Landes, a identifié la ligne Bayonne - SJPP comme une ligne à enjeux prioritaires, afin d'offrir une mobilité alternative et efficace à l'usage de la voiture individuelle et d'articuler les politiques d'urbanisme et de l'habitat.

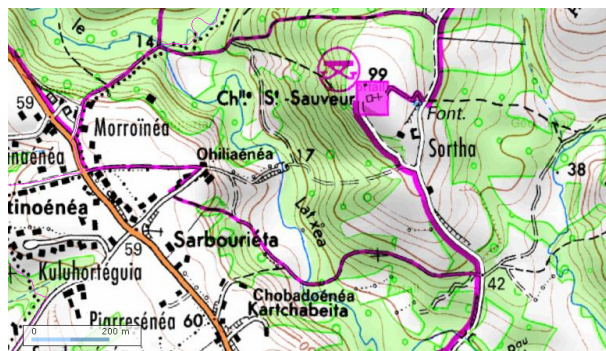
Concernant les transports en bus, aucune ligne ne passe à Jatxou. Les lignes du réseau de transports de l'agglomération côte basque Adour, ne vont pas au-delà de Saint Pierre d'Irube.

De même les lignes du réseau de transports interurbain du conseil général passent sur les communes voisines. Les lignes les plus proches sont :

- 853 : Hasparren – Bayonne, desservant Briscous et Mouguerre
- 859 : Dancharia – Bayonne, desservant Aïnhua, Souraïde, Espelette, Cambo
- 860 : Cambo - Bayonne, desservant Larressore, Ustaritz, Bassussary
- 863 : Hasparren – Saint Jean de Luz, desservant Cambo, Espelette, Souraïde, Saint Pée sur Nivelle, Ascaïn.

1.3.3 Les itinéraires pédestres

Le territoire communal est traversé par un sentier de grande randonnée, le GR8. L'usage de ce sentier est uniquement à vocation touristique et de loisir. Il existe également des circuits et boucles de randonnées à l'échelle plus locale, qui là aussi n'ont qu'un usage de loisir.



Il n'existe pas aujourd'hui de maillage à l'échelle du bourg qui organise les déplacements doux. Si aujourd'hui dans le centre bourg aucune bande ou piste cyclable n'assure la sécurité du cycliste, certains aménagements commencent à être réalisés en faveur du piéton, à travers la réalisation de trottoirs.

1.3.4 Les déplacements des habitants

Aujourd'hui, la majeure partie des déplacements effectués par les habitants s'effectue par le biais de l'automobile.

Les données du recensement de l'INSEE de 2009 concernant l'équipement automobile des ménages, indiquaient que 67% des ménages possédaient au minimum deux voitures, et 30% une seule, chiffres en légère hausse depuis 1999 (62 et 34 %).

L'éloignement de l'offre en transports en commun couplée au fort taux de motorisation des ménages, explique l'omniprésence de l'usage de la voiture dans la part modale des déplacements.

De plus, dans le Pays Basque, Jatxou fait partie des communes dont les habitants effectuent le plus de déplacements journaliers. Ils s'élèvent à environ 4/jours. L'éloignement des lieux de travail, d'éducation, de loisirs, de consommation, explique en partie ce fort taux.

1.4 Les équipements publics

1.4.1 Les structures intercommunales

La commune adhère à différentes structures intercommunales (fin 2012).

Communauté de communes Errobi	Aménagement de berges rivières et plans d'eau, Aménagement de l'espace, Collecte des ordures ménagères, Création et gestion de zones d'activités, Développement économique, Logement et cadre de vie, Opérations de réhabilitation de l'Artisanat et du Commerce, PLU, Promotion touristique - élaboration produits, SCOT, Stationnement de nomades, T I C, Traitement des ordures ménagères, Z.A.C., lotissements communaux
SI pour la construction et la gestion d'établissements d'accueil pour personnes âgées Eliza-Hegi	politiques d'aides aux personnes âgées
Syndicat d'énergie de Pyrénées Atlantiques	production ou distribution d'énergie
Syndicat Errekondo	gestion d'équipements publics
Syndicat intercommunal d'assainissement autonome Ur Garbitze	assainissement individuel
Syndicat mixte d'alimentation en eau potable URA	eau potable
Syndicat mixte d'assainissement URA	assainissement collectif
Syndicat mixte du bassin versant de la Nive	environnement, études diverses, lutte contre les inondations ou défense contre les eaux, mesures de prévention contre les pollutions, politiques contractuelles
Syndicat pour le soutien à la culture Basque	activités culturelles ou socio-culturelles

1.4.2 L'éducation

La commune de Jatxou dispose de structures d'accueil de la petite enfance : une crèche et une école primaire publique.

L'enseignement des collégiens se fait sur les communes d'Ustaritz, Cambo les bains, Hasparren, et ceux des lycéens sur les communes d'Ustaritz et Bayonne.

Comme évoqué précédemment, l'école primaire accueillait sur l'année scolaire 2010-2011, un effectif de 118 élèves, presque deux fois plus qu'en 1999. Une cantine scolaire permet aux enfants de se restaurer le midi.

1.4.3 Les équipements sportifs

La commune de Jatxou dispose d'un stade de rugby, sur lequel s'entraîne le Rugby Club Ustaritz Jatxou. La salle polyvalente jouxte le terrain de rugby et sert à la fois de trinquet et de salle associative. Elle possède également les vestiaires et un fronton. Le stade est le seul équipement sur la commune. Il faut se tourner vers les communes voisines comme Ustaritz pour avoir une offre plus diversifiée en équipements sportifs (piscine, stade, tennis, ...). Un poney club existe sur la commune, mais est une propriété privée.

1.4.4 Les bâtiments et équipements religieux

Deux monuments religieux sont présents, la chapelle Saint Sauveur et l'église Saint Sébastien. Le cimetière communal se trouve autour de cette dernière.

1.4.5 Les autres espaces publics

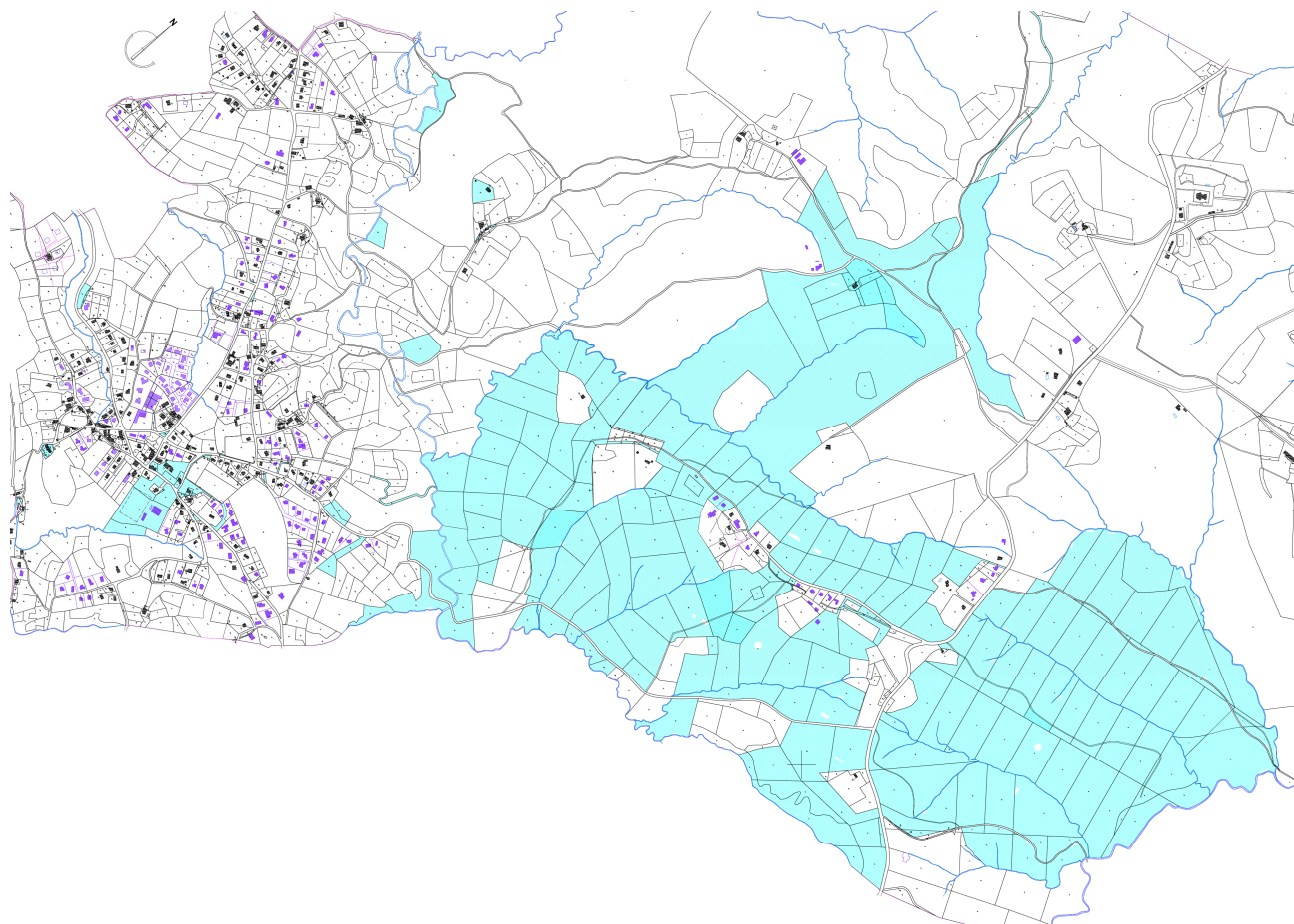
La commune de Jatxou ne dispose pas de parcs ou de jardins, seulement des espaces verts qui agrémentent le centre bourg, autour de la mairie et de l'école primaire, ainsi que dans les lotissements le long des voiries.

Un parking est situé entre le stade et la mairie qui permet aux bus et voitures de stationner lors des rencontres sportives, ou lors d'autres manifestations.

1.4.6 Les propriétés communales

La commune possède près du quart de la superficie du territoire communal. Sa propriété foncière se trouve principalement à l'est du bourg, dans les zones agricoles et naturelles. Ces parcelles communales correspondent, soit à des boisements communaux, soit à des terres agricoles en fermage.

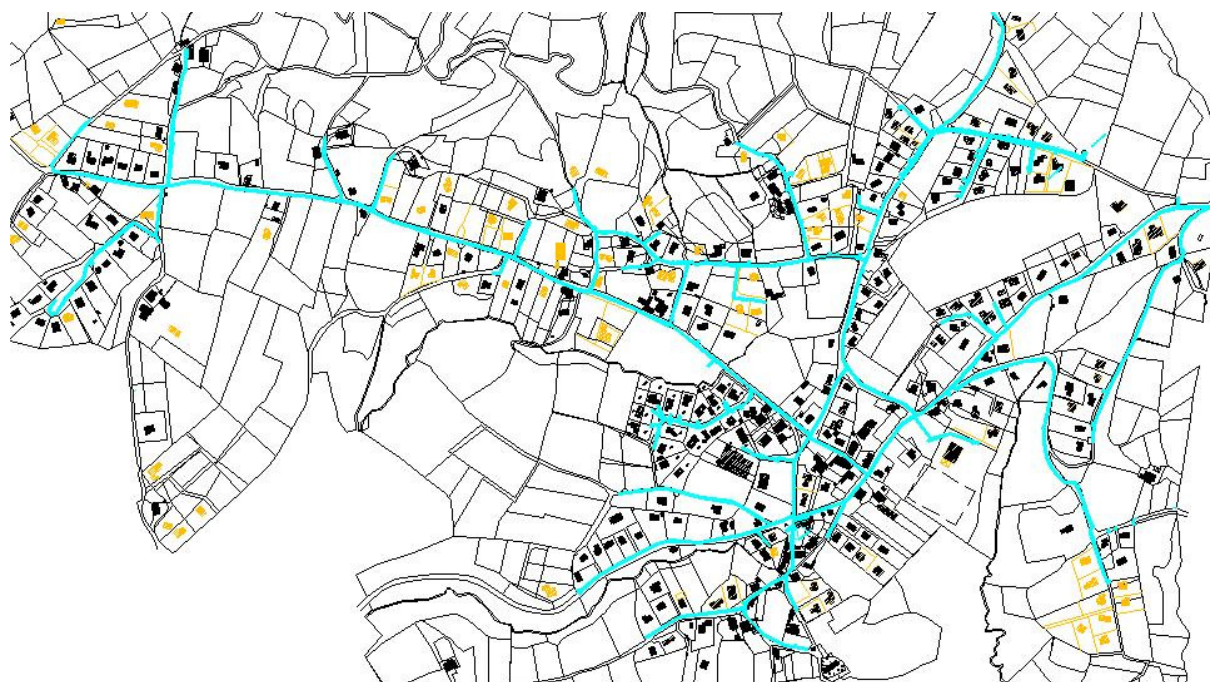
Les parcelles communales présentes dans le bourg, sont liées à la présence des équipements et établissements publics. La commune ne possède pas de foncier libre dans le bourg.



1.5 Les divers réseaux

1.5.1 Le réseau d'eau potable

Jatxou fait partie du syndicat d'alimentation en eau potable URA, qui a pour compétence l'extension et l'amélioration du réseau d'adduction d'eau potable. Le syndicat couvre un territoire de 17 communes. Il a délégué à la Lyonnaise des Eaux la surveillance du réseau et des ouvrages.



Il n'existe pas de captages sur le territoire communal. L'eau potable produite provient de l'usine de la Nive gérée par un autre syndicat (SMUN) mais dont l'exploitation et la gestion sont là aussi déléguées à la Lyonnaise des Eaux. L'usine produit de l'eau potable pour près de 190 000 personnes permanentes. L'eau est prélevée dans la Nive, à la station d'Exhaure, située à Ustaritz.

Le rapport annuel de 2010, sur le prix et la qualité du service public de production d'eau potable du SMUN, indiquait que l'eau produite était de bonne qualité.

Le territoire communal profite aujourd'hui d'une bonne desserte par le réseau d'alimentation en eau potable.

1.5.2 L'assainissement

L'assainissement collectif est géré par le syndicat URA. Il assure la collecte et l'acheminement des eaux usées, l'épuration des eaux et l'élimination, l'évacuation des boues liquides, et de 16 communes.

Le système de collecte des eaux usées de Jatxou dessert 323 abonnés (valeur de 2012). Il se compose de :

- 6 769 m de réseau gravitaire essentiellement de diamètre 200 mm,
- 2 174 m de réseau de refoulement (diamètres 63, 75, 90 et 110),
- 3 postes de refoulement (PR)
 - PR Etchenique (télésurveillé),
 - PR Zahizuria (télésurveillé),
 - PR Motta (non télésurveillé).

Le système de collecte des eaux usées de Jatxou reçoit également les eaux usées refoulées par le poste de refoulement Mikelenea situé sur la commune d'Ustaritz ainsi que les eaux usées refoulées par le PR Portuberria situé sur la commune d'Halsou.

Les eaux usées de Jatxou sont raccordées au système de collecte des eaux usées d'Ustaritz et transitent notamment par le PR Choppolo.

Le bureau d'étude SAFEGE a réalisé une étude du schéma directeur d'assainissement pour le Syndicat d'assainissement URA en 2004-2005. Le réseau d'eaux usées d'Ustaritz a été diagnostiqué, les autres parties du réseau sur Larressore, Jatxou et Halsou n'ont pas été étudiées.

En effet, le réseau d'eaux usées de Jatxou n'ayant fait l'objet d'aucunes mesures dans le cadre de cette étude, peu de données sont disponibles pour caractériser le fonctionnement du système de collecte des eaux usées de Jatxou.

Les eaux usées de Jatxou sont traitées par la station d'épuration d'Ustaritz mise en service en 2005.

Cette station traite également les effluents des communes d'Ustaritz, d'Halsou, de Larressore et partiellement d'Arcangues. Elle est de type boues activées à aération prolongée. Sa capacité nominale est de 12 000 E.H. à savoir :

- 1 860 m³ d'effluents/j,
- 720 kg DBO₅/j.
-

Le taux de charge organique actuel avoisine 40 % de la capacité nominale. En ce qui concerne la charge hydraulique, elle varie entre 800 m³/j et 2 800 m³/j par temps de pluie. En 2012, la capacité hydraulique journalière de la station d'épuration a été dépassée 34 fois. Les effluents traités sont rejetés dans la Nive.

La qualité des effluents traités est conforme au niveau de rejet fixé par l'arrêté d'autorisation de la station d'épuration (cf. tableau ci-après)

Normes de rejet

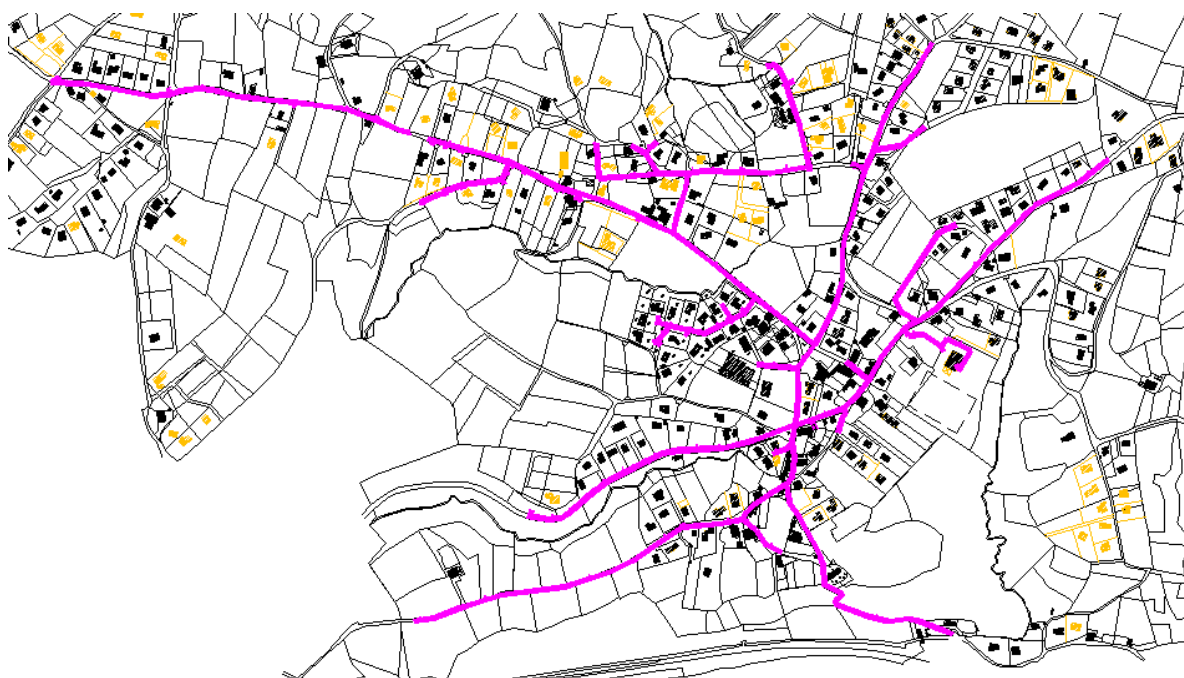
Paramètres	Concentrations en mg/l
DBO ₅	25
DCO	125
MES	35
NGL	15
Pt	5

Aujourd'hui la STEP gère environ 9 000 eq.hab provenant des 4 communes, ce qui permet d'anticiper l'arrivée de nouvelles populations sur ces territoires.

Le territoire communal est bien desservi par l'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est assuré par le syndicat intercommunal d'assainissement autonome Ur Garbitze. Le règlement du SPANC s'applique sur le territoire des communes de Jatxou, Bassussary, Espelette, Halsou, Itxassou, Larressore, Louhossoa, Ustaritz, Villefranque et Saint Pierre d'Irrube. Le SPANC exerce un contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif : la vérification de conception et d'exécution, le diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien, le contrôle périodique des installations.

Des travaux d'extension ont été effectués au sud-est du bourg dans l'année 2013.



Source : URA, 2012

Plan du réseau d'assainissement collectif

1.5.3 Les eaux pluviales

La commune ne dispose pas de réseau de collecte des eaux de pluie. Des avaloirs situés en bordure de trottoirs ou de bas-côtés drainent les eaux de ruissellement des voiries. Ce réseau ne comprend pas d'installations de prétraitement destinées à réduire la charge polluante des eaux de ruissellement (lessivage des sols, bassins d'orage, installations de prétraitement, ouvrages de décantation).

Pour l'heure, aucun nouveau besoin ne se fait ressentir en dehors des travaux d'entretien et de recalibrage des fossés existants.

1.5.4 Les déchets

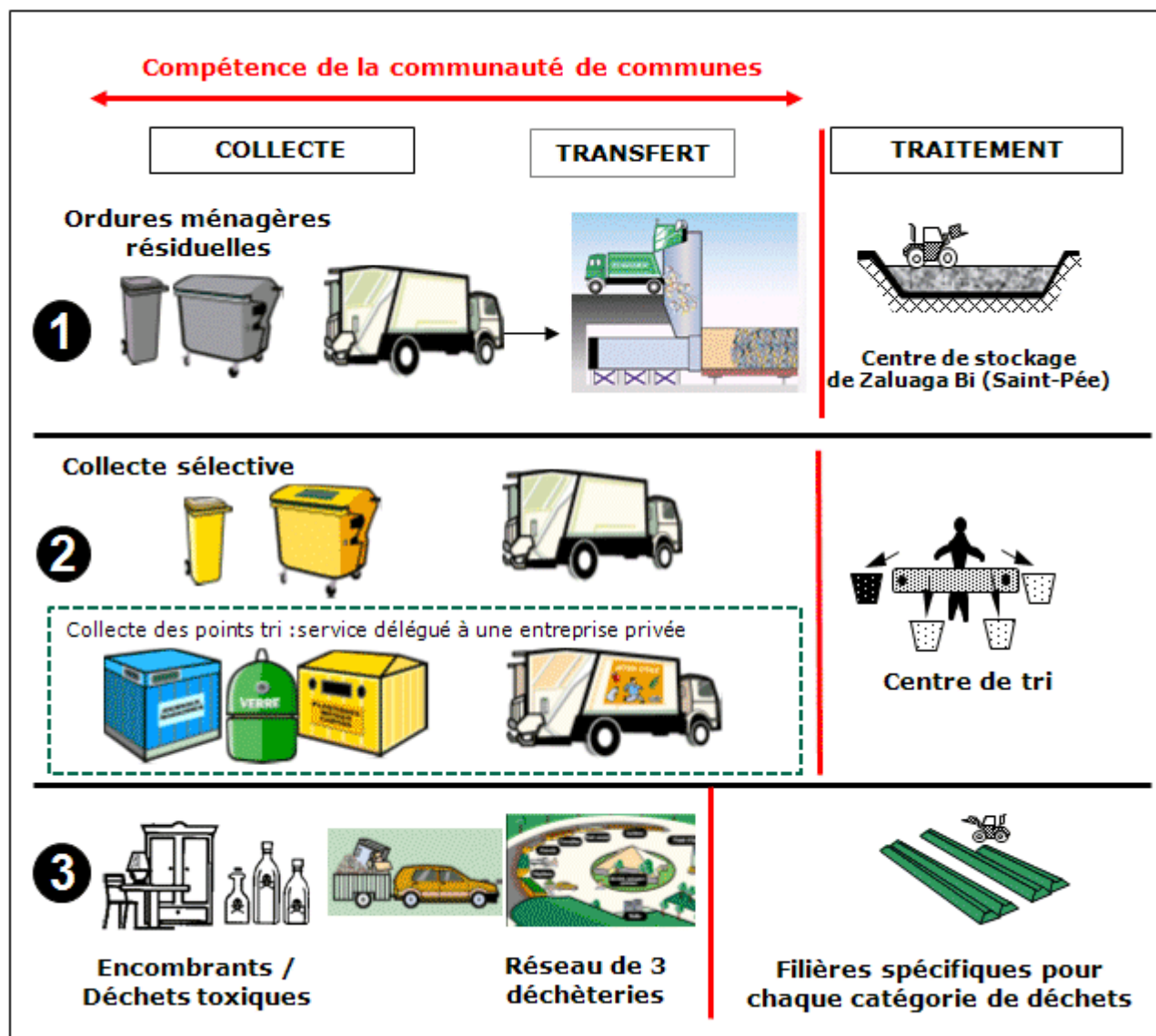
La Communauté de communes Errobi exerce la compétence « **collecte des déchets ménagers et assimilés** » sur 9 de ses 11 communes : Cambo-les-Bains, Espelette, Halsou, Itxassou, Jatxou, Larressore, Louhossoa, Souraide, Ustaritz.

La compétence « **traitement** » a été transférée au Syndicat mixte Bil Ta Garbi le 1^{er} janvier 2004. Ce syndicat a pour objet le traitement des déchets ménagés et assimilés, la mise en décharge des déchets ultimes.

Le service de collecte de la Communauté de communes Errobi regroupe 3 entités de gestion distinctes (schéma ci-dessous) :

- La collecte des ordures ménagères résiduelles et des déchets banals des professionnels en points de regroupement,
- La collecte des déchets recyclables en points d'apport volontaire,
- Le réseau des 3 déchetteries Le service est composé de 16 agents techniques travaillant en tant qu'agents de collecte ou agents d'accueil en déchetteries.

La collecte des ordures ménagères s'effectue en points de regroupement situés le long des voies ouvertes à la circulation publique. Le ramassage des ordures en porte à porte qui existe encore est amené à être remplacé petit à petit. Les sacs des ordures ménagères doivent être hermétiquement fermés et disposés dans les conteneurs mis à disposition. Pour la collecte sélective, il s'agit de points d'apports volontaires dans trois grands conteneurs distincts.



La commune de Jatxou ne bénéficie pas de déchetterie, les privés ou professionnels sont amenés à se déplacer sur les communes d'Ustaritz, Souraïde et Itxassou.

La commune est intégrée dans le plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés des Pyrénées Atlantiques.

1.5.5 Electricité

Jatxou est membre du syndicat des énergies des Pyrénées Atlantiques, qui assure la maîtrise d'ouvrage de travaux sur les réseaux électriques et les réseaux connexes. **La commune est correctement desservie sur les zones bâties existantes.**

1.5.6 Les communications numériques

Les communications numériques par réseaux câblés, s'effectuent sur la commune par le biais du réseau téléphonique traditionnel. Le réseau téléphonique est couvert par trois centraux téléphoniques, situés sur les communes d'Ustaritz, Villefranque et Mouguerre.

La communication réseaux sans fil par l'intermédiaire d'antennes relais est correctement assurée pour la téléphonie mobile. En 2009, le territoire était couvert par la téléphonie 3G.

Le réseau internet à haut débit est accessible sur l'ensemble de la commune via la technologie de l'ADSL. Le câble et la fibre optique sont des technologies qui ne sont pas disponibles sur le territoire communal.

La commune ne dispose pas aujourd'hui de l'accès au très haut débit, ce qui ne représente pas un réel handicap au regard de l'utilisation qu'est fait de l'internet sur le territoire communal, qui se caractérise principalement par un usage privé et peu professionnel. Cette situation devrait cependant évoluer favorablement au cours des prochaines années, le Département des Pyrénées-Atlantiques ayant adopté le 22 novembre 2013 le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN) qui prévoit à terme un déploiement du très haut débit sur l'ensemble du département.

2 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL ET PERSPECTIVES DE SON EVOLUTION

2.1 Le milieu physique

2.1.1 Le climat

La localisation de la commune de Jatxou à la limite de la zone côtière et montagnarde, traduit un climat de type océanique tempéré.

Températures nocturnes	•••••
Températures diurnes	•••••
Ensoleillement	•••••
Abondance des pluies	•••••
Étalement des pluies	•••••
Brouillards	••
Vents violents	••

BIARRITZ (ANGLET)

Station météo : Aéroport de BIARRITZ-ANGLET, 64600 ANGLET
Prévisions : 69.22.03.30

		JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
Température minimale		4	5	6	8	11	14	16	16	14	11	7	5
Température maximale		12	12	14	15	18	21	23	24	22	19	14	12
Record de froid		-8	-11	-7	-1	4	5	9	9	5	1	-3	-8
Record de chaleur		23	29	28	27	34	39	38	37	37	30	25	23
Pourcentage d'heures ensoleillées		32	37	45	45	49	49	50	50	49	45	32	26
Hauteur de pluie		13	11	10	10	10	9	7	12	15	15	17	18
Nombre de jours	avec gelée de chaleur	18 jours	5	4	2	0	0	0	0	0	0	2	5
	33 jours	0	0	0	1	3	4	7	7	8	3	0	0
	entièrement gris	42 jours	7	4	3	2	2	1	1	1	3	6	10
	avec pluie	177 jours	16	14	13	15	17	14	13	14	15	16	17
	avec brouillard	29 jours	2	2	2	2	1	1	2	4	3	4	4
	avec vent violent	49 jours	6	5	5	5	3	2	3	2	3	5	8

Les précipitations sont régulièrement réparties sur l'année avec une pointe en novembre/décembre, et une sécheresse relative en juillet/août. Elles sont en général brutales (printemps, été sous forme d'orages) et atteignent une moyenne d'environ 1 600 mm d'eau par an.

En ce qui concerne les températures, elles sont douces avec une moyenne de 13°C dont 8°C en hiver et 20°C en été. Le nombre de jours de gel reste faible. La durée d'ensoleillement s'élève à environ 1 921 heures par an.

Le régime des vents témoigne de son influence sur le climat local :

- Les vents de secteur Nord-ouest (Haize Beltza) prédominent et marquent l'influence Atlantique.
- Les vents de secteur Nord (Iparra) sont occasionnels.
- Le vent de secteur Sud souffle fréquemment et notamment d'octobre à mars. Il traduit l'effet de Foehn provenant de la chaîne pyrénéenne proche.

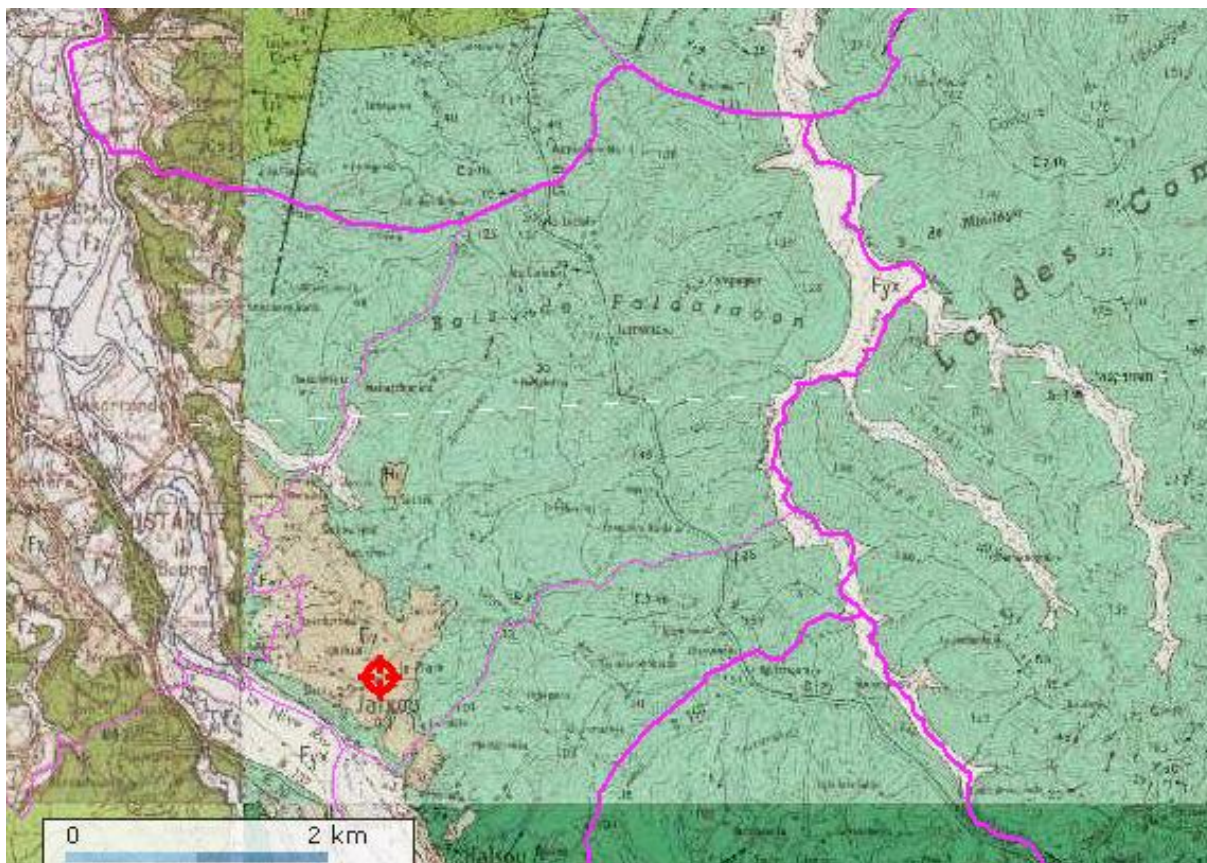
Le climat local peut se résumer à une relative douceur auquel s'ajoute un régime pluviométrique irrégulier.

2.1.2 La géologie et la pédologie

La couverture géologique de la commune se décompose en deux entités distinctes :

- la première entité géologique s'étend sur près de 80 % du territoire. Datant du crétacé supérieur et inférieur, elle est composée d'un faciès flysch de mixe, c'est-à-dire une roche mêlant grès et schistes. A cette roche, vient s'intercaler des couches d'argiles. Cette entité se caractérise par un relief accidenté, composé de nombreux vallons dispatchés de part et d'autre d'une ligne de crête qui est orientée nord sud.

- la seconde entité date du Mindel et pléistocène moyen. Cette unité géomorphologique, correspond en grande partie aux fonds de vallées de la Nive, du Latsa et de l'Ouhangueluko, ainsi qu'à la terrasse alluviale sur lequel se localise le bourg.



Carte géologique

Au niveau des fonds de vallées, on va trouver des alluvions fluviales actuelles, subactuelles et Wurm, des sables, argiles, tourbes, galets, graviers et limons. La forte présence d'éléments argileux sur ces fonds de vallées, conduit à une hydromorphie des sols.

Le plateau concentre principalement des alluvions anciennes, des terrasses à galets, des lentilles de sable, des cailloutis et une matrice argilo sableuse. Les sols sur cette zone sont relativement filtrants.

Les propriétés du sol varient d'un point à un autre de la commune, du fait du relief ou de la nature du substratum. Cela conditionne la nature et la profondeur des sols, dont la plupart restent en majorité composés d'argiles et d'éléments sableux. La quantité d'argile va définir des sols plus ou moins hydromorphes ; une forte quantité limitera la perméabilité du sol et inversement.

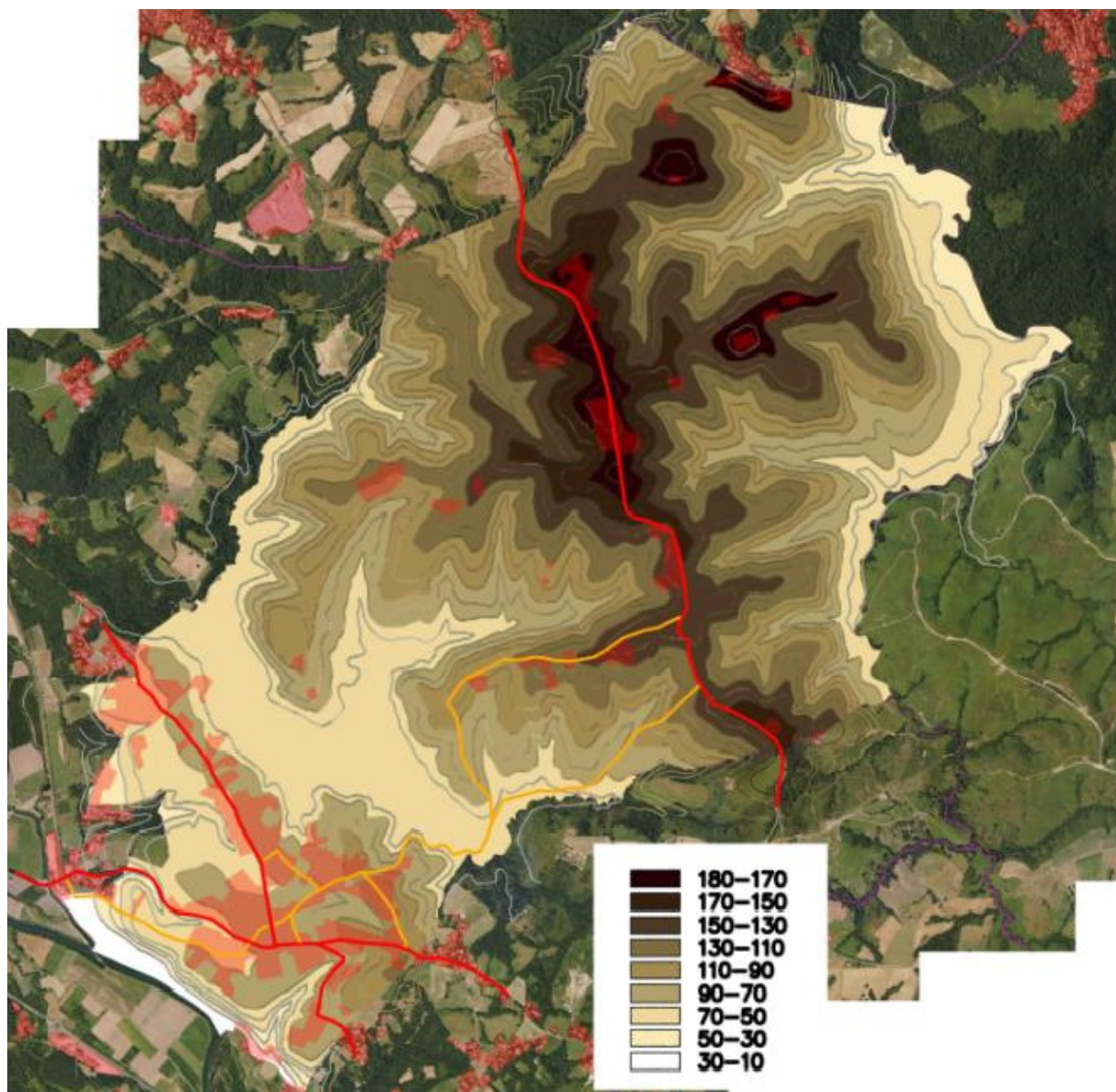
La présence de la Nive en frontière sud de la commune entraîne la présence de limons sur ses abords, il en est de même pour les vallées des ruisseaux du Latsa et de l'Ouhangeluko. Cependant ces alluvions se cantonnent aux fonds de vallées, et dès que l'on monte en altitude, on retombe rapidement sur des sols argilo sableux bien moins riches.

On constate de manière générale, que les formations sédimentaires sont relativement perméables, mais peuvent localement présenter des lentilles argileuses créant des zones imperméables. Ces formations sédimentaires comportent des nappes dont l'extension est faible et ne permet pas l'exploitation pour le captage en eau potable.

2.1.3 Le relief

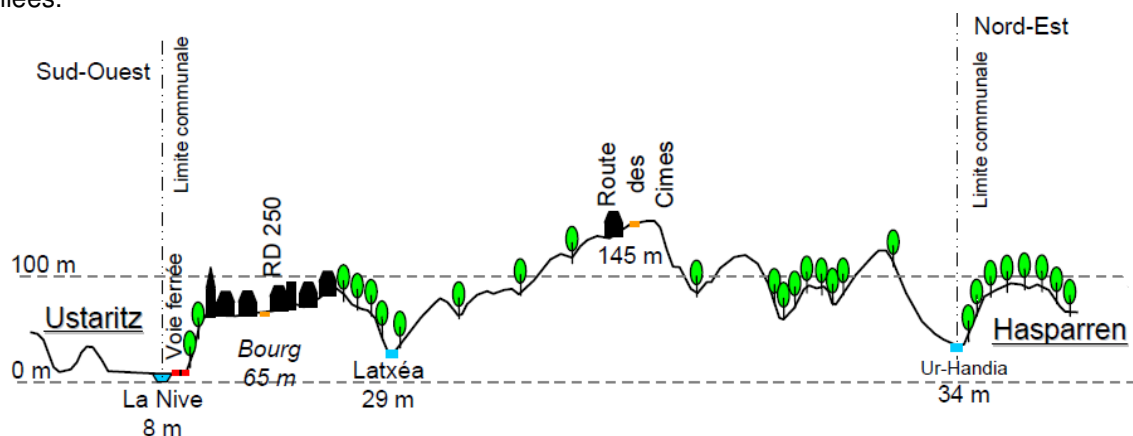
Jatzou se trouve à la rencontre de deux unités territoriales, qui sont la façade littorale et le territoire Pyrénéen. Cette position en frange, s'illustre bien sur Jatzou avec une altimétrie qui varie de 7 mètres en bordure de la Nive, à 175 mètres au niveau de la ligne de crête.

Le territoire reste marqué par la proximité de la montagne, comme en témoignent les nombreux vallons et coteaux abrupts. Il faut noter la présence au sud-est de la commune, d'un plateau oscillant à des hauteurs comprises entre 60 et 90 mètres, et sur lequel s'est constitué l'urbanisation de la commune.



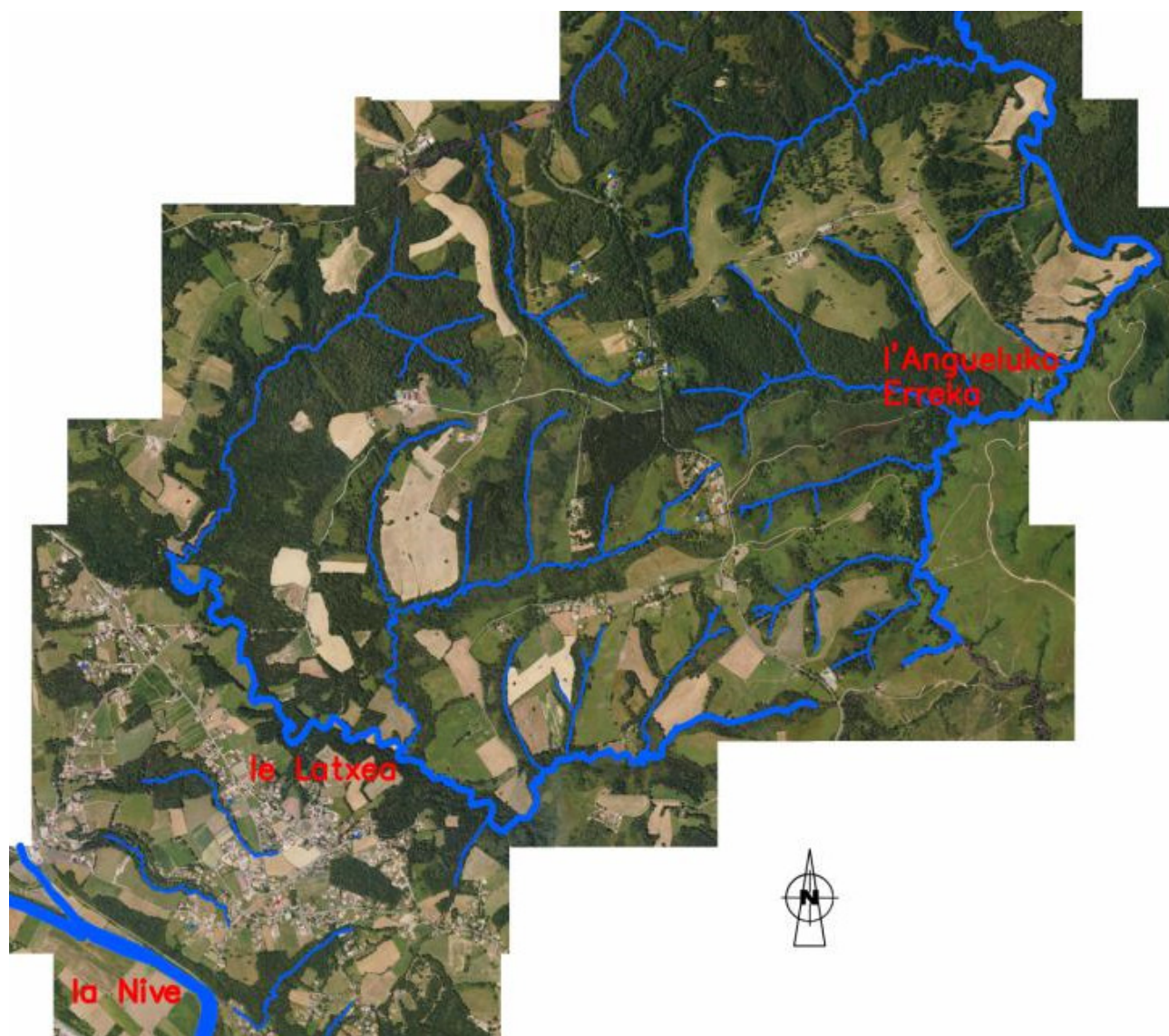
Les ruisseaux le Latsa et l'Ouhangeluko, offrent des fonds de vallées qui marquent profondément le territoire avec des altitudes minimales avoisinants les 60 mètres.

Comme évoqué précédemment, une ligne de crête avec des hauteurs de 170 mètres traverse le territoire du nord au sud, cet élément morphologique témoigne de la localisation de la commune dans le piémont pyrénéen. De cette "dorsale" se décline une succession de collines d'est en ouest, qui rejoignent les fonds de vallées.



Les pentes abruptes des vallons, sont propices au ruissellement des eaux pluviales engendrant des possibles phénomènes d'érosion des sols. La zone urbaine se profilant sur le plateau, ces risques d'érosion ne représentent pas un réel enjeu.

2.1.4 Le réseau hydrographique



Les rivières de la Nive, du Latsa et de l'Ouhangeluko sont les principaux cours d'eau qui traversent la commune de Jatxou. Ces derniers sont alimentés par de nombreux autres ruisseaux dont l'écoulement est plus ou moins permanent.

La commune de Jatxou appartient au bassin versant Adour Garonne, qui est géré par le comité de bassin en charge de la réalisation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Les orientations qui sont fixées dans le SDAGE peuvent être déclinées à une échelle plus locale dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), or aujourd'hui aucun SAGE n'intègre la commune de Jatxou.

Jatxou appartient cependant au bassin versant de la Nive (1 034 km²) qui est géré par un syndicat mixte. Cette structure travaille à la préservation et l'amélioration de la qualité des eaux de la Nive et de ses affluents, ainsi qu'à la promotion de ses actions auprès du public. Au niveau du bassin versant de la Nive, des analyses de la qualité des eaux sont réalisées à la fois par le syndicat mais aussi par les services de l'état, le conseil général et l'agence de l'eau Adour-Garonne. Il n'existe aujourd'hui pas de station d'analyse de la qualité des cours d'eau sur Jatxou. La station d'analyse la plus proche se trouve à Ustaritz et concerne la Nive.



Le SDAGE Adour Garonne fixe des objectifs à atteindre pour chaque masse d'eau du bassin. Jatxou se trouve sur les masses d'eau de « La Nive, du confluent de la Nive des Aldudes au confluent du Latsa », « l'Ardanavy » et « le Latsa ». En 2007, l'état écologique du tronçon de la Nive et de l'Ardanavy indiqué un état écologique médiocre probablement du fait des pressions d'ordres agricole et domestique. Le Latsa quant à lui est estimé en bon état.

Le SDAGE a posé comme objectif sur ces masses d'eau, d'atteindre un bon état écologique et chimique à l'horizon 2015.

D'une manière générale le SDAGE a fixé pour la période 2010/2015 un objectif général de 60 % des masses d'eau superficielles du bassin en bon état écologique en 2015, mais aussi :

- réduire les substances dangereuses et ou prioritaires,
- limiter les risques de pollutions accidentelles,
- protéger et restaurer les milieux à forts enjeux environnementaux,
- respecter les normes liées aux usages de l'eau et plus largement aux zones protégées,
- prévenir les risques liés aux inondations,
- un objectif quantitatif : éviter les tensions et les crises.

L'objectif de bon état écologique concerne principalement la Nive. Au niveau du réseau hydrographique communal, il n'existe pas de réelles altérations des milieux.

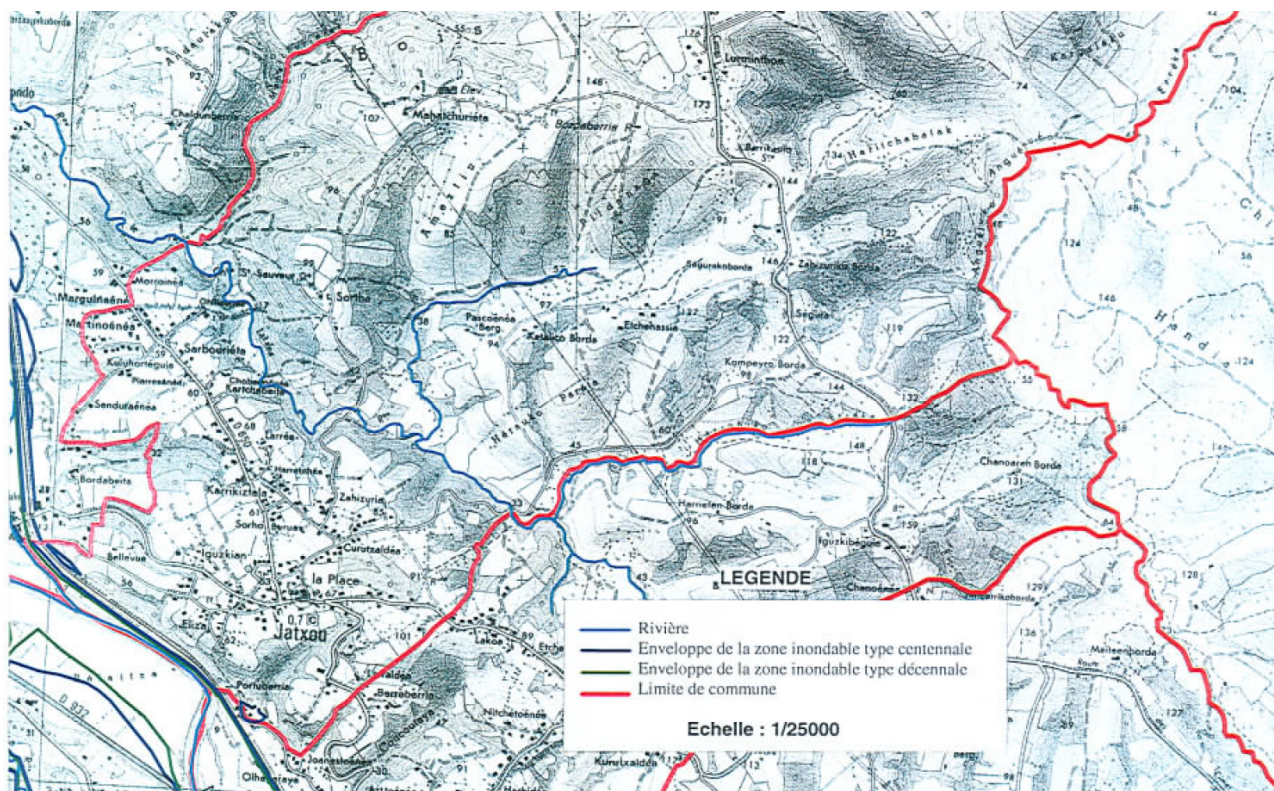
2.1.5 Les risques naturels

Jatxou est répertoriée dans l'Atlas Départemental des zones inondables. Elle est soumise à l'aléa inondation par crue rapide.

Le risque inondation reste tout de même assez réduit, en effet il n'y a pas d'habitation dans le champ d'expansion des crues décennales ou centennales de la Nive, les zones urbanisées se trouvant sur le plateau ou en hauteur par rapport aux fonds de vallées.

Un Plan de Prévention du Risque Inondation a été prescrit par arrêté préfectoral du 19 juin 2012, et concerne les inondations des cours d'eau suivants :

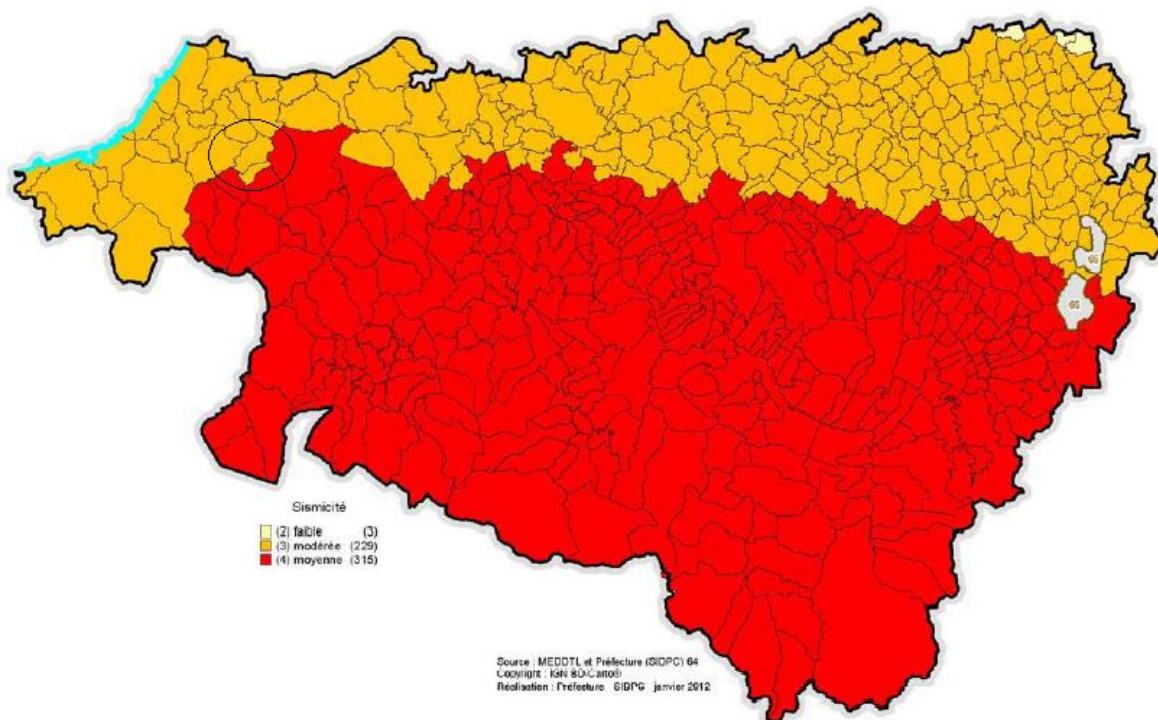
- l'Amoztoyko erreka
- le ruisseau de Jatxou à Xopolo
- le ruisseau de Kurutzaldea à Bordabeita



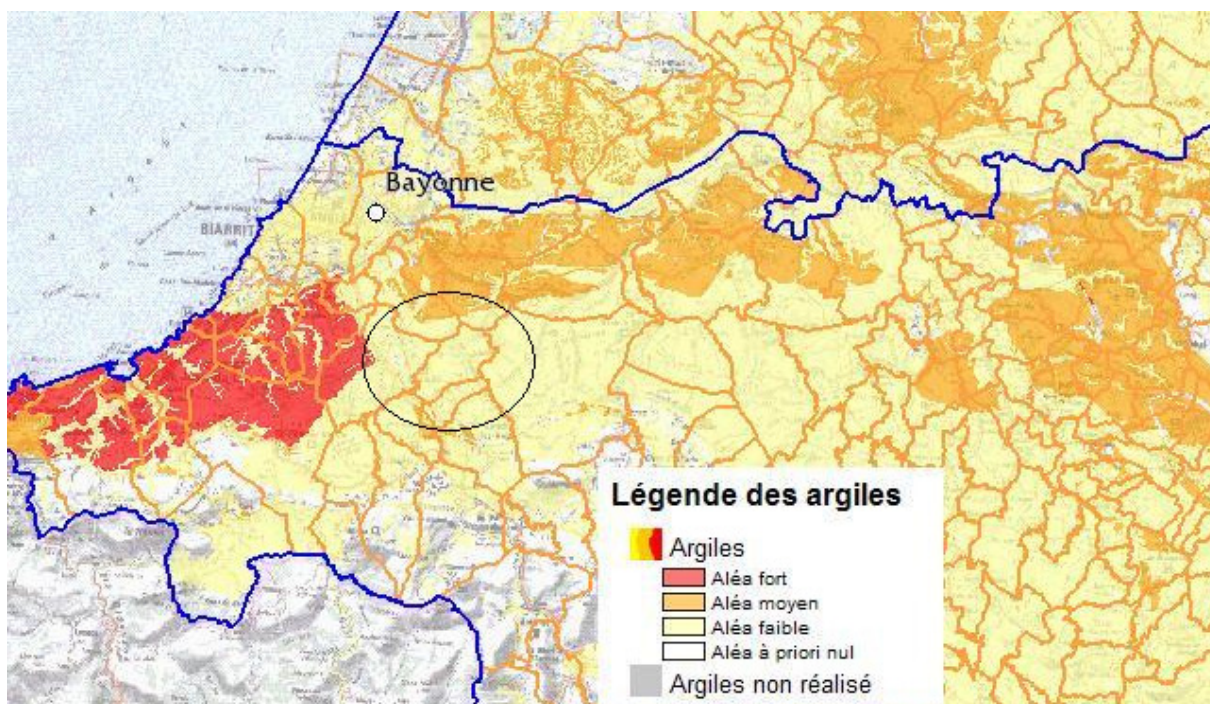
Atlas départemental des zones inondables de la Nive

La commune est soumise à d'autres risques :

- sismique : zone de sismicité modérée (Décret n 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français). Cela peut engendrer le respect de certaines normes dans la construction des bâtiments.



- feux de forêt, au regard de l'importante superficie forestière.
- retrait et gonflement des argiles, il existe un aléa moyen. Ce risque concerne une infime partie du territoire, le long de la Nive. Ce risque est donc très mineur au regard de sa localisation et de son aléa.



Si la commune est concernée par un certain nombre de risques, ces derniers sont assez réduits et ne constituent pas un réel enjeu sur la commune. De plus, la commune est faiblement concernée par la zone inondable de la Nive.

2.1.6 Les risques de pollutions industrielles

La commune est concernée par 3 anciens sites industriels répertoriés par la base de données BASIAS (inventaire historique de sites industriels et activités de services).

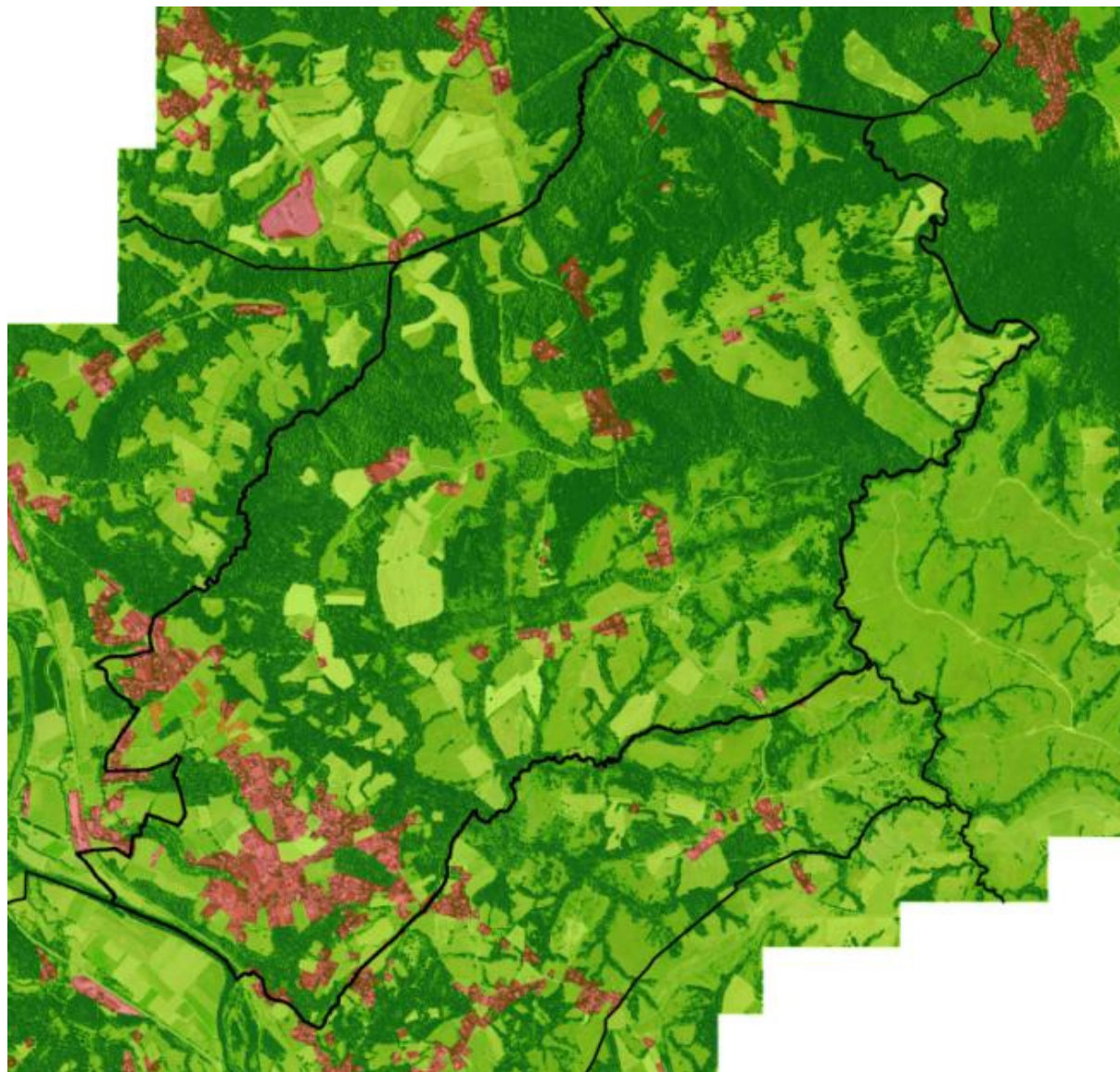
Deux sites sont sur les coteaux (proche de la route des cimes), l'ancien atelier de moulage est situé sur le village.

Les sites « Basias » : leurs caractéristique, leurs coordonnées.

Commune : JATXOU														
Nombre de sites : 3 (1 page)														
N°	Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise (s) connue (s)	Nom(s) usuel(s)	Adresse (ancien format)	Dernière adresse	Commune principale	¹ Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance	X Lambert II étendu (m)	Y Lambert II étendu (m)	X adresse	Y adresse	Précision adresse
1	AQI6407269	SOMOCAP SA	Atelier de moulage de pièces en caoutchouc et résines		Zone d'activité Plaza Alde	JATXOU (64282)	c20.17z, c20.52z	Ne sait pas	Inventorié	294244	1828146			
2	AQI6407273	Mairie de Jatxou	Décharge d'ordures ménagères		Chemin départemental 22	JATXOU (64282)	e38.11z	Activité terminée	Inventorié	295960	1829484			
3	AQI6400149	Mairie de Jatxou	Décharge d'ordures ménagères		Lieu dit Ségura	JATXOU (64282)	e38.11z	Activité terminée	Inventorié	296861	1829292			

2.2 Le patrimoine écologique

La commune de Jatxou peut se décomposer dans l'occupation du sol, en trois grandes catégories : l'urbanisation, les boisements, et les milieux ouverts qui regroupent les terres labourées, les prairies de fauche, les pâturages et les landes.



2.2.1 Les formations végétales

2.2.1.1 Les boisements

Le patrimoine forestier est important. Il couvre près de la moitié du territoire communal, il est en grande partie composé de feuillus avec la dominance d'une essence : le chêne. Sur des parcelles isolées, on trouve des peuplements de conifères à l'image du pin maritime, et sur d'autres parcelles se sont des mélanges de feuillus et de conifères. La majorité des boisements présentent des formations denses.

Les chênaies se localisent sur les collines et les coteaux remontant les pentes depuis les bas fonds. L'association forestière se décrit par la présence du chêne pédonculé, du châtaigner, du merisier et du robinier.

La particularité du territoire de Jatxou a permis le développement de diverses formations végétales. On peut observer différentes associations :

- la série de végétation du bord des eaux (ripisylve à base d'Aulnes, de Frênes, de Saules, de Noisetiers, de Platanes, ...) qui souligne systématiquement les cours d'eau et les fonds de talwegs.



- La chênaie, localisée sur les collines et les coteaux remontant les pentes depuis les bas fonds est le type forestier essentiel. Elle associe des essences comme le chêne pédonculé, le châtaigner, le merisier, le robinier.



- Les grands ensembles boisés relevant d'une politique de gestion, de plantation et d'exploitation, associant feuillus et résineux en général tels que les chênes rouges d'Amérique, les pins maritime.



Le bois de Faldaracon, principal massif boisé de la commune, offre une diversité de formations végétales :

- les boisements de chênes Américains : ces hautes futaies comportent un sous-bois clair à base de fougères aigles, et d'arbustes tels que le saule, l'aubépine, le houx, l'ajonc, le fragon, la bruyère cendrée et vagabonde. Les essences arborées présentes, sont le chêne pédonculé, le châtaignier et parfois le saule.
- les boisements de conifères sont souvent mixtes, c'est-à-dire associés aux feuillus (pins et chênes Américains/chênes pédonculés), avec un sous bois également clair associant les mêmes espèces que précédemment. Une parcelle de boisements de conifères est très perceptible.
- la chênaie acidophile mésophile occupe les parties hautes des pentes et associe des essences telles que le chêne pédonculé, le robinier, parfois quelques chênes tauzin, le châtaignier et le merisier. Les sous bois comportent les espèces semblables aux boisements de chênes Américains.

- La chênaie de bas fond présente un caractère nettement plus hygrophile avec la présence d'aulnes, de merisier, de robinier, parfois de platanes en bord de cours d'eau, plus rarement de frênes. Le sous-bois est plus dense et plus diversifié, notamment au niveau de la flore ptéridaie (association de fougères aigles et de graminées) et compte également la présence du noisetier, de la bourdaine, du cornouiller, du poirier, de la clématite et du chèvrefeuille.
- Les landes, situées sur les pentes, s'intercalent dans le massif boisé. De structure arbustive avec des espèces telles que l'ajonc, le genêt, la bruyère, la fougère aigle, le saule, présentent parfois quelques chênes tauzin. Elles constituent des ensembles à forte diversité biologique.

Ces grands boisements sont des milieux fréquentés par la grande faune (chevreuil, sanglier). Au niveau faunistique, ces espaces présentent un intérêt pour le stationnement des migrateurs et pour les rapaces diurnes et nocturnes car ils délimitent des frontières boisées dans une zone de chasse ouverte.

La présence de ces boisements apparaît essentielle pour assurer la pérennité de milieux favorables à la faune. D'autre part, cette couverture est primordiale pour le maintien du sol et permet de limiter les phénomènes de ruissellement. Ces espaces restent assez difficiles d'accès car les vallons sont fortement encaissés. Ils privilégient une zone naturelle riche et diversifiée au contact de zones ouvertes, assurant ainsi une mosaïque de milieux.



Au massif du bois de Faldaracon, il faut tenir compte des boisements rivulaires du Latsa et des nombreux cours d'eau. Les formations végétales qui bordent le réseau hydrographique se présentent sous la forme de la chênaie mésophile à la Chênaie hygrophile. Les essences végétales sont sensiblement identiques aux chênaies de bas fond du bois de Faldaracon.

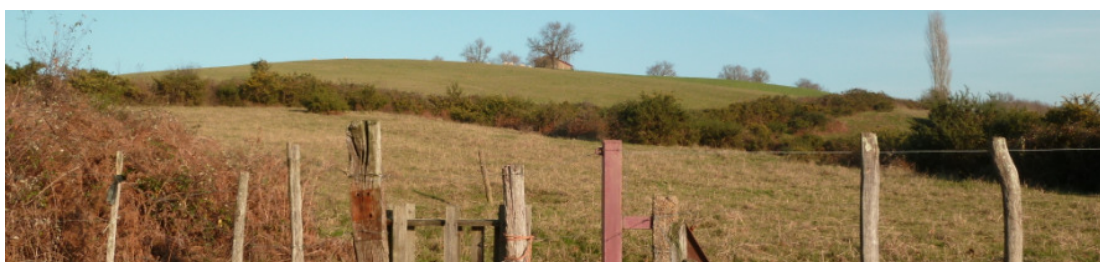
Les boisements des coteaux du bourg varient de la chênaie mésophile à hygrophile, en fonction que l'on se trouve à proximité ou non des cours d'eau. La présence de boisements autour du bourg est d'autant plus importante, qu'ils permettent une régulation des eaux provenant du plateau vers la vallée de la Nive.

2.2.1.2 Les milieux ouverts

Les milieux ouverts occupent une grande partie du territoire communal. Ils englobent les terres labourées, les prairies de fauches, les pâturages et les landes. Ces milieux sont composés globalement d'une flore herbacée et arbustive.

Les landes accueillent une diversité floristique intéressante constituée principalement d'ajoncs, de genêts, de bruyères, de graminées, de fougères aigles. En fonction de l'évolution de la lande, on peut observer deux stades :

- la lande à Fougères ou la lande à Molinies, qui se traduit par une formation végétale herbeuse, rase, assez homogène. On peut observer également, la bruyère vagabonde et cendrée, l'hélianthème, le scille, l'asphodèle, l'avoine de Thore.



- la lande à ajoncs, dites 'touya', présente une évolution plus avancée sur laquelle on peut observer en plus des espèces du stade inférieur, des ligneux, tels que certains arbustes comme les ajoncs et les genêts, ou certains arbres comme le saule, le chêne pédonculé et le chêne tauzin.



Les landes constituent des territoires de chasse privilégiés pour de nombreux rapaces qui sillonnent le ciel de la commune. Ces couverts ras sont aussi des milieux intéressants pour les petits mammifères comme les rongeurs, mais aussi les insectes.

Les boisements et les milieux ouverts constituent une trame de milieux naturels offrant un fort potentiel écologique. En effet, l'alternance de milieux boisés et de milieux ouverts offre une diversité d'habitats permettant d'abriter ainsi une grande diversité d'espèces faunistiques. A cette diversité de strates végétales s'ajoute la variation des caractéristiques pédologiques et hydromorphiques des sols et la présence du réseau hydrographique, qui contribue à créer des milieux bien spécifiques à l'image de la lande, la prairie humide, ou la ripisylve.

La diversité des habitats et la présence d'un réseau hydrographique dense expliquent tout l'intérêt écologique de ce territoire, qui est reconnu par plusieurs zonages d'intérêts écologiques. Cette reconnaissance se traduit à travers deux types de zonage : la Natura 2000 et la ZNIEFF.

2.2.2 Les sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 comprend 2 types de zones réglementaires : les Zones de Protection Spéciale (ZPS) et les Sites d'Importance Communautaire (SIC) :

- les ZPS sont désignées à partir de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) définies par la directive européenne 79/409/CEE du 25/4/1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (directive "oiseau").
- les SIC sont définis par la directive européenne du 21/05/1992 sur la conservation des habitats naturels (directive "habitat faune flore").

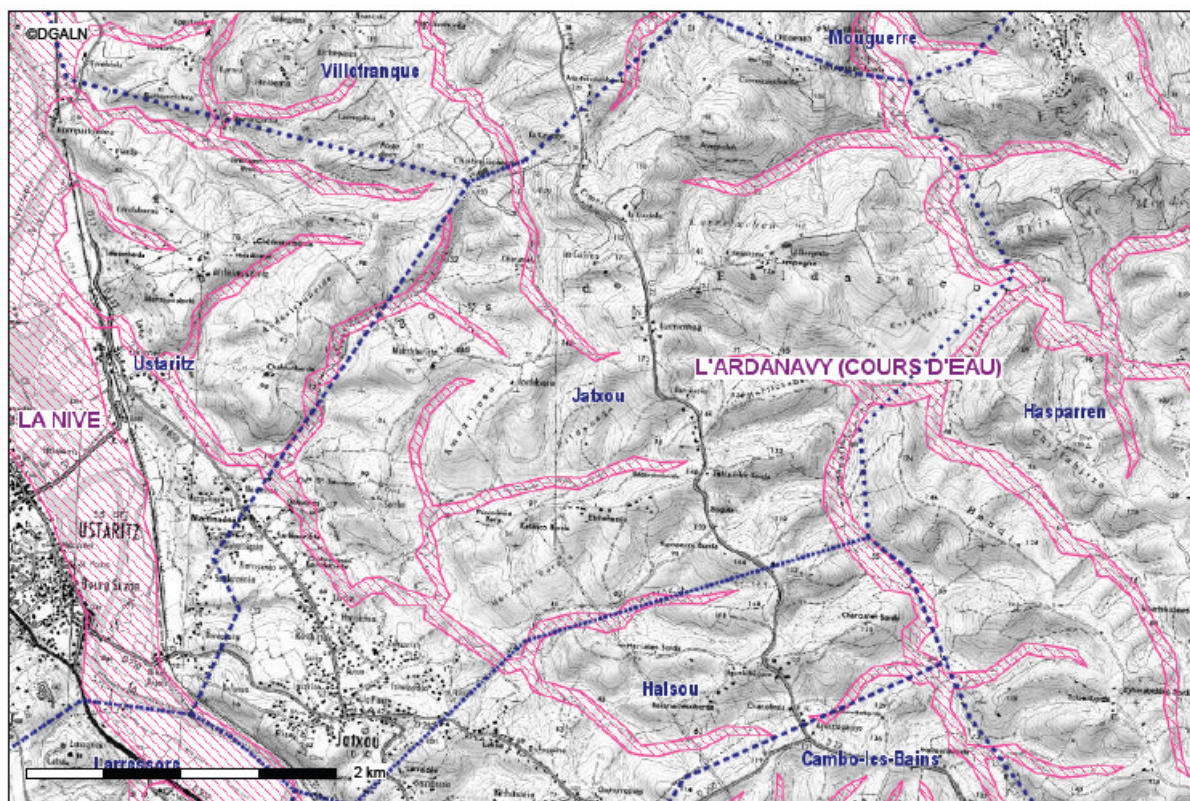
La directive habitat faune flore concerne :

- les habitats naturels d'intérêt communautaire, qu'ils soient en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, qu'ils disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement réduite. Les types d'habitats concernés sont mentionnés à l'annexe I.
- les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire, qu'elles soient en danger, vulnérables, rares ou endémiques ; les espèces concernées sont mentionnées à l'annexe II.
- les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages (corridors écologiques).

Les objectifs sont la protection de la biodiversité dans l'Union Européenne, le maintien, le rétablissement ou la conservation des habitats naturels. Un site "proposé" passera successivement par une proposition de site d'importance communautaire (pSIC), puis un SIC après désignation par la commission européenne, enfin aboutira à la désignation de Zone Spéciale de Conservation (ZSC) après arrêté du ministre chargé de l'Environnement.

Le territoire de Jatxou est concerné par deux zonages réglementaires de SIC au titre de la directive habitat faune flore :

- le site FR 7200787 "L'Ardanavy"
- le site FR 7200786 "La Nive"



- **Le site de "L'Arday" :**

Concerne le cours d'eau lui-même, ses principaux affluents et les rives. Ce site couvre une superficie totale de 847 ha, répartie sur une dizaine de communes. Aujourd'hui, l'étude du document d'objectifs (DOCOB) du site de l'Arday n'est pas lancée. Les données environnementales de ce site, sont issues du Formulaire Standard de Données.

La répartition des habitats sur ce site est la suivante :

- 60 % d'eaux douces intérieures (eaux stagnantes et eaux courantes)
- 10 % de marais (végétation de ceinture), bas marais, tourbières
- 10 % de prairies semi naturelles humides, prairies mésophiles améliorées
- 15 % de forêts caducifoliées
- 5 % de terres urbanisées

Deux principaux habitats naturels ont justifié le classement de ce vaste site en Natura 2000 :

- ref 6430 les Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires : il s'agit de végétations de hautes herbes installées en bordure de cours d'eau et en lisière de forêts humides, aux étages collinéen et montagnard des domaines atlantique et continental (*Glechometalia hederaceae*, *Convolvuletalia sepium*, *Senecion fluviatilis*, *Aegopodion podagrariae*, *Filipendulion*). Ces « prairies » élevées sont soumises à des crues temporaires et sont caractérisées par l'absence d'actions anthropiques (fertilisation, fauche, pâturage) ; elles peuvent d'ailleurs s'étendre, à partir du potentiel de semences qu'elles possèdent, sur des prairies anthropiques où la gestion a cessé. Elles se transforment progressivement par l'implantation d'arbustes (Saules, *Salix* spp.) et d'arbres des forêts riveraines vers lesquelles elles évoluent et réapparaissent dans les cycles forestiers qui animent la dynamique de ces milieux forestiers.

- ref 91E0 les Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, *Salicion albae*) : Ces habitats occupent le lit majeur des cours d'eau (recouvert d'alluvions récentes et soumis à des crues régulières). On les retrouve en situation de stations humides, inondées périodiquement par la remontée de la nappe d'eau souterraine, ou en bordure de sources ou de suintements. La strate herbacée comprend toujours un grand nombre de grandes espèces (*Filipendula ulmaria*, *Angelica sylvestris*, *Cardamine* spp., *Rumex sanguineus*, *Carex* spp., *Cirsium oleraceum*) et diverses espèces de géophytes vernaux sont parfois présentes telles que *Ranunculus ficaria*, *Anemone nemorosa*, *A. ranunculoides*, *Corydalis solida*.

Ces deux principaux habitats abritent une faune endémique dont certaines espèces figurent sur la liste rouge mondiale de l'UICN (union internationale de la conservation de la nature) à l'image du vison d'Europe (*Mustela lutreola*) ou de l'écrevisse à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*).

- **Le site de “La Nive”**

Concerne le cours d'eau lui-même, ses principaux affluents, les rives et les zones inondables. Ce site couvre une superficie totale de 14 780 ha, repartie sur 54 communes. L'importante superficie que couvre ce site, fait qu'il est à cheval entre deux régions biogéographiques ; région alpine et région atlantique.

Aujourd'hui, un DOCOB (document d'objectifs) a été approuvé par le COPIL du Syndicat Mixte du Bassin de la Nive (10 décembre 2012) sur le site de la Nive, ce dernier servant à fixer les objectifs de gestion du site. Il y figure un calendrier des actions de gestion et une présentation des moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs.

Ce qu'il faut retenir de ce document :

II. Habitats et espèces d'intérêt communautaire

1) 19 habitats et 18 espèces d'intérêt communautaire

Le territoire a été identifié sur la base du site Natura 2000 « La Nive ». Ce site cours d'eau contient 19 habitats d'intérêt communautaire dont 5 prioritaires et 18 espèces annexe II de la directive « Habitats, faune et flore »

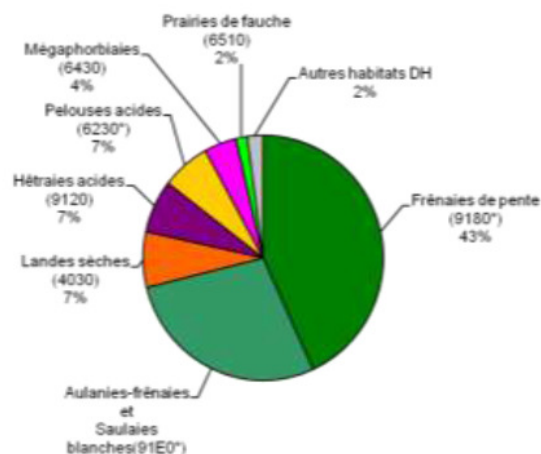
	intitulé EUR	code EUR
Végétation aquatique	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculus fluitans et du Callitriche-Batrachion	6230
Prés salés	Prés-salés atlantiques (Glauco-Puccinellietalia maritima)	1330
Végétations amphibies	Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (Littorelletalia uniflorae)	3110
	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodium rubri p.p. et du Bidens p.p.	3270
Végétations de bas marais	Tourbières basses alcalines	7230
Mégaphorbiaies et ourlets	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard à alpin	6430
Prairies et pelouses	Formations herbues à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	6230*
	Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinietalia caeruleae)	6410
	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	6510
Végétations liées aux sources, ruisseaux et suintements	Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	7220*
	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	3150
	Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	8220
	Tourbières acides à sphaignes	7110*
	Landes sèches européennes	4030
Végétations arborescentes	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	91E0*
	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmion minoris)	91F0
	Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	9180*
	Chênaies galicio-portugaises à Quercus robur et Quercus pyrenaica	9230
	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion)	9120

Mammifères :	Loutre d'Europe, Vison d'Europe, Desman des Pyrénées
Amphibiens et reptiles :	Cistude d'Europe
Poissons :	Saumon Atlantique, Alose feinte, Grande Alose, Lamproie marine, Lamproie fluviatile, Lamproie de Planer, Toxostome, Chabot
Crustacés :	Ecrevisse à pattes blanches
Orthoptères :	Agriote de Mercure
Lépidoptères	Cuivré des marais
Flore remarquable :	Soldanelle Velue, Trichomanes remarquable, Angélique des estuaires

2) Répartition des habitats



Répartition des habitats selon leur statut



Habitats d'intérêt communautaire

NB. La proportion de frênaies de pentes est très importante du fait de la méthode d'extrapolation utilisée dans le cadre du diagnostic. En réalité, les surfaces de frênaies de pentes sont plus faibles.

D'après la cartographie réalisée dans le cadre du diagnostic écologique, les habitats d'intérêt communautaire liés au cours d'eau occupent 7,7% du territoire concerné par le périmètre Natura 2000 « La Nive ».

Les habitats d'intérêt communautaire non liés aux cours d'eau occupent quant à eux 11,5% du territoire, en modérant ce chiffre du fait de la surreprésentation des frênaies de pente.

Si l'on occulte les forêts de pentes qui sont largement surestimées, les aulnaies-frênaies et saules blanches (ripisylve) représentent la majorité des habitats d'intérêt communautaire du site en terme de surface. Ces habitats étant d'intérêt communautaire prioritaire, leur préservation constitue un enjeu fort.



3) Des enjeux de conservation différents selon la localisation

Les 19 habitats et 18 espèces d'intérêt communautaire ne sont pas présent uniformément sur le territoire. Les enjeux de conservation sont donc différents selon que l'on se situe à Bayonne ou à Urepel.

1- L'aval du territoire – la plaine alluviale de Bayonne à Cambo les bains

La partie aval du territoire (située à l'aval de Cambo-les Bains) abrite la majorité des habitats d'intérêt communautaire du site Natura 2000 « La Nive » en terme de diversité. Une grande partie des habitats à enjeu fort ou très fort y est représenté.

La majeure partie des habitats d'intérêt communautaire présent sur l'aval du territoire concerne d'une part les Aulnaies-Frênaies et Saules riverains (91E0*) et les mégaphorbiaies (6430), deux habitats d'intérêt communautaire à enjeu très fort.

- Les **aulnaies frênaies riveraines (EUR 91E0*)** : Situé le long des cours d'eau sur l'ensemble du bassin versant, cet habitat est sensible aux modifications du régime hydromorphologique du cours d'eau et à la présence d'invasives comme l'érable négundo. De plus les ripisylves sur prairies sont souvent gérées en alignement d'arbre, ce qui limite le développement d'un complexe de végétation favorable à l'habitat.
- Les **mégaphorbiaies des zones subestuariennes (EUR 6430)**, dont certaines abritent l'Angélique des estuaires, sont majoritairement situées sur la partie aval du territoire. L'envahissement par la renouée du Japon, le risque d'amendement excessif et la faible largeur de développement au niveau du chemin de halage constituent les principales menaces relatives à cet habitat.



D'autres habitats d'intérêt communautaire sont également présents de manière plus disparate (**prés salés** à Bayonne, **Herbiers aquatiques à myriophylle**, dans les étangs, canaux et petits ruisseaux de la Nive aval, sensibles aux pollutions du cours d'eau, **Herbiers aquatiques, frênaies-chênaies-ormes riverains** sur la plaine d'Ansot et sur l'Urdains).

Outre ces habitats, l'aval du territoire est particulièrement concerné par plusieurs espèces :

- L'**Angélique des estuaires** fortement menacée par la renouée du Japon
- le **Vison d'Europe**, espèce non contactée lors du diagnostic écologique
- la **Cistude d'Europe** sur l'étang de Xurumilatx
- Le **Cuivré des marais** et à l'**Agrion de mercure** sur les prairies humides de l'aval du territoire
- L'**alose feinte**, la **grande alose** et la **lamproie de rivière** dont la limite de répartition semble être le seuil d'Haitze à Ustaritz.

La plaine alluviale de la Nive constitue donc un secteur à très fort enjeux pour les habitats et espèces d'intérêt communautaire. La richesse de son patrimoine naturel couplée aux fortes contraintes d'urbanisation en fait un secteur où la mise en œuvre d'actions de gestion, de préservation et de restauration, est prioritaire

2- Les vallées du Baztan et du Laxia

Plus en amont sur le territoire, les vallées du Laxia et du Baztan constituent des secteurs aux enjeux de conservation très importants, et on retrouve dans ces petits cours d'eau plusieurs espèces endémiques des Pyrénées ou même du Pays basque.

Les Communautés hygrosclérophiles des parois acides à Hyménophylle de Tunbridge ou Trichomane remarquable (EUR 8220) sont un habitat quasi endémique. Elles ne sont présentes que dans les vallées du Laxia et du Baztan.

Ces vallées abritent également plusieurs espèces très rares voire endémiques :

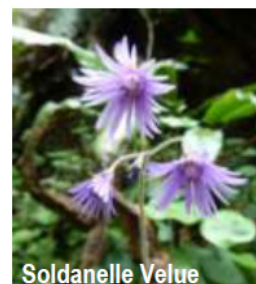
- Le **Trichomane remarquable** et **Soldanelle velue** qui sont très sensibles à toute modification du milieu.
- Le **Desman des Pyrénées**, espèce peu connue endémique des Pyrénées



Desman des Pyrénées. © Ariège Nature



Trichomane remarquable



Soldanelle Velue

3- Habitats et espèces présents sur l'ensemble du territoire

Mis à part les habitats et espèces d'intérêt communautaire présentés ci-dessus, que l'on ne retrouve qu'à des endroits précis sur le bassin versant, on retrouve de nombreux autres habitats et espèces d'intérêt communautaire sur l'ensemble du bassin versant.

Les deux habitats d'intérêt communautaire que l'on retrouve le plus largement et qui comportent un enjeu fort à très fort sont :

- Les **aulnaies frênaies riveraines à laiche pendante 91E0***, situées le long de la Nive et de ses affluents. L'enjeu de conservation de cet habitat est très fort, d'autant plus qu'il constitue un habitat d'espèce pour la loutre d'Europe et le vison d'Europe. L'élargissement des bandes d'emprise et la restauration de la continuité permettront de préserver cet habitat et les espèces qui en dépendent
- Les **Prairies mésophiles de fauche thermo atlantiques 6510**. Une quarantaine de ces prairies ont été identifiées sur le site. Leur préservation passe par une gestion extensive du milieu

De manière plus anecdotique on retrouve d'autres habitats sur le site

- Les **Herbiers aquatiques (EUR 3260)** sensibles à la qualité trophique des eaux
- Les **végétations amphibie (EUR 3110)** qui s'expriment avec une gestion extensive des milieux
- Les **berges vaseuses avec végétation pionnière (EUR 3270)** présentes le long de la Nive intermédiaire.
- Les **sources pétifiantes avec formation de tuf (EUR 7220*)** – identifiées à deux reprises sur le territoire
- Les **Tourbières acides à sphaignes – 7110*** habitat marginal du site

4- Le classement des espèces :

On distingue deux classements pour les espèces : L'enjeu patrimonial correspondant à la rareté de l'espèce et à l'importance du site de la Nive pour cette espèce, et l'enjeu de gestion correspondant à un croisement entre les menaces et l'enjeu patrimonial.

Les espèces à fort enjeu patrimonial :

- Trichomane remarquable
- La Soldanelle Velue
- L'Angélique des estuaires
- Le vison d'Europe

Le Site Natura 2000 « La Nive » a une grande responsabilité dans la préservation de ces espèces. Elles devront donc faire l'objet d'un suivi et d'une protection spécifique

Les espèces à fort enjeu de gestion :

- Le Saumon Atlantique
- L'Ecrevisse à pattes blanches
- Le Cuivré des marais
- Le Vison d'Europe
- L'Angélique des Estuaires

Ces 5 espèces sont les plus menacées sur le bassin versant, et les mesures de gestion concernant ces espèces devront être prioritaires.



- La plaine alluviale de la Nive et les vallées du Laxia et du Baztan sont les secteurs abritant le plus d'enjeux de conservation. Les habitats et les espèces qu'on y trouve sont rares ou menacés, et doivent faire l'objet d'une attention accrue.
- Sur les autres cours d'eau du bassin versant, on retrouve localement des secteurs à enjeu fort, que ce soit pour la ripisylve, les prairies de fauche, ou certaines espèces d'intérêt communautaire (Ecrevisse à pattes blanches, Saumon Atlantique)

III. Enjeux et objectifs du site

1) Enjeux

Le document d'objectifs du site Natura 2000 vise la préservation des habitats naturels et d'espèces d'intérêt communautaire en lien avec les cours d'eau du bassin versant. Trois grands enjeux de conservation sont identifiés sur le site :

- Préserver et maintenir les espèces d'intérêt communautaire et l'état de conservation de leurs habitats
- Assurer la fonctionnalité écologique de l'hydrosystème et des milieux connexes
- Harmoniser activités et maintien des espèces et habitats d'intérêts communautaire
-

2) 6 grands objectifs

Une liste de 6 objectifs et 18 objectifs opérationnels a été établie en concertation avec l'ensemble des acteurs locaux concernés par les cours d'eau du bassin versant de la Nive. Elle permettra d'orienter les actions qui seront mises en œuvre dans le cadre du DOCOB

1- Améliorer les connaissances des espèces et habitats et développer des outils de suivi

L'amélioration des connaissances sur les habitats et espèces et la mise en place d'outils de suivi constitue donc un objectif à atteindre. Pour se faire, trois objectifs opérationnels ont été identifiés :

- Réaliser des inventaires et des suivi des habitats et espèces sur le territoire
- Effectuer une veille scientifique des connaissances sur les espèces et habitats
- Evaluer la gestion du site Natura 2000 sur les espèces et habitats

2- Lutter contre la concurrence spécifique

Plusieurs espèces envahissantes se développent sur le bassin versant et peuvent compromettre la pérennité des habitats et espèces d'intérêt communautaire. La renouée du japon colonise qui menace l'angélique des estuaires, l'érable negundo, le Vison d'Amérique et les écrevisses signal. Afin de lutter contre ces espèces envahissantes, trois objectifs opérationnels ont été identifiés :

- Réaliser un inventaire des espèces envahissantes et mettre en place une cellule de veille
- Limiter la prolifération des espèces par une lutte raisonnée
- Informer et sensibiliser les acteurs concernés et riverains sur les pratiques à adopter :

3- Améliorer ou maintenir la qualité des eaux

La qualité physico-chimique des cours d'eau du bassin versant de la Nive est bonne sur l'ensemble des cours d'eau du bassin versant, par contre la qualité bactériologique est dégradée, et certains cours d'eau présentent des signes de colmatage par les matières en suspension.

- Limiter les sources de pollution
- Suivi de la ressource en eau

4- Améliorer ou favoriser la continuité écologique des cours d'eau et des zones humides associées

La dimension « corridor écologique » des cours d'eau est très importante sur un site composé de chevelu de cours d'eau. Le maintien de portions de cours d'eau sur lesquels la faune piscicole peut effectuer sa migration et sa reproduction est important. Au même titre que le maintien de berges à l'état naturel, favorables à la loutre et au vison.

Afin de répondre à ces enjeux, trois objectifs opérationnels sont proposés :

- Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs :
- Favoriser une gestion naturelle des linéaires d'accompagnement des cours d'eau, fossés et zones humides :
- Maintenir ou restaurer les ripisylves

5- Inciter ou instaurer des pratiques de gestion favorisant la préservations des espèces et habitats

Certains habitats comme les aulnaies frênaies sont bien représentés, mais d'autres, tout aussi importants, sont présent de manière plus ponctuelle sur le site (prés salés, mégaphorbiaies, pentes rocheuses siliceuses). La préservation de ces habitats passe par la mise en œuvre de mesures de gestion spécifiques. Trois objectifs opérationnels répondent à cet objectif global :

- Mettre en œuvre une gestion favorable aux habitats d'intérêt communautaire et habitats d'espèces
- Assurer une gestion forestière favorisant les espèces et habitats d'intérêt communautaire
- Mettre en défens des habitats d'intérêt communautaire prioritaire quand cela semble nécessaire

6- Informer sensibiliser et accompagner les acteurs locaux sur une gestion durable de leur territoire

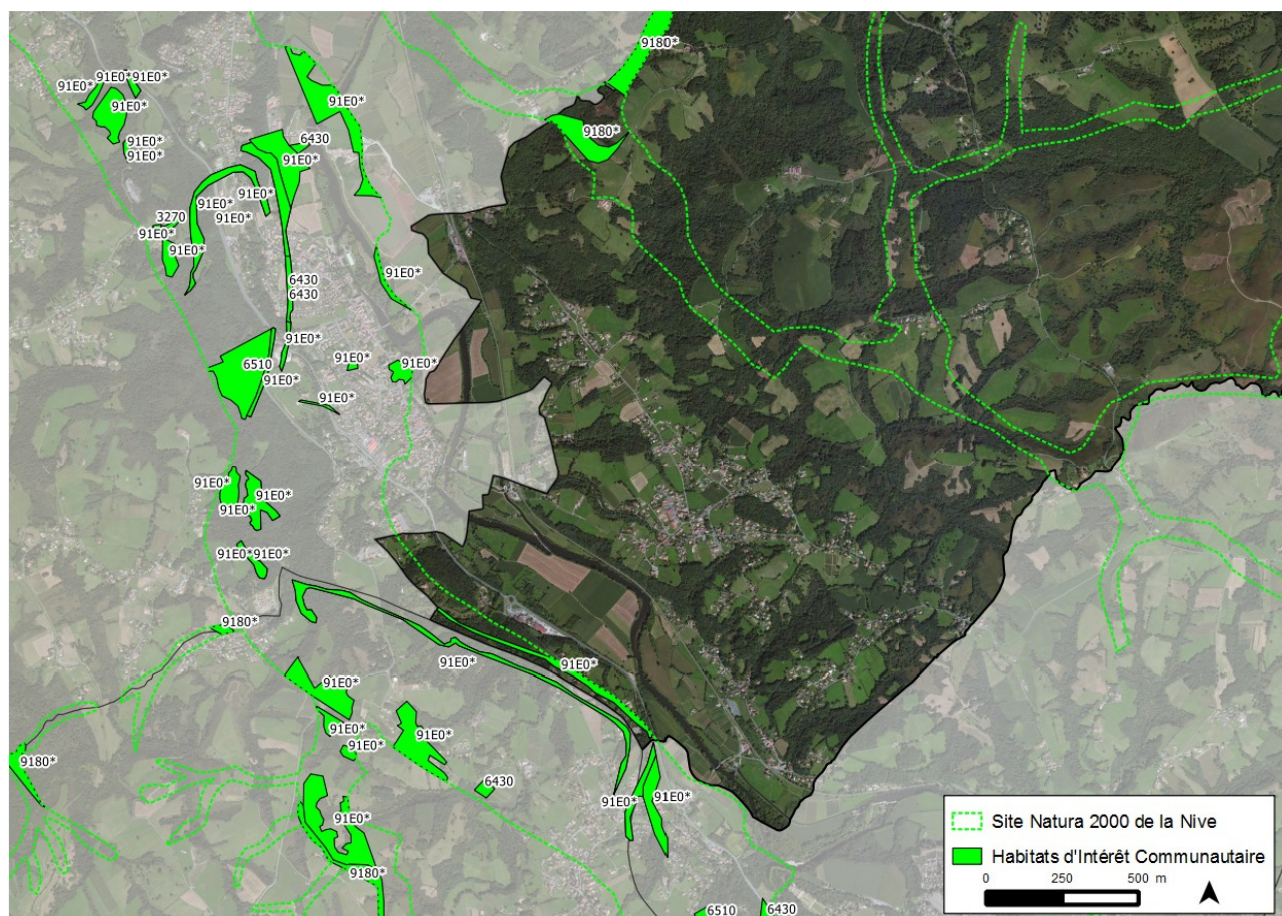
La mise en œuvre d'un plan d'actions ne peut se faire qu'avec l'adhésion de l'ensemble des acteurs concernés, et l'assurance d'une bonne compréhension des problématiques. Pour cela, 4 objectifs opérationnels :

- Accompagner les collectivités et porteurs de projets pour intégrer les enjeux Natura 2000 dans l'évaluation d'incidence de leurs aménagements
- Informer et sensibiliser les différents publics
- Concilier les activités de loisirs et de préservation des milieux
- Constituer un réseau d'opérateurs Natura 2000 à l'échelle du bassin versant pour rendre les actions de gestion complémentaire

Les objectifs du DOCOB, issus du croisement entre les enjeux écologiques et socio-économiques ont permis de proposer un plan d'action composé de 31 fiches actions. La mise en œuvre de ces actions pourra se faire grâce à plusieurs types d'outils proposés dans le cadre de Natura 2000 :

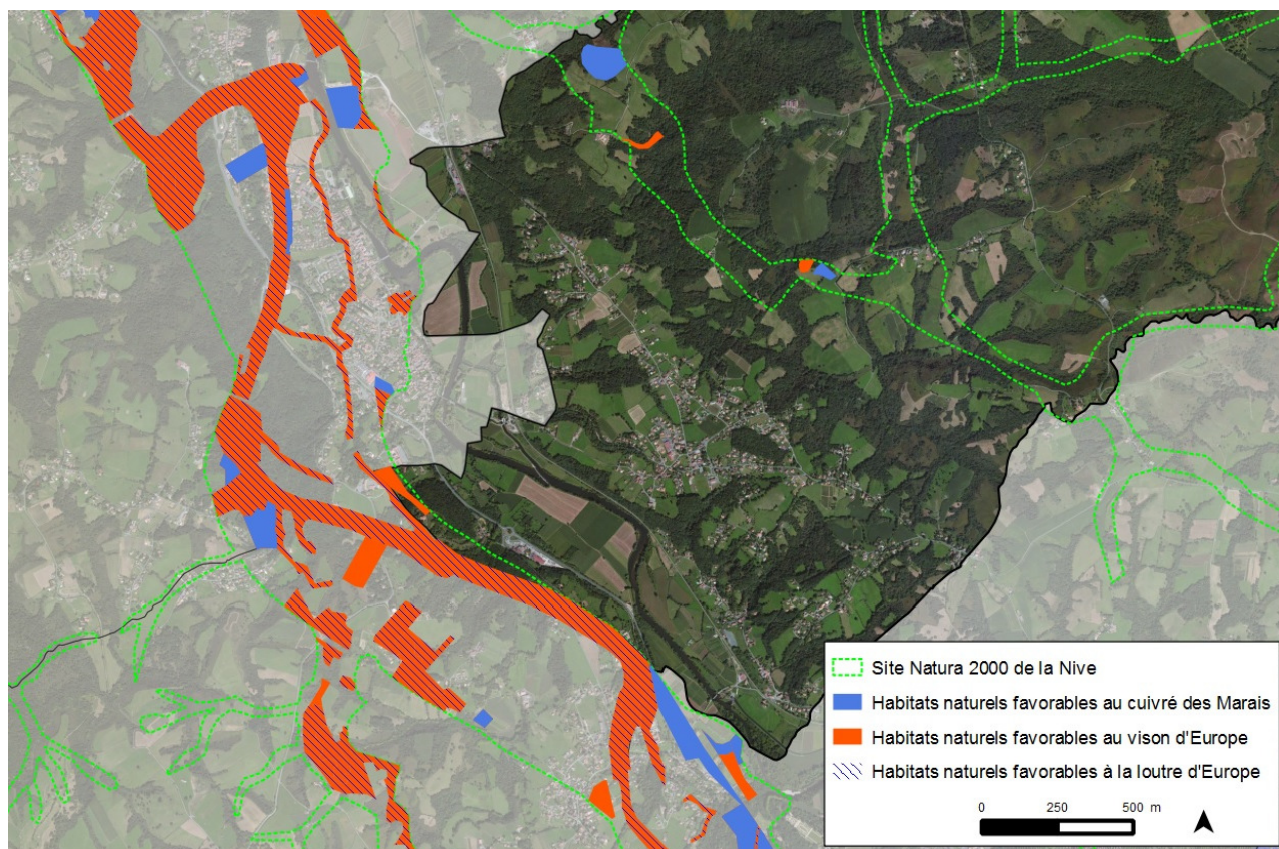
- Les Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET) pour les acteurs du monde agricole financées par l'Etat/Europe dans le cadre de la PAC
- Les Contrats Natura 2000, forestiers ou non forestiers pour les propriétaires privés ou les collectivités, financés par des fonds Etat/Europe,
- La Charte Natura 2000, engagements de bonnes pratiques ouverte à tous, qui donne droit à une exonération de la taxe sur le foncier non bâti.

Le diagnostic écologique réalisé dans le cadre du DOCOB a permis d'affiner le périmètre du site Natura 2000 de la Nive et de localiser les habitats naturels d'intérêt communautaire et les habitats potentiels pour l'accueil d'espèces d'intérêt communautaire. Les deux cartographies suivantes localisent sur le secteur Ouest de la Commune les résultats de ces inventaires écologiques.



Localisation des Habitats d'Intérêt Communautaire sur la commune de Jatxou. Source : APGL, Données DOCOB de la Nive.

Le territoire communal présente localement plusieurs habitats naturels d'intérêt communautaires. Ce sont des milieux naturels qui sont liés à la présence des zones humides. Le long de la Nive il s'agit essentiellement des forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (91E0*). Dans la vallée du Laxea, localement, on observe des forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion (9180*). Ces habitats naturels sont éloignés des zones d'urbanisation actuelle et future de la Commune de Jatxou.



Localisation des habitats potentiels pour les Espèces d'intérêt communautaire, sur la commune de Jatxou.
Source : APGL, Données : DOCOB de la Nive.

Le territoire communal présente localement plusieurs milieux susceptible d'accueillir le cuivré des marais, le vison d'Europe et la loutre d'Europe. Ces sites sont localisés à proximité des cours d'eau, éloignés des zones d'urbanisation actuelles et futures de la Commune de Jatxou.

2.2.3 Les sites ZNIEFF

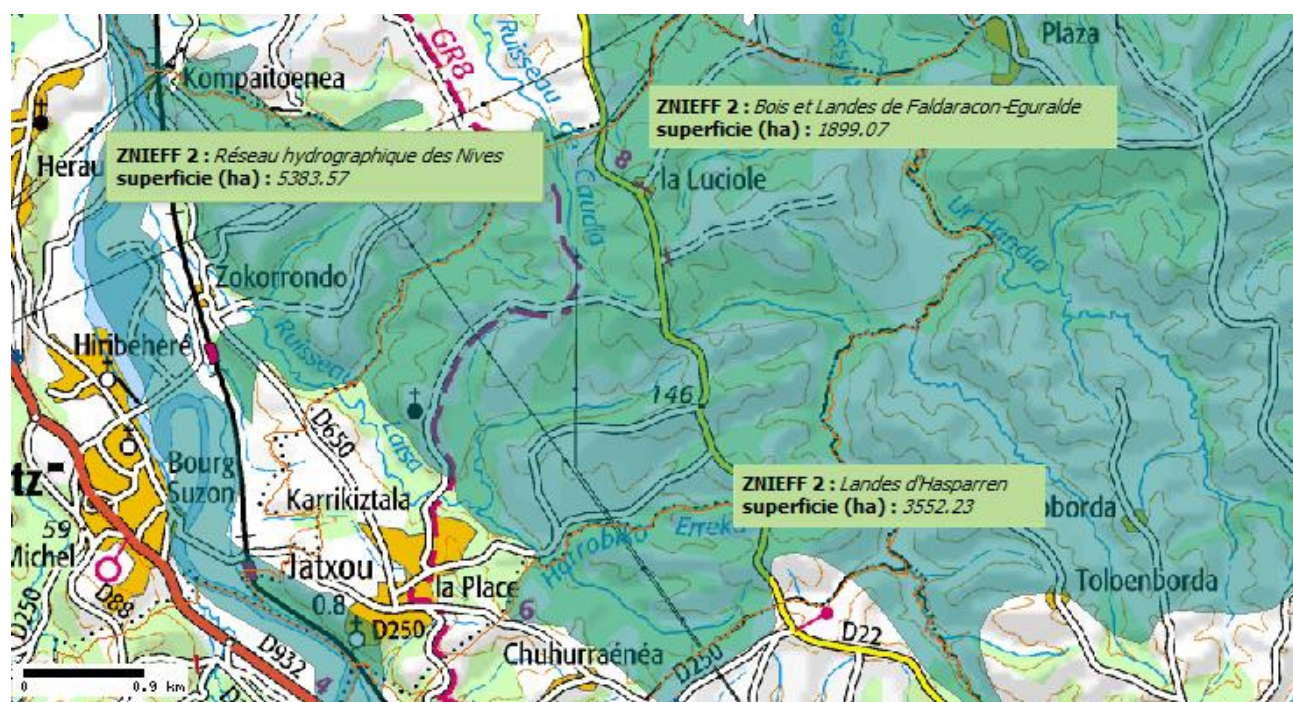
Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est un inventaire de la faune et de la flore n'entraînant pas de protection réglementaire (à l'inverse de Natura 2000), mais qui attire l'attention des aménageurs et de collectivités locales, sur l'importance écologique de la zone. Il constitue une information privilégiée sur les milieux naturels possédant une grande richesse écologique. On distingue deux types d'inventaires :

- Les ZNIEFF de type I sont de superficie réduite et peuvent décrire deux types d'espaces :
 - des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rare ou menacé, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire ;
 - des espaces d'un grand intérêt fonctionnel pour le fonctionnement écologique local.
- Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches, ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

Malgré leur aspect non réglementaire, les documents d'aménagement doivent veiller à leur pérennité comme le stipule l'article 1 de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, l'article 35 de la loi du 7 janvier 1983 sur les règles d'aménagement et l'article 1 de la loi du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre des principes d'aménagement.

La commune a une partie de son territoire, compris dans 3 périmètres de ZNIEFF de type 2 :

- Ref 720009364 Bois et landes de Faldaracon-Eguralde
- Ref 720009383 Landes d'Asparren
- Ref 720012968 Réseau hydrographique des Nives



➤ La ZNIEFF "Bois et landes de Faldaracon-Eguralde"

Elle couvre 1 903 ha sur 6 communes. Le milieu déterminant qui explique le classement en ZNIEFF de ce territoire est la présence du milieu forestier, auquel s'ajoute des milieux plus ouverts de type lande, garrigue, maquis, friches, fruticées (formation végétale de plantes à fruits). Les boisements se caractérisent par la présence de châtaigniers (*Castanea sativa*), noisetiers (*Corylus avellana*), frêne commun (*Fraxinus excelsior*), le chêne pédonculé (*Quercus robur*), le chêne liège (*Quercus suber*) et le chêne tauzin (*Quercus toza*).

L'intérêt biologique de cette zone réside dans la richesse en rapaces forestiers, dont certains sont considérés comme rares en France. On peut observer le vautour fauve (*Gyps fulvus*), l'aigle botté (*Hieraaetus pennatus*), la buse variable (*Pueto puteo*), milan noir (*Milvus migrans*) mais aussi diverses espèces d'éperviers (*Accipiter* sp.), de mésanges (*Parus* sp.) et de passereaux, le pipit des arbres (*Anthus trivialis*), le tarin des aulnes (*Carduelis spinus*), le grand corbeau (*Corvus corax* Linnaeus) et bien d'autres.

De plus, l'alternance des milieux ouverts et fermés de type boisement et prairie permet à certaines espèces de vertébrés de se nourrir, de se reproduire et de vivre sur le même territoire, ce qui est favorable à la pérennisation de l'espèce.

➤ La ZNIEFF "Landes d'Hasparren"

Elle couvre 3 560 ha sur 5 communes. Le milieu déterminant qui explique le classement en ZNIEFF est la présence de milieux à végétation rase ou buissonnante tel que les landes, les fruticées, les pelouses ou les prairies. Ces milieux se caractérisent par une végétation basse de type ajoncs, bruyères et genets, auquel s'ajoutent certaines espèces de graminées. On peut noter également la présence d'arbres comme le chêne pédonculé ou le châtaignier. A noter également la présence d'une espèce d'orchidée, la grande listère (*Listera ovata*).

L'intérêt écologique de ce site réside dans le fait qu'il joue la complémentarité avec la présence de boisements. Il joue le rôle de terrain de chasse pour les rapaces et constitue des aires d'accueil et de stationnement pour certains oiseaux migrateurs comme les canards et les bécasses : sarcelle marbrée (*Marmaronetta angustirostris*), bécassine sourde (*Lymnocyptes minimus*), la bécasse des bois (*Scolopax rusticola*).

➤ La ZNIEFF "réseau hydrographique des Nives"

Elle couvre sur 5 330 ha sur 35 communes. Le milieu déterminant qui explique le classement en ZNIEFF, est comme son nom l'indique la présence du réseau hydrographique de la Nive et de ses affluents. Ainsi, est englobé dans cette zone les cours d'eau, mais aussi les rives et abords proches du cours d'eau : prairies humides et mégaphorbiaies, ripisylve, tourbières et marais, prairies améliorées et cultures.

L'intérêt biologique est la présence de zones de reproduction du saumon, d'une faune piscicole diversifiée dans le cours inférieur en raison de la proximité de la mer, et de la présence du vison d'Europe, dont la survie est fortement liée à la sauvegarde des biotopes humides.

2.2.4 La trame écologique du territoire

Rappel sur la Trame Verte et Bleue

Les lois du 03 août 2009 de mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (loi Grenelle 1) et du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 (Grenelle 2), instaurent dans le droit Français la création de la Trame verte et bleue (TVB) et précisent ce projet. Ainsi, la TVB a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels. Ainsi, la TVB vise à :

- La diminution de la fragmentation et de la vulnérabilité des écosystèmes et des habitats naturels et semi-naturels, et la préservation de leur capacité d'adaptation,
- L'identification et la liaison des espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques,
- La facilitation des échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces,
- La prise en compte de la biologie des espèces migratrices,
- La possibilité de déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique,
- L'atteinte ou la conservation du bon état écologique ou du bon potentiel des masses d'eau superficielles,
- L'amélioration de la qualité et la diversité des paysages.

La trame verte et bleue, qui peut désormais s'appuyer sur le Décret n° 2012-1492 du 27 décembre 2012, est élaborée à trois échelles. Au niveau national sont définies les orientations générales de préservation et de restauration des continuités écologiques. Au niveau régional, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), en cohérence avec les orientations nationales, présente les enjeux régionaux (mis en place pour fin

2012). Enfin au niveau local, les collectivités, à travers les documents de planification et de projets territoriaux prennent en compte le SRCE.

Le conseil régional d'Aquitaine a initié une première étude sur son territoire. Les premiers éléments disponibles de cette étude font état des grands enjeux de continuités écologiques du territoire aquitain. Concernant la trame bleue, la Nive figure comme un réservoir biologique. Concernant la trame verte, Jatxou se trouve dans la continuité écologique des milieux ouverts et semi ouverts, et des boisements feuillus et mixtes.

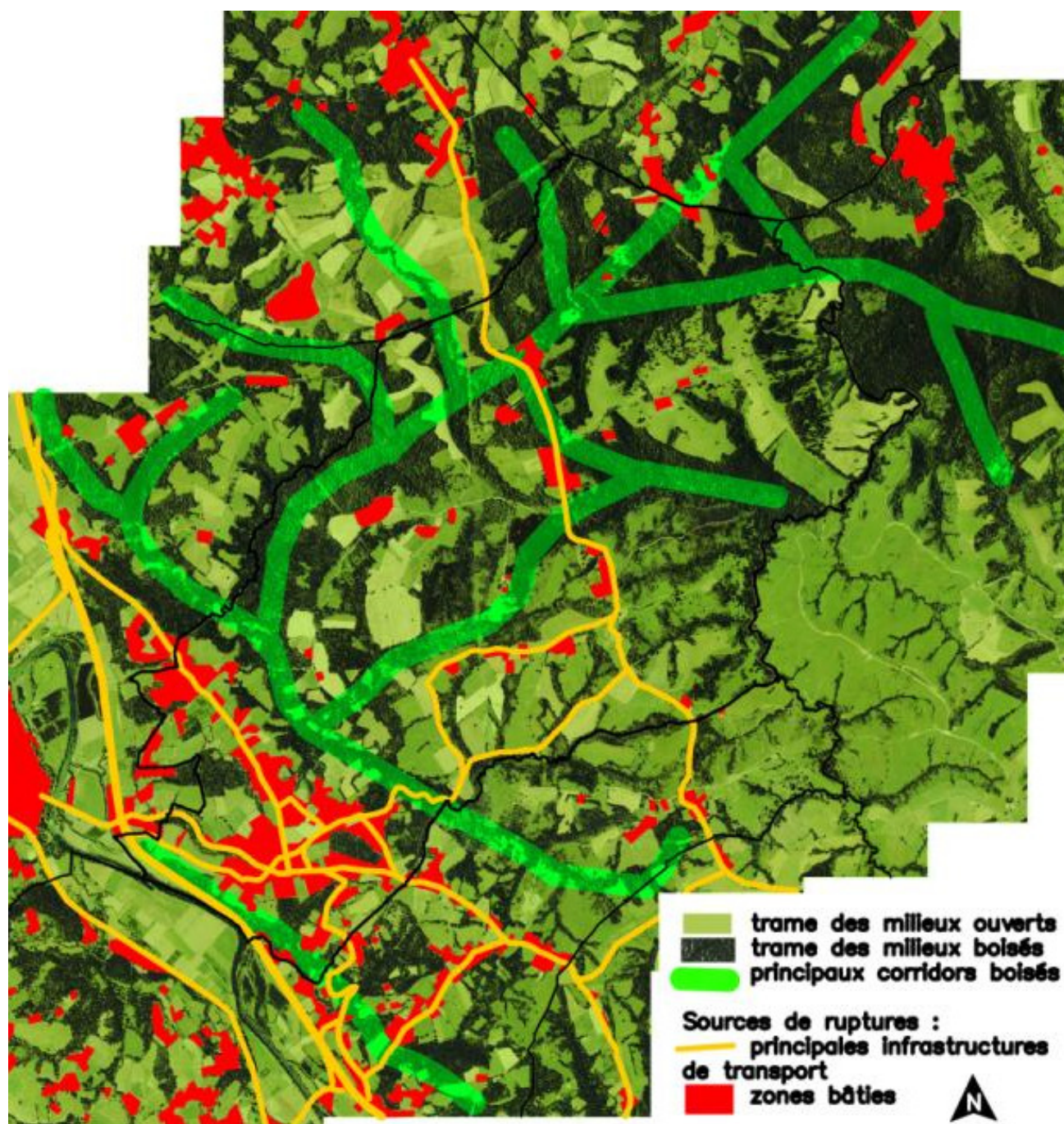
Cependant, l'échelle régionale ne permet pas de lire finement la trame écologique sur le territoire communal. Un zoom plus ciblé permet d'identifier cette trame et ses composantes.

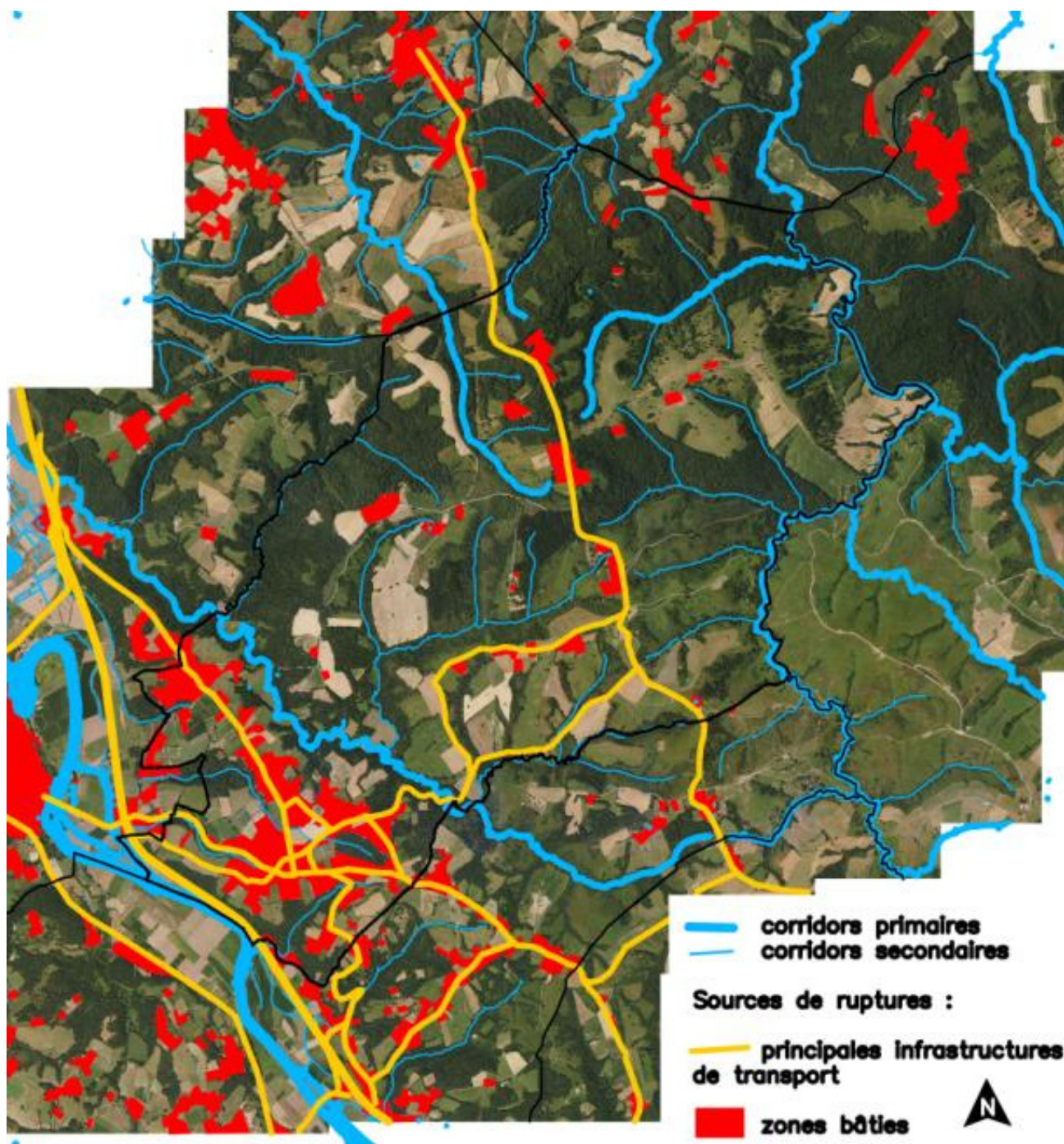
Le sud du territoire (Landes communales d'Hasparren) se caractérise par une matrice de milieux ouverts : les prairies, friches, landes et pâturages alternent avec les éléments boisés ponctuels de type haies, bosquets et arbres isolés. Le nord du territoire quant à lui, se caractérise par une matrice boisée. Celle-ci comprend entre autre le bois de Faldaracon, de Mindéya et d'Eguralde.

Sur le territoire communal, ces deux trames semblent profiter d'une bonne connectivité entre leurs composantes. Les seules sources de ruptures de corridors sont les routes et les hameaux d'habitations. Mais les incidences semblent faibles à l'est du territoire, du fait de la taille réduite des infrastructures et des hameaux bâtis.

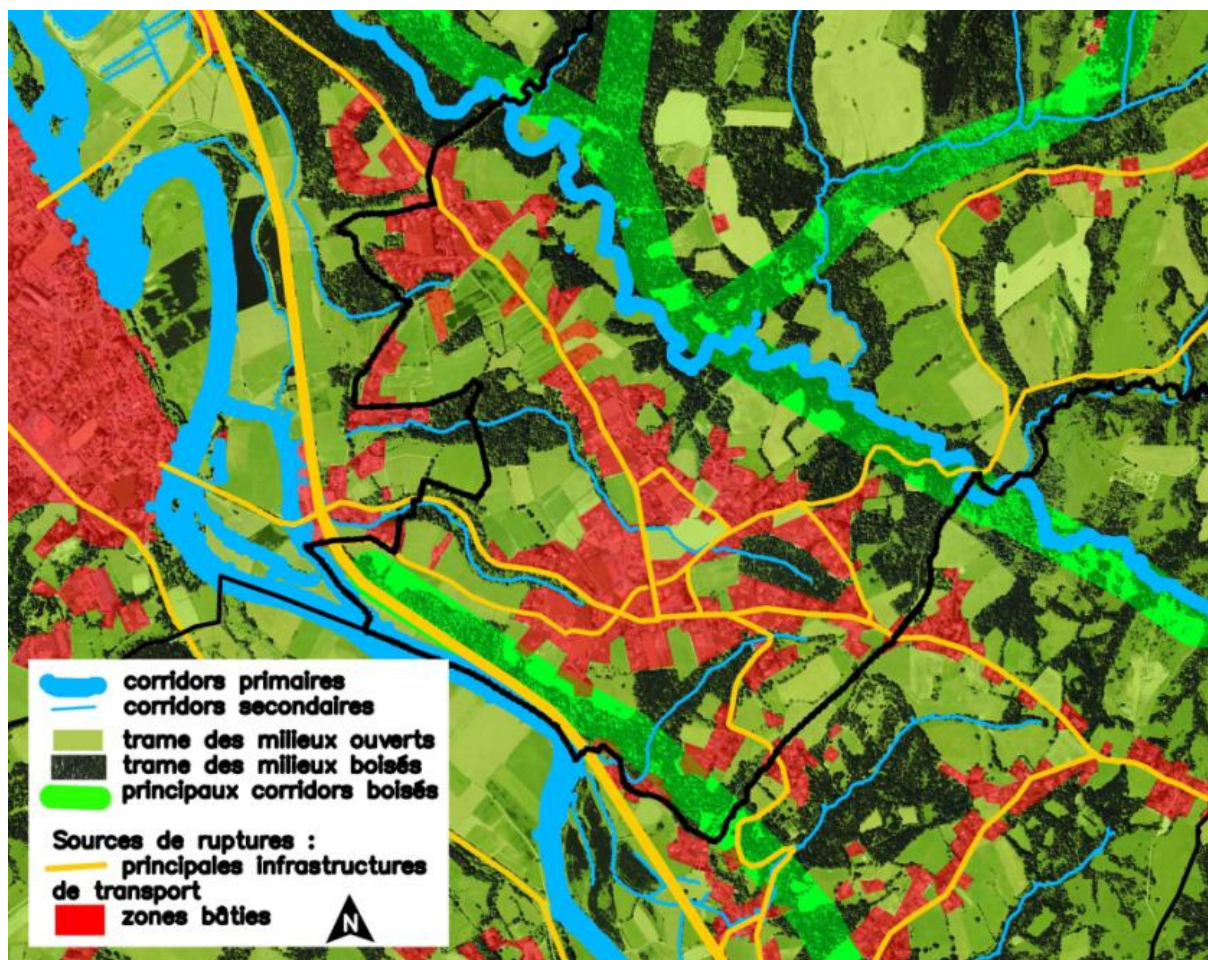
La présence de quelques parcelles isolées de résineux n'apporte pas d'incidences notables sur le fonctionnement écologique du milieu.

Les principaux corridors de la trame bleue ne subissent pas d'atteintes majeures quand à leur continuité. En effet, le chevelu hydrographique est principalement présent à l'est du territoire et est peu perturbé par les infrastructures ou les zones bâties.





Les risques de fractionnement et de destruction des milieux se localisent davantage vers la zone urbanisée du bourg, au sud ouest du territoire.



L'urbanisation par sa nature, est une limite à la circulation et au développement de la biodiversité. Les habitats résiduels lorsqu'ils existent sont souvent isolés et la faune qu'ils abritent est cantonnée à ces îlots. Dans le cas d'hyper centre urbain, l'existence de cette biodiversité est complètement absente du fait de la densité de l'habitat, de la multiplication d'infrastructures, de réseaux, d'équipements.

La zone urbanisée de la commune, se présente globalement sous une forme étalée en doigts de gant, c'est-à-dire une urbanisation qui s'est étendue le long des routes (principalement les départementales). L'extension a conduit à la fragmentation de certains espaces naturels ou semi naturels. C'est par exemple le cas de prairies et de boisements, qui pour certains d'entre eux sont aujourd'hui enclavés dans la tâche urbaine, ou en voie d'enclavement.

La recherche d'un réseau écologique à l'échelle du bourg devrait limiter cet isolement. Les enjeux de continuités écologiques devraient être traduits dans le PLU à travers ses choix d'aménagements.

2.3 Paysage et patrimoine bâti

2.3.1 Le Labourd intérieur

(Issu de l'atlas des paysages des Pyrénées Atlantiques 2003)

Jatxou est une commune basque typique de l'arrière pays. Elle se situe dans l'entité paysagère du Labourd intérieur. Ce grand paysage couvre les territoires ruraux du pays basque s'étendant d'Ouest en Est de Hendaye à Bardos et du Nord au Sud de Lahonce à Espelette. Cette grande entité paysagère se définit par un paysage rural très verdoyant, aux formes souples et rondes avec une forte présence de l'élevage. Les couleurs brunâtres des fougères et boisements se mêlent à l'automne aux verts pâturages des collines. L'omniprésence des cours d'eaux et la pluviométrie soutenue expliquent la domination d'une végétation verdoyante dans ce paysage. En arrière plan se dessine le relief pyrénéen avec les silhouettes du Pic du Mondarrain et du Mont Artzamendi. Les collines sont parsemées de fermes et hameaux traditionnels aux couleurs locales : le blanc, le vert et le rouge.



Au sein même de cette grande entité paysagère qu'est le Labourd intérieur, se distinguent diverses unités plus homogènes, qui s'identifient principalement par les caractéristiques du relief. Jatxou possède un relief assez marqué et hétérogène du fait de son positionnement géographique atypique : proximité du piémont pyrénéen et de l'Adour, présence de la Nive. Ces particularités jouent en faveur de la diversité des paysages que l'on peut observer sur la commune. Ainsi cinq unités paysagères apparaissent :

1 Les collines du Sud Adour au nord-est. Globalement, cette unité paysagère marque la transition entre le paysage plat des barthes de l'Adour et le plateau des landes d'Hasparren. Les collines, qui atteignent près de 180 m d'altitude sur la commune, sont habillées de boisements (bois de Faldaracon) et de formations herbacées. Les sommets des collines sont souvent découverts et les boisements sont davantage présents sur les pentes et coteaux.



Cette répartition des formations végétales offre à la fois des vues dégagées et lointaines sur les hauteurs (route des Cimes) et à contrario des vues plus cloisonnées dans les fonds de vallons à cause des boisements. Les nombreux ruisseaux suivent les courbes du relief et descendent en direction de l'Adour (au nord) ou de la Nive (à l'ouest). L'impression d'inaccessibilité induite par la densité des boisements est d'autant plus forte que beaucoup de parcelles forestières sont clôturées.

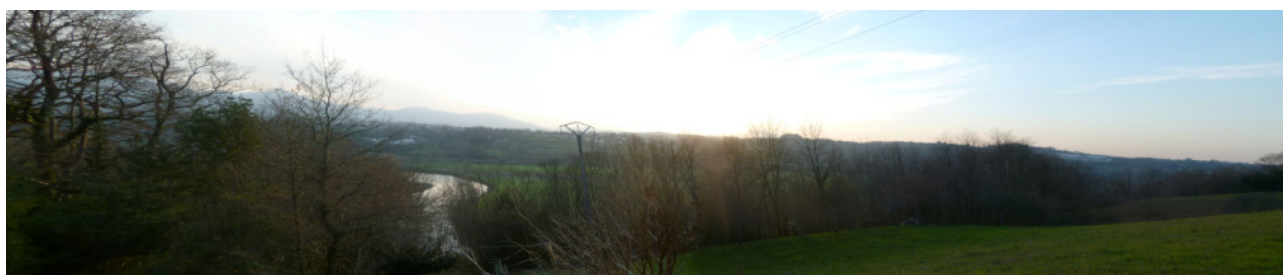
2 Les Landes d'Hasparren au sud-est. Cette unité s'identifie par la présence d'une succession de collines et de talwegs. Malgré le fait que l'on se rapproche du piémont, les altitudes sont plus basses et dépassent rarement les 150 m. L'élément qui marque la rupture avec le paysage identifié précédemment, est l'absence de boisements significatifs. En effet, les collines sont principalement couvertes d'ajoncs, de fougères, de friches et pâturages ouverts. L'absence d'importants hameaux ou de quartiers d'habitats renvoie à une image d'espace rural déserté, ce qui contribue cependant au charme de ce paysage. Cette unité marque l'entrée dans le paysage des Landes d'Hasparren à l'est. La régression des boisements face à la lande crée davantage de perceptions, induisant une sensibilité paysagère plus forte que dans l'unité précédente.



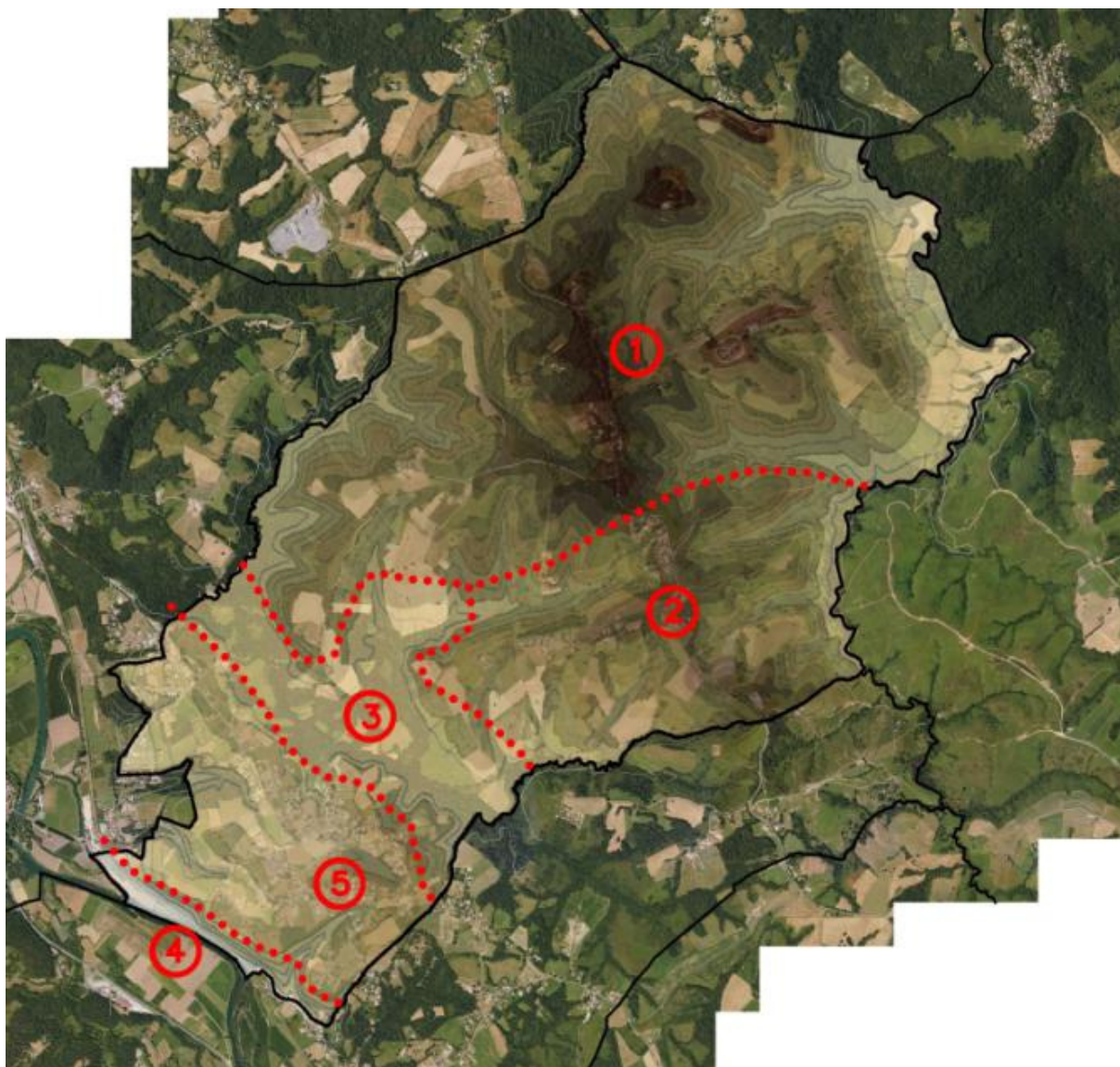
3 La vallée du Latsa est l'unité qui délimite le paysage du plateau habité à l'ouest, du paysage des collines à l'est. Le Latsa s'écoule au fond du talweg, qui décrit une altitude moyenne de 40m. Cette frontière est clairement lisible depuis le chemin de la chapelle Saint Sauveur ou le quartier Katalico Borda, où l'on peut lire l'habitat qui s'aligne en haut du flanc du plateau. La vallée est largement boisée, du fait du boisement rivulaire du Latsa, mais alternent de-ci de-là des prairies agricoles.



4 La vallée de la Nive à l'ouest. Le paysage de cette unité se définit par la présence de l'élément central qu'est la Nive, du fond de vallée et des premières collines (altitude 80 m maximum) de part et d'autre du cours d'eau. Ce paysage n'est pas accessible. En effet, une ceinture boisée délimite le bourg de la vallée, ce qui crée un réel écran visuel. Les seules perceptions visuelles sur la vallée se font depuis ses abords proches (au niveau du quartier Bellevue par exemple) ou depuis les plus hautes altitudes, notamment depuis la route des cimes.



5 Le bourg décrit un paysage à lui seul.



2.3.2 Le site inscrit de la route des Cimes

Les sites inscrits ont pour objectif la conservation ou la préservation d'espaces naturels ou bâtis présentant un intérêt certain au regard des critères prévus par la loi.



La commune de Jatxou se trouve dans le site inscrit de la route des cimes. Ce site est classé pour l'intérêt que représente son site naturel, et son paysage. Ce zonage s'étend sur un axe nord-sud, sur 7 communes de Villefranque à Cambo les bains. Il suit la départementale D22, qui longe la ligne de crête du versant ouest de la vallée. Cette route offre des points de vues surprenants sur la vallée.



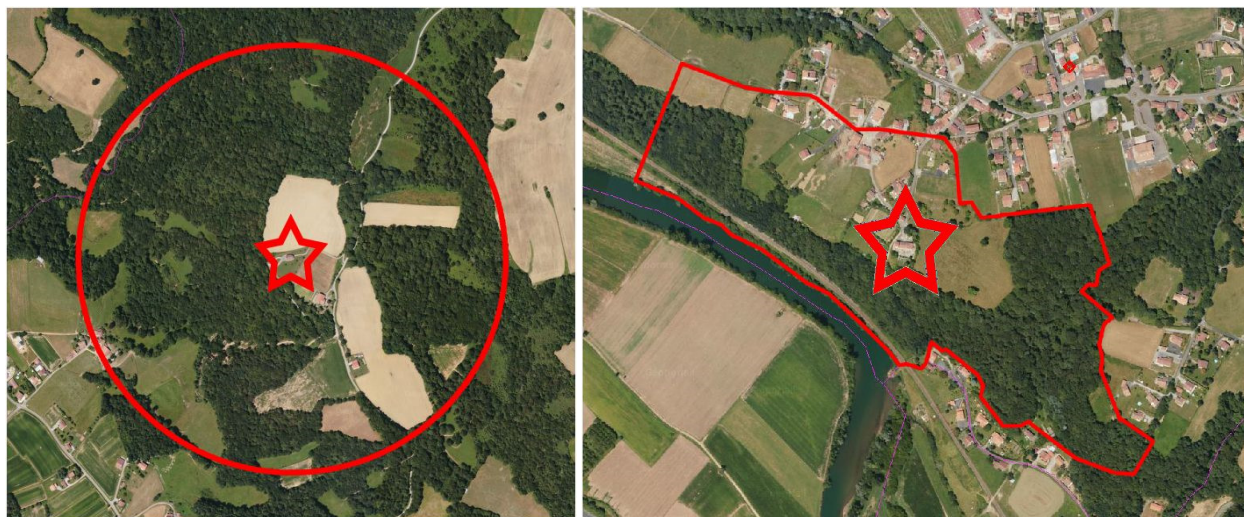
La réglementation en site inscrit est moins contraignante qu'en site classé. Il faut rappeler qu'en site inscrit, les demandes d'autorisation de travaux susceptibles d'affecter l'espace sont soumises à l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) qui émet un avis simple sauf pour les travaux de démolition qui sont soumis à un avis conforme. Sauf dérogation du préfet après avis de l'ABF et éventuellement de la commission départementale des sites, perspectives et paysages, le camping et l'installation de villages de vacances sont interdits. L'affichage et la publicité sont interdits dans les sites inscrits situés à l'intérieur des agglomérations (loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979). Les sites inscrits, en fonction de leurs enjeux diagnostiqués dans l'étude paysagère, peuvent éventuellement accepter des aménagements et une évolution de l'urbanisation, sous réserve de vérification des impacts et de la mise en place de dispositions d'encadrement appropriées.

2.3.3 Le patrimoine bâti et archéologique

La commune de Jatzou possède un patrimoine architectural, qui est reconnu au titre des monuments historiques. Il s'agit de l'église Saint Sébastien et de la chapelle Saint Sauveur de Faldaracon.

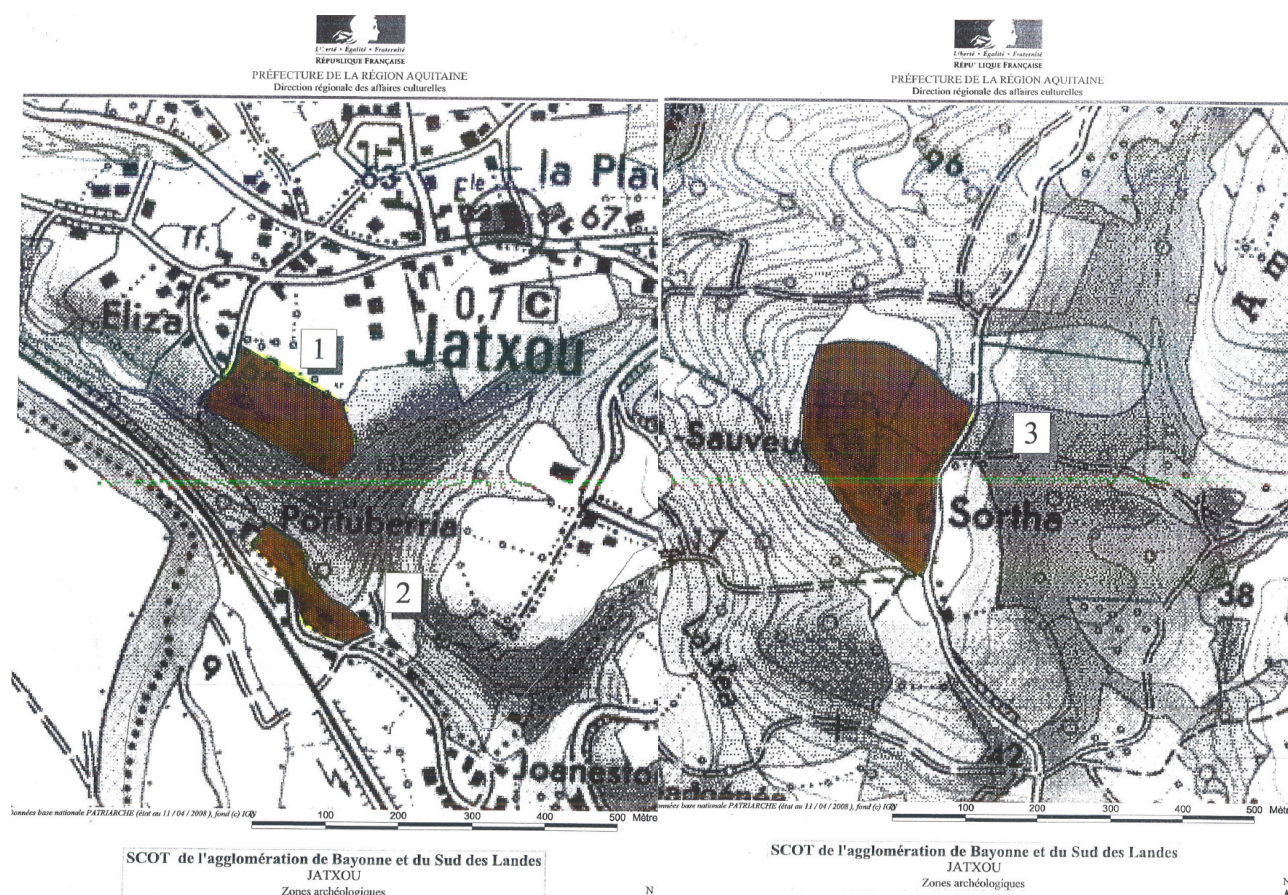


La chapelle Saint Sauveur a été inscrite à l'inventaire des monuments historiques par l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1991. Cette chapelle médiévale se trouve sur la route de Saint Jacques de Compostelle. **Ce monument historique génère un périmètre de 500 mètres de rayon, qui protège l'intérêt patrimonial de la chapelle et des abords.**



L'église Saint Sébastien a été inscrite à l'inventaire des monuments historiques par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2007. **L'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 a instauré un périmètre de protection adapté autour de ce monument.**

Il faut également citer à titre indicatif que ces deux bâtiments religieux, sont identifiés dans des zones archéologiques. Une troisième zone archéologique, nommée "Portuberria", située aux abords de la Nive concerne des vestiges d'installations portuaires anciennes. Ces zones archéologiques n'engendrent cependant pas de servitudes d'utilités publiques.



2.3.4 Le patrimoine bâti traditionnel

Commune du labourd intérieur, Jatxou s'illustre par son identité locale. L'architecture de ses vieilles bâtisses, encore visibles aujourd'hui, témoignent de la vie de la population d'antan. La maison basque appelée aussi "etxe", a évolué au fil des siècles, passant successivement de :

- la ferme traditionnelle regroupant sous le même toit, l'ensemble des moyens nécessaires à la vie de la famille, à la vie de l'exploitation agricole et au logement des hommes et animaux ;
- au 19^{ème} siècle, la maison de ville, dont la conception architecturale s'affranchit des besoins de l'exploitation agricole, crée une rupture avec le modèle précédent ;
- au 20^{ème} siècle, les formes des anciennes fermes sont réinterprétées afin d'édifier des bâtisses destinées à une élite, répondant à la demande de villégiature.

L'etxe s'identifie par différents éléments architecturaux. La façade dans laquelle se trouve l'entrée est orientée vers le sud à l'abri des vents et pluies, elle est percée d'ouvertures et est généreusement ornée car représentative de la famille. L'organisation intérieure diffère selon l'histoire des familles, mais la ferme labourdine compte en général trois travées, dont la travée centrale est avancée d'un porche. De haut en bas prennent place successivement les pièces de remise et de distribution, les pièces de la vie de famille à l'étage et sous les pentes du toit, le grenier.



Le bois, principal constituant de la structure des maisons est petit à petit remplacé par la pierre. Au début le bois quadrille la façade, et la maçonnerie vient remplir les interstices. Puis, l'usage du bois se restreint à l'utilisation de la charpente et de la façade principale, pour enfin n'être utilisé que pour la charpente. La pierre prend toujours plus de place dans l'ornement de la façade (pierre d'angle, encadrement des ouvertures).

Les menuiseries de couleurs vertes et rouges accompagnent les façades blanches, provenant de l'utilisation de la chaux. La toiture est constituée de deux pans à faibles pentes, couverts de tuiles creuses.

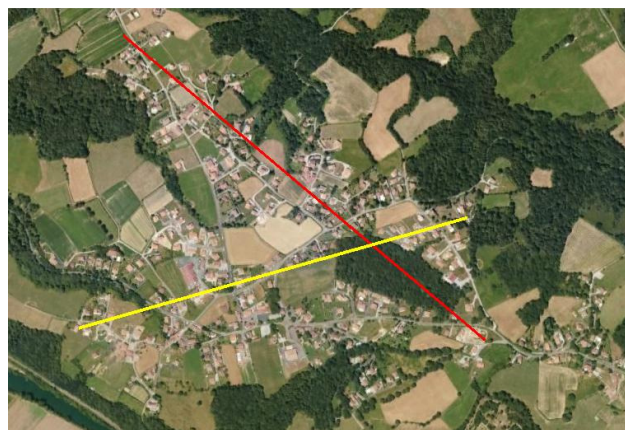
Aujourd'hui, les constructions modernes, diffèrent avec l'habitat ancien, sur certains points. L'évolution des sociétés et des mœurs s'est accompagnée d'une évolution des formes architecturales, avec par exemple de nouvelles formes géométriques, l'épuration des façades et la multiplication des ouvertures, l'évolution de l'organisation intérieure (disparition de l'usage agricole), ...

Cependant si le modèle a évolué sur le plan structurel ou organisationnel intérieur, sur le plan esthétique extérieur elles ont relativement bien conservé ses caractéristiques : couleurs vertes et rouges des menuiseries, les façades blanches, la tuile creuse et le toit à deux pans, les pierres d'angle ou d'encadrement. Ainsi, l'aspect extérieur de la maison basque tend à se pérenniser.



2.3.5 La zone habitée du plateau

Il semblerait que les premiers habitats sur la commune aient toujours été localisés sur le plateau en bordure de la Nive. Ce plateau s'incline sur un plan sud-est nord-ouest, avec une altitude maxi à 95 m et une altitude mini à 57m.



On peut supposer que la localisation des maisons et fermes agricoles sur les premières hauteurs de la vallée, fut motivée pour profiter de la proximité de la Nive mais échapper au risque d'inondations de la vallée. De plus ce plateau constitue l'un des rares espaces de la commune présentant une certaine planéité, permettant une utilisation aisée des terres pour l'agriculture. En effet le reste du territoire n'offre pas les mêmes caractéristiques physiques (boisements et relief accidenté).

Le cadastre Napoléonien, daté de 1811, repère tout un ensemble de fermes agricoles, plus ou moins clairsemées sur le plateau, sans qu'un bourg ou qu'un hameau ne se soit réellement constitué. L'église Saint Sébastien est d'ailleurs excentrée de la zone habitée et la place communale ne se localise pas dans une centralité bâtie.

Ce plateau, anciennement constitué de maisons et fermes agricoles, est aujourd'hui devenu une zone résidentielle. Cette transformation s'est opérée au cours des dernières décennies, avec une urbanisation qui s'est établie à la fois ponctuellement le long des axes routiers structurants, mais aussi de façon groupée sous la forme de lotissements. Le produit issu de cette urbanisation est constitué principalement par de l'habitat individuel. Une centralité s'est formée progressivement autour de l'école primaire, par la présence d'équipements structurants comme la mairie, le restaurant, la boulangerie et le terrain de sport.

Aujourd'hui le plateau est clairement urbanisé et l'habitat est devenu la composante dominante de son paysage. Le plateau se laisse deviner progressivement en descendant sur le bourg par la D250. Dans cette trame pavillonnaire, les parcelles agricoles résiduelles donnent de la profondeur au paysage et témoignent avec les vieilles fermes, du passé agricole du plateau. A l'ouest, la Nive n'est pas lisible et accessible, mais sa présence se laisse deviner, par la lecture de la vallée. De même en arrière fond, les premiers reliefs montagneux sont perceptibles, ainsi que la ville d'Ustaritz à l'est du plateau. Les éléments boisés bien qu'assez rares dans le bourg, participent à la définition du paysage et constituent bien souvent les limites visuelles. Ce qui est par exemple le cas avec la vallée de la Nive.



Le plateau est aujourd'hui occupé en grande partie par le bâti, avec un fort usage résidentiel. **Malgré cette occupation de plus en plus urbaine, le paysage conserve un certain degré de ruralité, qui s'explique en partie par l'unité architecturale bâtie.** Les routes bordées de fossés enherbés, ou encaissées et talutées, renforcent cette ambiance rurale perceptible dans le bourg.

Il n'y a pas de fortes ruptures paysagères entre les quartiers récents et plus anciens, et on peut observer une certaine homogénéité dans la qualité architecturale et paysagère du bourg.



3 L'ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET AGRICOLES, ET PERSPECTIVES

3.1.2 La superficie des différentes zones du POS

Zones	Secteurs	Superficies en hectares	Pourcentage de la commune
UB	UB	11,08	
	UBs	1,70	
	UBy	1,08	
	Total	13,86	1,0
UC		36,81	2,6
1NA	1NA	3,35	
	1NAc	1,60	
	Total	4,95	0,4
NB		48,89	3,5
NC	NC	94,13	
	NCa	0,44	
	Total	94,57	6,8
ND	ND	1196,76	
	NDc	0,19	
	Total	1196,92	85,8
TOTAL de la commune		1396,00	100,0

3.1.3 L'évaluation de la capacité d'accueil restante du POS

Le POS a été mis en révision en 1999 et a fait l'objet d'une mise à jour en 1999.

Les surfaces disponibles à l'urbanisation en 1999 sont les suivantes :

- Bourg : 43,3 ha
- Coteaux : 6 ha

De 1999 à 2012 une large part des terrains ouverts à l'urbanisation a été consommée :

- Bourg : 20,5 ha - Coteaux : 3,3 ha

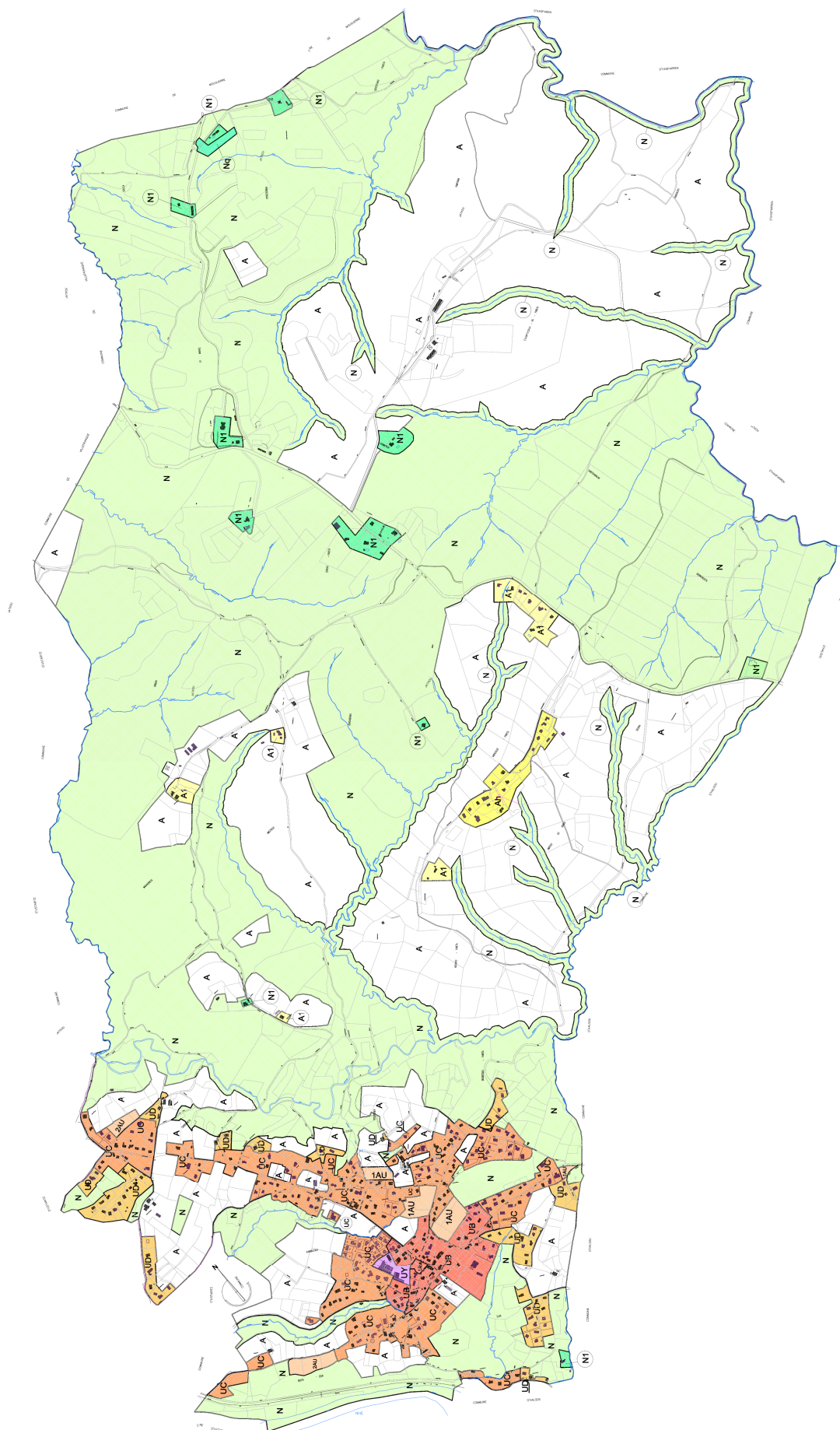
Il faut noter que les opérations réalisées montrent une densité des logements relativement basse, autour de 6 logements à l'hectare dans le bourg, et plus proche de 4 logements à l'hectare sur les coteaux.

Sur une douzaine d'année la consommation foncière du POS a donc été de l'ordre de **48%**. Ce chiffre est conforme à ceux rencontrés sur d'autres territoires sur des durées équivalentes.

En 2012 les surfaces encore disponibles du POS sont les suivantes :

- Bourg : 22,8 ha
- Coteaux : 2,7 ha

3.1.4 Le zonage du présent PLU

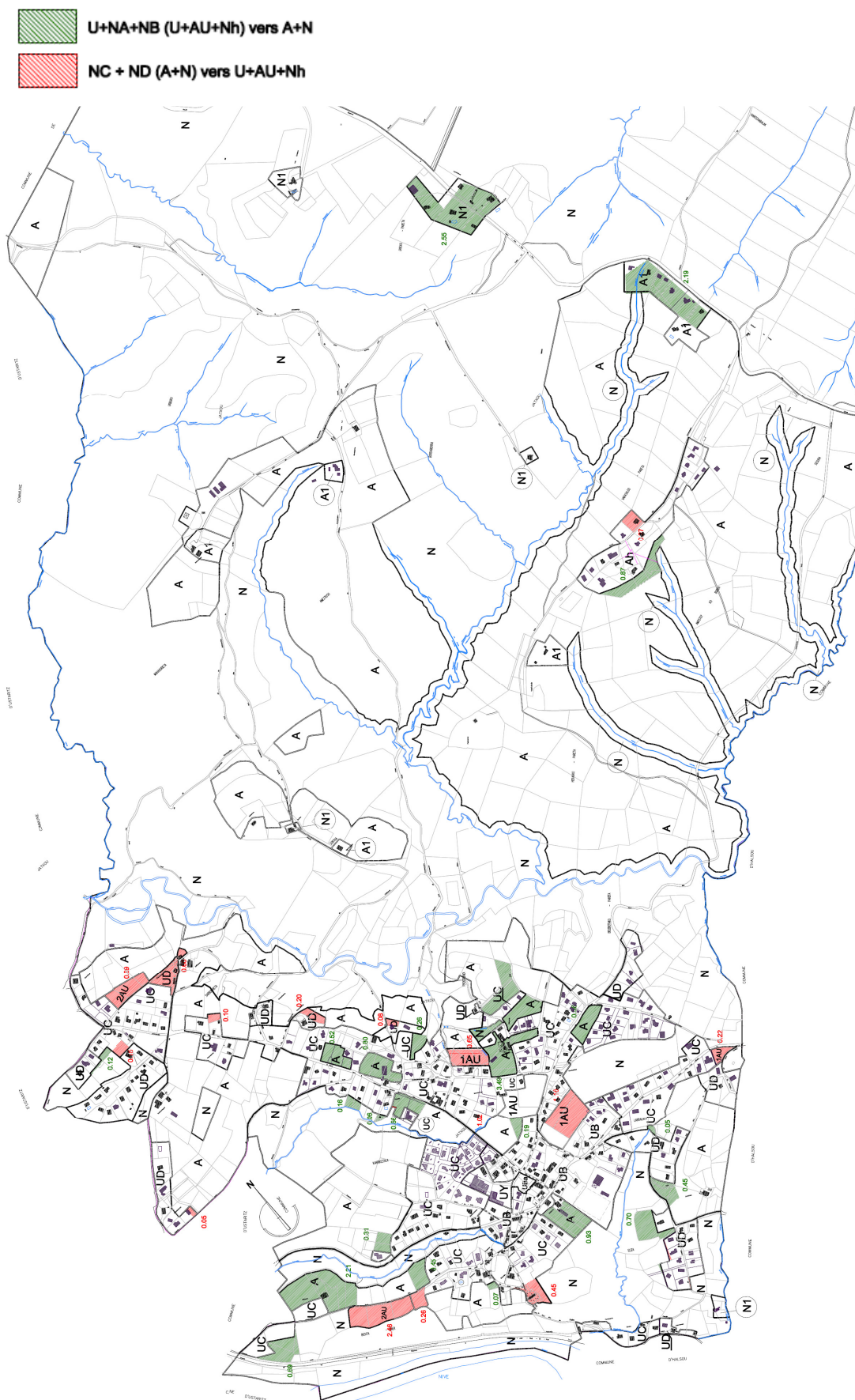


3.1.5 La superficie des différentes zones du présent PLU

Zones	Secteurs	Superficies en hectares	Pourcentage commune
UB	UB	12,01	0,9
	UBa	0,29	
	Total	12,30	
UC		51,75	3,7
UD		15,71	1,1
UY		1,09	0,1
1 AU		3,85	0,3
2 AU		1,99	0,1
A	A	492,56	36,1
	A1	5,96	
	Ah	5,37	
	Total	503,63	
N	N	795,77	57,5
	N1	9,16	
	Nq	0,75	
	Total	805,68	
TOTAL		1396,00	100,0

Le zonage du présent PLU reflète les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement durables et, au-delà, les évolutions législatives et réglementaires issues de la loi du 12 juillet 2010 portant « engagement national pour l'environnement » dite Grenelle 2.

3.1.6 Ventilation dans le PLU des surfaces du POS devenant « constructibles », ou qui ne le sont plus



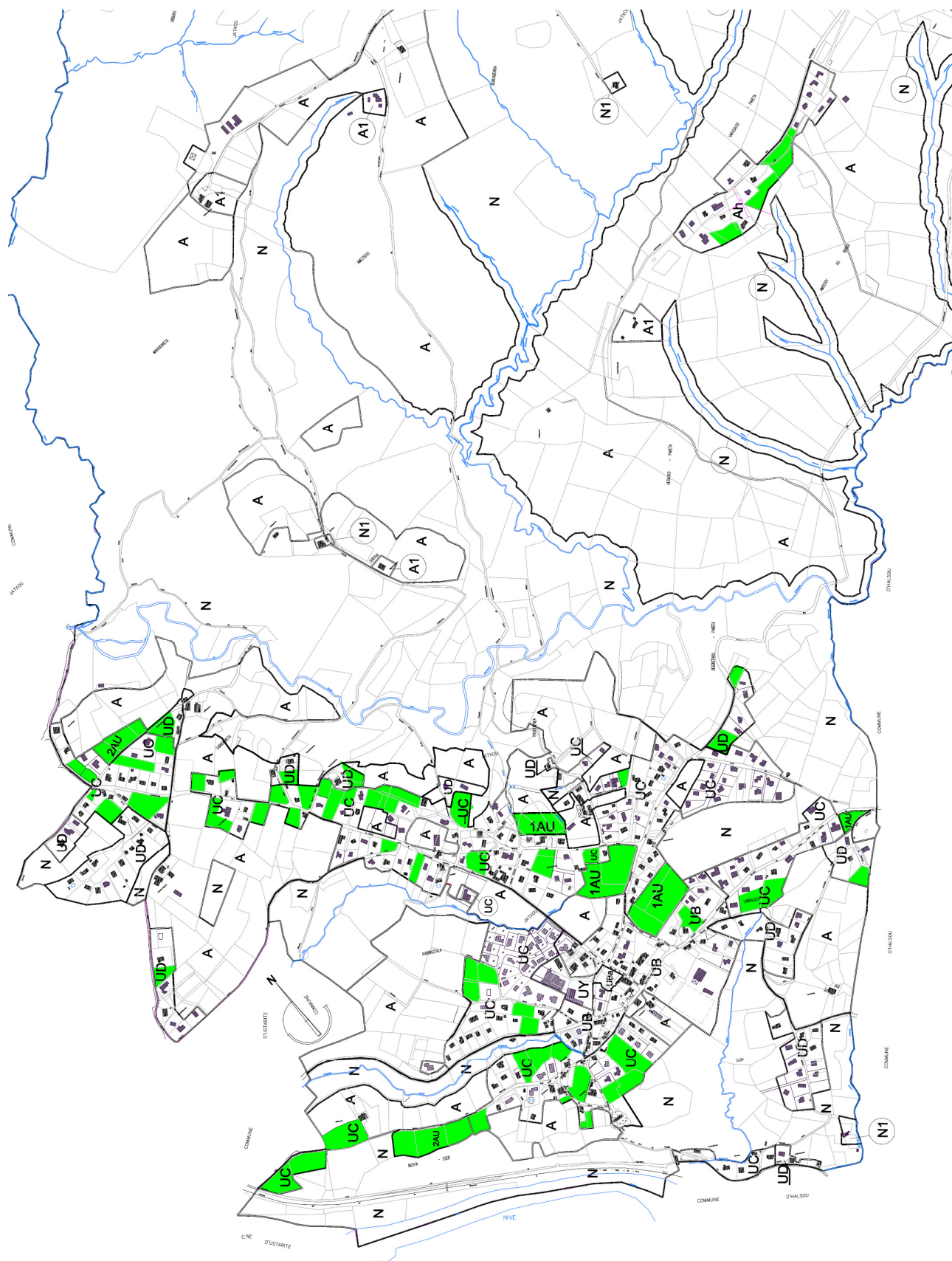
Des terrains en zones dites inconstructibles dans le POS le deviennent dans le présent PLU. Ces terrains couvrent une superficie de 7,4 hectares.

A contrario, des terrains en zones dites constructibles dans le POS sont reversés en zones inconstructibles dans le présent PLU, du fait de leur usage agricole ou de leur caractère naturel. Ces terrains couvrent une superficie de 17,6 hectares.

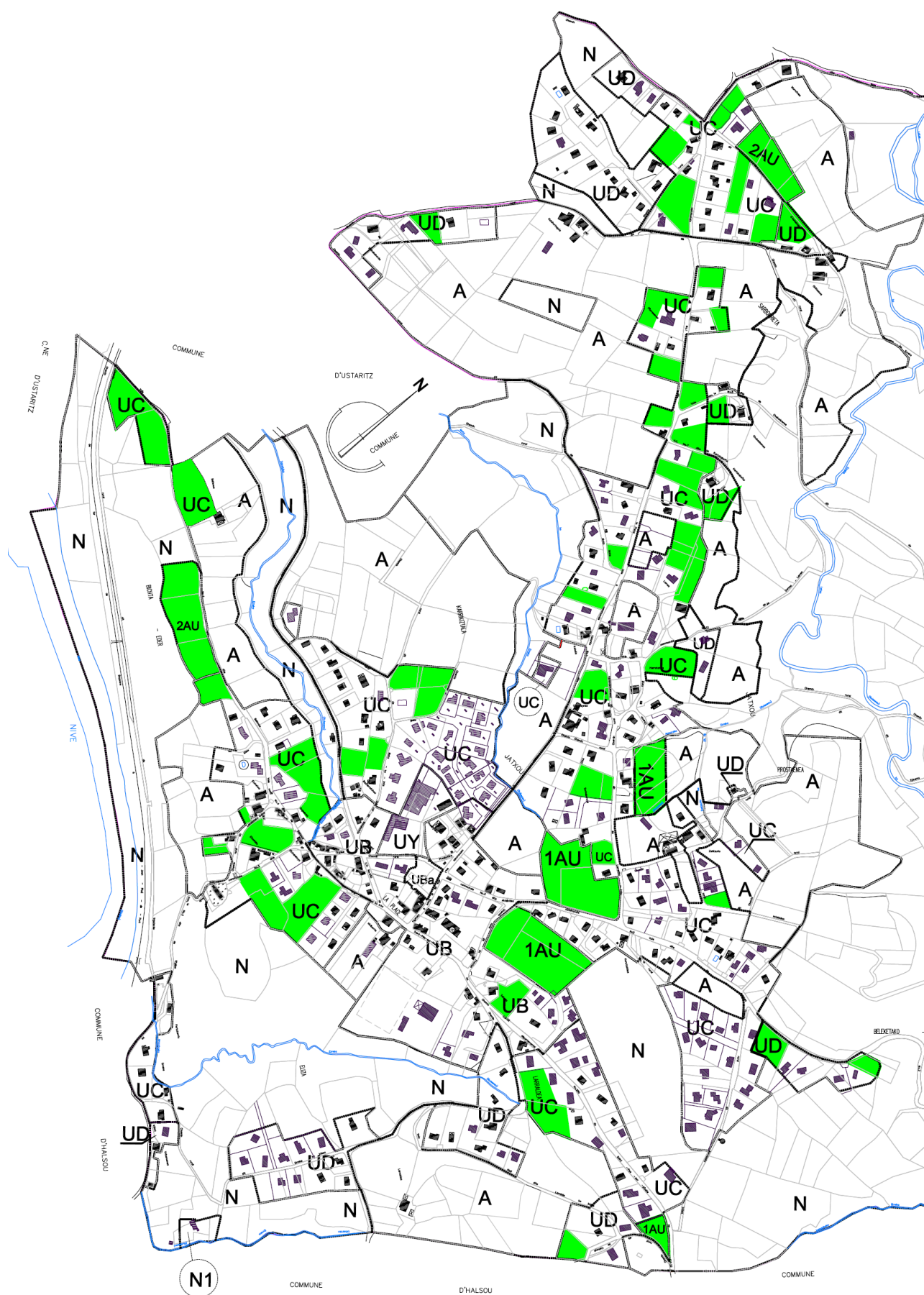
Le bilan est donc très largement vers une limitation de la consommation urbaine.

3.2 Les surfaces disponibles

Les surfaces disponibles dans le PLU.



Zoom sur le centre-bourg.



3.3 Appréhension de la capacité d'accueil

3.3.1 Le besoins en logements

3.3.1.1 Le maintien de la population

Dans le département en 2010 le nombre de personnes par ménage est de 2,2. En 2010, Jatxou comptait 1099 habitants pour 396 résidences principales, soit 2,78 habitant/logt. Comme évoqué page 10, on peut penser que le nombre de personnes par logement va suivre la tendance actuelle et continuer sa diminution, et qu'à l'horizon d'une décennie la moyenne sera de l'ordre de 2,4 personnes/logement (ce qui reste encore supérieur à la moyenne nationale). Ceci est d'autant plus vrai à Jatxou que l'ambition est bien de conduire à une offre diversifiée, en particulier sur du logement plus petit que celui aujourd'hui majoritairement présent sur la commune.

Dans l'hypothèse d'une tendance à l'évolution vers cette valeur, cela conduit à : 396 logements X 2,4 personnes soit 950 habitants. Il faut donc créer des logements pour compenser le phénomène de "desserrement" des ménages, ce qui correspond au nombre théorique de logements nécessaires au simple maintien de la population : $1068 - 950 = 118$ habitants. Avec un ratio de 2,4 habitants par logements, ceci représente $118 / 2,4 = 49$ logements

Pour compenser le « desserrement » il faut donc 49 logements.

3.3.1.2 L'augmentation de population

L'évaluation des besoins retient une hypothèse d'environ 1350 habitants à terme. Le nombre de logements nécessaires à cette augmentation de population est estimé comme suit :

Augmentation démographique égale à $1350 - 1099$ (population actuelle) = 251 habitants

Sur la base de 2,4 habitants/logements, il est nécessaire de réaliser $251/2,4 = 105$ logements.

3.3.1.3 Le besoin total en logements

Le besoin total en logements est donc de 49 (desserrement) plus 105 (augmentation de population), soit 154 logements. Bien entendu, ce chiffre ne doit pas être pris comme une valeur stricte mais comme un ordre de grandeur, dans le cas présent de l'ordre de 170 logements, permettant de vérifier l'adéquation de la capacité d'accueil du PLU avec les besoins.

3.3.2 La capacité d'accueil

Une analyse a été menée sur les terrains disponibles dans le projet de PLU, en délimitant des secteurs et en estimant pour chacun d'entre eux une densité moyenne.

Les clefs d'analyse sont les suivantes :

- une densité moyenne de 15 logements/hectare pour les maisons individuelles en assainissement collectif dans le bourg, 12 logements/hectares pour les terrains jouxtant le centre bourg, 10 pour les terrains plus éloignés ;
- une densité de 5 logements/hectares pour les quelques terrains situés dans les coteaux
- une densité de 25 logements/hectare pour les opérations en centre bourg amenées à être densifiées et objet d'orientations d'aménagement ;
- les zones 2AU (5,4 hectares) sont comptabilisées dans la capacité d'accueil ;
- il été déduit 10% de surfaces de voirie et/ou d'espaces verts, pour les opérations d'aménagement du centre bourg et lorsque la configuration des terrains amène à prévoir une desserte commune. Ce chiffre de 10% est inférieur au chiffre habituellement retenu, qui est de 20%.¹, mais la commune se place dans une perspective d'optimisation des surfaces disponibles afin d'économiser de l'espace.

¹ Protéger les espaces agricoles et naturels face au développement urbain, Philippe Balny, Olivier Beth et Eric Verlhac, Conseil général de l'agriculture de l'alimentation et des espaces ruraux (Ministère de l'Agriculture et de la Pêche) et Conseil général de l'Environnement et du développement durable (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable), mai 2009.

Le projet de PLU offre 19,55 hectares disponibles, à comparer avec les 25 hectares encore disponibles dans le POS. Une partie de ces 19 hectares ne sera pas consommée (jardins, usage agricole, rétention foncière, fiscalité...). La consommation foncière correspond à la superficie réellement utilisée. A titre de comparaison, elle a été d'environ 50% des superficies offerts à la construction dans le POS (sur 2 hectares disponibles dans le POS, 1 hectare a été réellement consommé). Le PLU ayant un objectif de gestion économe de l'espace, l'hypothèse retenue est une consommation foncière de 70% (soit une rétention foncière de 30%), largement supérieure à celle observée dans le POS. Concrètement, cela conduit à définir moins de superficies constructibles dans le PLU pour atteindre le même objectif.

Cette superficie de 19,55 hectares, après application des clefs d'analyse évoquée précédemment et de la consommation foncière de 70% représente alors 178 logements, qui sont en cohérence avec les besoins chiffrés évoqués au point 3.3.1.1

La densité en nette augmentation :

- suppose une densification à proximité immédiate du bourg.
- reste cohérente avec la forme urbaine observée (essentiellement de la maison individuelle)

On peut noter également que 17,6 hectares aujourd'hui ouverts à l'urbanisation sont reversés en zones ou secteurs A ou N, ce chiffres se décomposant comme suit :

- 2,44 hectares sont reversés en N
- 10,40 hectares sont reversés en A
- 2,19 hectares sont reversés en A1 (annexes possibles, pas d'urbanisation supplémentaire)
- 2,55 hectares sont reversés en N1 (annexes possibles, pas d'urbanisation supplémentaire)

4 LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

4.1 Les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.)

Les éléments de diagnostic et les prévisions de développement évoqués précédemment ont conduit la Commune à appuyer le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) sur les éléments ci-après

4.1.1 Au regard de la dynamique démographique

4.1.1.1 Offrir les conditions d'une dynamique démographique soutenue

La commune de Jatxou est située dans l'aire d'attraction du pôle urbain de la côte basque, secteur très attractif où l'accueil de populations nouvelles reste très élevé.

En effet la croissance démographique est de retour depuis 50 ans, mais elle reste toujours aléatoire et le maintien de certains équipements (l'école par exemple) dépend naturellement d'une croissance de la population.

La commune s'est fixé une perspective démographique de l'ordre de **1350 à 1400 habitants à une échéance de 10 ans**, ce qui correspond à une augmentation de population cohérente avec la croissance actuelle et celle constaté sur des communes similaires du secteur.

Cette croissance se justifie également par la volonté de permettre de rééquilibrer la répartition de la population entre les générations.

4.1.1.2 Promouvoir différentes formes d'habiter

Pour pouvoir accueillir de nouveaux habitants dans le contexte de la proximité de la côte Basque, il est nécessaire de proposer toutes les formes d'habiter. Les zones constructibles doivent permettre l'implantation de maisons individuelles comme d'immeubles collectifs (à l'échelle de la commune). En effet, l'urbanisation des dernières décennies tend vers le mono produit « propriétaire en maison individuelle »

De même, la promotion doit être faite tant sur l'accession à la propriété que sur la location, qu'elle soit sociale ou non. Les futurs quartiers doivent permettre de proposer toutes les formes d'habiter afin de répondre à un objectif de mixité sociale et générationnelle.

Un plus large éventail de formes et de types d'habitat permet de favoriser un parcours d'accession à la propriété (jeunes, faibles revenus), ou d'adapter les besoins aux seniors.

Cet ensemble d'objectifs se justifie donc pour poursuivre la sortie de la tendance au mono produit et cela dans un contexte national de promotion de la mixité sociale et de l'habitat.

4.1.2 Au regard de la dynamique économique

4.1.2.1 2.4. Maintien d'une zone d'activité

Hormis des commerces et des services de proximité dans le bourg, la commune souhaite également maintenir l'activité industrielle ou artisanale qui existe sur son territoire, particulièrement au centre bourg.

Elle est peu importante sur la commune et sa présence permet de garder un éventail d'activités économiques

4.1.2.2 2.3. Pérenniser l'agriculture existante

La commune de Jatxou est d'abord un territoire de coteaux dont les versants se répartissent entre espaces agricoles, boisés et naturels. Si l'homme a totalement façonné le paysage, sa présence, traduite dans son habitat, est limitée dans l'espace. Aujourd'hui encore, l'espace est très largement exploité par des agriculteurs (prairies essentiellement).

La commune souhaite préserver cet équilibre et donc limiter l'urbanisation susceptible de compromettre la pérennisation, voire le développement de ces activités encore présente sur la commune. Ce choix s'explique par le contexte de forte demande immobilière sur la côte basque qui rentre en contradiction avec le choix national de pérennisation de l'agriculture (loi d'engagement national pour l'agriculture).

La vocation agricole ou forestière dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est préservée. Les orientations d'urbanisation retenues ne compromettent pas les exploitations existantes des coteaux, voire sur le bourg. Les zones constructibles respectent globalement les périmètres de réciprocité d'implantation à plus de 50 mètres (ou 100 mètres) pour les exploitations dans les coteaux. Les créations et extensions d'exploitations agricoles y sont privilégiées.

Ces éléments sont les moyens à l'échelle du PLU de maintenir une agriculture dans un contexte de croissance démographique fort.

4.1.3 Au regard de la protection de l'environnement

Il convient de délimiter des zones d'expansion urbaine, la production de terrains aménagés restant l'un des principaux moyens susceptibles d'être mobilisés pour accueillir une population nouvelle et permettre le développement communal.

Les zones naturelles ou agricoles représentant plus de 92 % du territoire communal et la quasi totalité de ces espaces ne pouvant évidemment être considérée comme constructible, il est nécessaire d'opérer des choix quant aux secteurs de la commune qui sont le mieux adaptés pour porter le développement urbain des prochaines années.

Compte tenu des besoins en surfaces constructibles (Cf. chapitre 3.3.2), les sites que la commune a souhaité classer comme pouvant être urbanisés répondent à un faisceau d'indications qui peut être ainsi résumé ci-dessous.

4.1.3.1 1.1. Préserver les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel de la commune

Parce qu'ils constituent une part importante de l'identité culturelle locale sur laquelle doit pouvoir s'appuyer un développement durable, les coteaux, les bois ainsi que les espaces autour des fermes, mis en valeur par l'agriculture et l'élevage, doivent conserver leur vocation principale agricole ou sylvestre.

4.1.3.2 1.3. Limiter l'habitat diffus dans les écarts des coteaux aux secteurs déjà urbanisés

La volonté délibérée de la commune est de circonscrire l'essentiel de l'urbanisation autour du bourg. En effet, le mitage peut avoir un coût pour la collectivité (réseaux, voiries...). Cette urbanisation n'est plus adaptée à un développement durable.

Cependant, les résidents des écarts doivent pouvoir y améliorer la qualité de leur vie. Il convient donc de leur donner les facultés d'aménager, de restaurer, d'étendre ou de transformer une construction existante.

Pour permettre cette gestion des résidences sur les écarts des coteaux, sans compromettre le développement de l'agriculture ou l'empiétement sur les espaces naturels, le bâti existant non agricole doit faire l'objet d'un zonage qui prévienne les conflits d'usage.

4.1.4 Au regard de la protection des paysages

4.1.4.1 Maintenir les composantes majeures du paysage communal

Aucun développement urbain n'est prévu sur le territoire communal hormis en extension du bourg actuel et du groupement d'habitations déjà constitué au cœur des coteaux. Les autres secteurs mis en valeur par l'exploitation agricole ne connaîtront pas de développement urbain. Les espaces autour des cours d'eau et les grands bois ont vocation à rester en espace naturel.

Ainsi, les 3 types d'espaces significatifs (boisés, agricoles et urbains) sont maintenus dans des proportions équilibrées au regard du précédent zonage. Cet objectif s'explique par la volonté de préserver la répartition des destinations du sol qui fonde les caractéristiques paysagères de la commune, dans une logique de préservation de son identité.

4.1.4.2 3.5. Valoriser le bourg (patrimoine bâti, espaces publics, offre de services...)

Le village de Jatxou a largement évolué depuis les années 1960 en raison du fort accroissement de sa population (développement de lotissements davantage en périphérie du bourg ancien, ou d'habitat isolé). Aussi, la trame bâtie est-elle largement modifiée depuis cette époque. Toutefois, certaines anciennes fermes qui donnent sur la voirie doivent perdurer en l'état sans avoir à subir de modifications en raison du réseau viaire existant. De même, le bâti, assez allégé dès l'origine, même s'il mérite d'être densifié, doit garder des respirations et des cheminements "naturels".

Cette orientation doit permettre à la fois de répondre à l'objectif de densification du bâti dans le cadre d'une économie du foncier (objectif de développement durable) et à celui de la préservation de son identité paysagère et patrimoniale

4.1.5 Au regard des objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'étalement urbain

4.1.5.1 2.2. Favoriser une gestion économe de l'espace sur le territoire communal

Par ses choix d'aménagement, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Jatxou s'attache à favoriser la gestion économe de l'espace sur le territoire communal. Les disponibilités foncières pour le développement de l'urbanisation (habitat, activités, équipements et services) sont situées pour l'essentiel dans l'enveloppe des zones constructibles du précédent Plan d'Occupation des Sols (POS). Sur les coteaux, l'urbanisation sera restreinte.

Cet objectif s'explique par la volonté de garder, de respecter les grands équilibres entre espaces naturels, agricoles et urbanisés. La mise en œuvre des objectifs du Plan Local d'Urbanisme (PLU) n'aura pas d'impact sur la morphologie, les usages et la perception du territoire communal dans les années futures.

4.1.5.2 3.3 Conforter le bourg et ses abords pour profiter des réseaux existants

La grande majorité des habitants réside au bourg ou à proximité ; c'est donc dans cet espace que les extensions urbaines doivent être poursuivies. Cela permettra non seulement de préserver le reste du territoire communal mais aussi de profiter des équipements de superstructure et d'infrastructure au niveau du "village", particulièrement le réseau d'assainissement collectif.

Les extensions du bourg sont conditionnées par leur desserte par les réseaux : de grandes parcelles doivent être désenclavées. Pour assurer la continuité architecturale avec le bourg, une attention toute singulière devra être accordée sur les zones de liaison avec le bâti existant.

Cet objectif répond au double choix suivant : limiter l'urbanisation sur de trop longs linéaires liée à de grandes extensions de réseaux, peu propice à la densification du bâti ; mais également de limiter les coûts d'urbanisation pour la collectivité.

4.1.6 Au regard des besoins en équipements de la Commune

4.1.6.1 Améliorer le maillage des voies urbaines

Bien que la commune ne connaisse pas de situation d'engorgement notable, les caractéristiques du tissu urbain et les contraintes géographiques locales compliquent les déplacements dans le bourg. Le développement de l'urbanisation sera conditionné à la réalisation de voiries offrant des possibilités de maillage avec le réseau routier existant. Ce choix s'explique par la volonté d'améliorer les conditions de circulation dans le bourg.

4.1.6.2 3.2. Faciliter les déplacements piétons et cyclistes dans l'agglomération

La commune souhaite mettre à profit les nombreuses possibilités d'urbanisation encore présentes dans le bourg pour organiser des liaisons douces facilitant les déplacements piétons ou cyclistes.

Ce choix s'explique par la volonté de limiter autant que possible la circulation automobile à l'échelle de son territoire et de favoriser l'émergence de nouvelles pratiques "éco-citoyennes",

4.2 Les motifs de la délimitation des zones et des règles qui y sont applicables

4.2.1 Les zones urbaines (zones U)

Sont classées en zones urbaines les parties du territoire communal déjà urbanisées et celles où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Différentes zones urbaines ont été délimitées, présentant les caractéristiques suivantes :

- La zone UB, correspond au bourg dans sa partie la plus ancienne ; elle comprend un secteur UBa destiné à accueillir une opération mixant habitat et commerces. Le tissu urbain y est moins distendu que sur le reste du bourg, il comprend aussi de nombreux équipements publics. La zone UB couvre environ 12,3 hectares, et comprend un secteur UBa (0,29 hectares) qui fait l'objet d'une orientation d'aménagement ;
- La zone UC correspond aux extensions du bourg desservies par l'assainissement collectif. La forme urbaine y est à dominante pavillonnaire. La zone UC couvre environ 51,75 hectares, soit environ 60 % des zones constructibles ;
- La zone UD correspond aux extensions du bourg non desservies par l'assainissement collectif. La forme urbaine y est à dominante pavillonnaire. La zone UD couvre environ 15,71 hectares ;
- La zone UY, correspond aux terrains réservés au développement économique dans le centre bourg. La zone UY couvre environ 1,09 hectare.

Ces zones U sont desservies par des réseaux d'eau potable et d'électricité en mesure de desservir les futures constructions, sous réserve de renforcements. Elles sont équipées d'un réseau d'assainissement collectif (progressivement mis aux normes) auquel les constructions ont obligation d'être raccordées, à l'exception des zones UD où, dans l'attente d'un équipement en réseau d'assainissement collectif qui pourrait se faire progressivement au cours des prochaines années sur certaines de ces zones, la mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement autonome est autorisé dans les conditions réglementaires de protection du milieu et de la salubrité publique.

4.2.1.1 La destination et la nature des constructions autorisées dans les différentes zones U

Les zones UB, UC, UD et UY sont destinées à accueillir l'ensemble des fonctions qui sont habituellement rencontrées en agglomération urbaine (logements, activités commerciales et artisanales, bureaux, services, équipements, loisirs...). Il s'agit de favoriser une pluralité d'usages et une diversité des types d'habitat propice à la mixité sociale particulièrement sur le secteur UBa. La zone UY, délimitée autour d'une entreprise au centre du bourg est réservée aux activités. Les limites à l'utilisation du sol sont celles de l'incompatibilité avec l'habitat pour des raisons de nuisances ou de risques, ou d'inadaptation aux infrastructures.

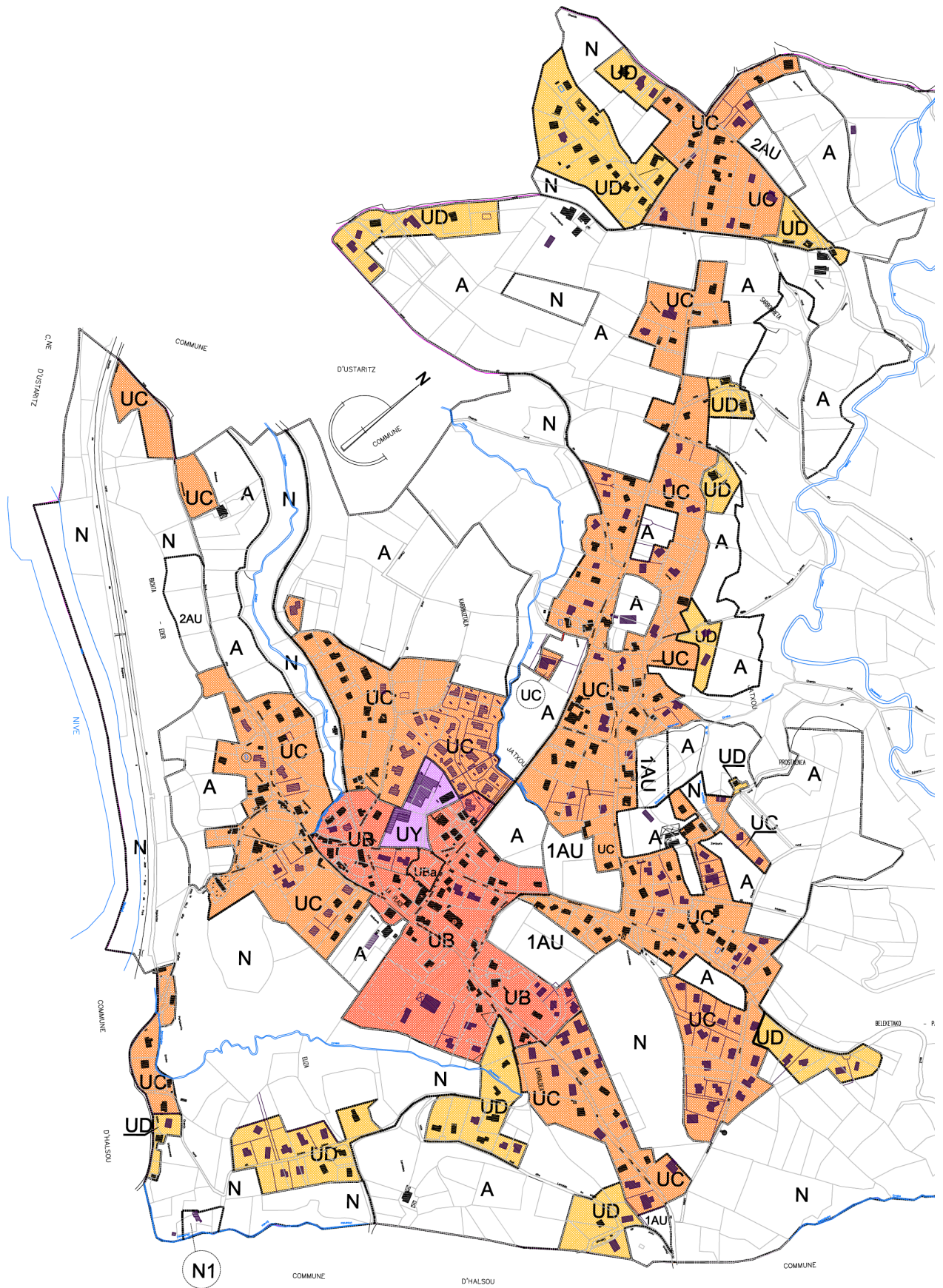
Dans les zones UB, UC et UD, certaines occupations du sol (les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes, les campings, entreprises industrielles, loisirs motorisés, HLL...) ne sont pas autorisées car inadaptées à des zones de centralité urbaine en raison de la densité des constructions et de la difficulté d'assurer une insertion harmonieuse dans le milieu environnant (au regard notamment des préoccupations de valorisation du patrimoine architectural et de préservation du paysage urbain).

Dans la zone UY, par contre, c'est essentiellement l'habitat qui est proscrit car incompatible avec des activités industrielles, artisanales. Sont également interdits certains dépôts.

4.2.1.2 Les conditions d'accès et de desserte des terrains par les voies et de raccordement aux réseaux

Les règles d'accès et de desserte des propriétés par les voies visent une prise en compte des problèmes de circulation publique, de sécurité ou de fonctionnement des services publics. En particulier, dans les zones UC et UD, dans le cas de terrains desservis par plusieurs voies, l'accès par véhicule aux constructions pourra être imposé depuis la voie où la gêne pour la circulation ou le stationnement des véhicules sera la moindre.

Carte des zones U



Pour garantir l'application de ces dispositions à l'intérieur d'une même opération, ces règles d'accès et de desserte des terrains par les voies est appréciée au regard de l'ensemble des terrains divisés dans le cadre d'un permis d'aménager (ou d'une déclaration préalable) portant sur un lotissement ou dans le cadre d'un permis de construire un ensemble de bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division.

Enfin, pour la zone UY, une largeur d'accès est fixée, des aires de retournement sont imposées au regard de l'importance des opérations de construction et du trafic poids-lourds que peut engendrer une activité.

Quant à la desserte des terrains par les réseaux, les conditions de raccordement sont légitimées par des préoccupations de salubrité publique, de protection de l'environnement et, s'agissant des réseaux électriques, de préservation des paysages urbains.

En ce qui concerne l'assainissement des constructions, le règlement prévoit dans le secteur UD la possibilité de mettre en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome dans l'attente éventuelle de la réalisation du réseau d'assainissement collectif.

Par ailleurs, à partir du moment où un projet conduit à une imperméabilisation des sols, la gestion des eaux pluviales doit être assurée de façon à ne pas aggraver les effets du ruissellement pluvial sur le régime et la qualité des eaux. Des dispositifs de rétention ou d'infiltration doivent permettre de régulariser les débits reçus des surfaces imperméabilisées avant dispersion dans le sol ou rejet sur le domaine public ou dans le milieu hydraulique superficiel afin de préserver à l'aval du terrain un débit et une qualité des eaux identiques à ceux qui préexistaient avant l'opération.

4.2.1.3 Les caractéristiques des terrains

Dans l'attente de la réalisation du réseau d'assainissement collectif dans la zone UD et pour des raisons de salubrité publique, les terrains faisant l'objet d'un projet de construction ou d'aménagement doivent être suffisamment grands pour permettre la réalisation, en dehors de l'emprise de toute construction, d'un assainissement autonome répondant aux conditions réglementaires de protection du milieu et de la salubrité publique.

4.2.1.4 Les conditions d'implantation et de dimensions des constructions

Les règles qui ont une incidence sur la forme urbaine justifient en grande partie la distinction faite entre les zones UB, UC, UD et la zone UY. Pour les 3 premières citées, les constructions peuvent être à l'alignement et à la limite séparative (latérale seulement pour les zones UC et UD moins denses) ou en retrait de 3 mètres minimum, afin d'éviter la formation d'espaces résiduels inaccessibles ou difficiles à entretenir. Des exceptions aux règles sont possibles pour faciliter l'évolution des bâtiments existants ou pour permettre l'implantation d'annexes.

Par contre sur la zone UY, du fait de la nature du bâti de la zone, le retrait de l'alignement est d'au moins 5 mètres. Il est possible, par contre une implantation à la limite séparative ou en retrait de 5 mètres.

Ces règles d'implantations sont issues des pratiques constatées sur les différents quartiers du bourg de Jatxou. Elles sont relativement souples pour s'adapter aux différentes situations rencontrées.

Afin que l'ensemble des dispositions d'implantation par rapport aux voies et aux limites séparatives s'appliquent de façon homogène sur l'ensemble des zones concernées, elles sont applicables aux divisions foncières réalisées dans le cadre d'un permis d'aménager (ou d'une déclaration préalable) portant sur un lotissement ou dans le cadre d'un permis de construire un ensemble de bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division.

Une règle fixant la hauteur maximale des constructions à 12 mètres en zone UB et 10 mètres en zones UC et UD (en référence à la majorité des bâtiments formant le bourg ancien et ses extensions) complète les dispositions déterminant le gabarit des constructions. Une exception est faite pour l'extension des constructions existantes qui présentent une hauteur supérieure.

Les annexes sont généralement plus basses, aussi elles sont limitées à 6 mètres en zones UB et UC et 5 mètres en zone UD. Du fait du caractère de la zone UY, les constructions sont limitées à une hauteur de 12 mètres.

Par ailleurs, les équipements publics ou d'intérêt collectif échappent à ces prescriptions de hauteur sous réserve de ne pas affecter l'utilisation des terrains voisins.

4.2.1.5 L'aspect des constructions et l'aménagement de leurs abords. les obligations en matière d'espaces libres, aires de jeux et plantations

Aux dispositions concernant l'implantation s'ajoutent celles portant sur l'aspect des constructions nouvelles (la forme et la couleur des toitures, le traitement des façades et des clôtures) qui sont destinées à assurer une insertion harmonieuse avec les différents quartiers concernés. Il s'agit principalement, en réglementant l'aspect des toitures, de préserver le paysage qui se dessine à l'échelle des perspectives lointaines. Les possibilités de construire sont identiques sur l'ensemble des zones, à l'exception de la zone UY (bâtiments d'activités), parce que le village de Jatxou est homogène. Afin de préserver le style local, les règles de pentes de toitures et leur couleur, les règles de couleur de façades et des ouvertures, sont d'inspiration Basque traditionnelle. Cela n'exclut pas une certaine modernité sur les bâtiments.

Sur la zone UY, les règles d'aspect sont partiellement reprises afin de garder une homogénéité avec l'ensemble du bourg, tout en étant moins contraignant afin de s'adapté à des bâtiments d'activité contemporains.

A noter que pour favoriser l'utilisation des énergies renouvelables, l'installation de panneaux solaires en toiture est autorisée, sous réserve d'une bonne intégration.

Enfin, des règles de forme et de hauteur des clôtures sont définies, plus ou moins contraignantes selon les zones, la encore les zones UB, UC et UD se distinguent de la zone UY. Le but est de favoriser une simplicité d'aspect pour ce type de construction qui joue un rôle important dans la perception des paysages.

Pour des raisons déjà évoquées précédemment, les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumis à la plupart de ces règles. Leur architecture, leurs dimensions et leur aspect extérieur doivent néanmoins composer avec le cadre environnant et ne pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

S'agissant du traitement des espaces libres, des aires de loisirs et des plantations, des règles sont prescrites en zones UY seulement afin d'imposer si nécessaire des plantations pour occulter les dépôts de matériaux à l'air libre.

4.2.1.6 Les obligations en matière de stationnement

Dans les zones UB, UC et UD, les prescriptions en matière de stationnement assujettissent la réalisation des nouvelles constructions aux besoins identifiés du projet. Toutefois, il est précisé un nombre de places de stationnement au regard de la surface et également de la nature de l'usage de la construction. En ce qui concerne l'habitat, les dispositions sont adaptées dans le cas de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat pour lesquels une seule aire de stationnement est demandée par logement neuf.

Sur la zone UY, il est précisé que le dimensionnement des aires de stationnement doit prendre en compte à la fois les véhicules de services, ceux des employés et ceux des visiteurs. Il est tout de même fixé des tailles minimum d'aire de stationnement au regard de la taille des surfaces des constructions et selon leur usage.

4.2.1.7 Les limites de densité des constructions

La zone UB correspond au cœur du bourg, la zone UC à ses extensions et la zone UD à des extensions hors assainissement collectif. Aussi, les densités ne sont pas les mêmes pour chacune de ces zones. Le coefficient d'occupation des sols (COS) sera nettement plus important que celui de la zone UC, qui lui est légèrement plus élevé que celui de la zone UD.

Au regard de la nature de la zone UY, il n'est pas apparu opportun de fixer un COS.

4.2.2 Les zones à urbaniser (zones AU)

Sont classées en zones à urbaniser les parties du territoire communal à caractère naturel dominant destinées à être ouvertes à l'urbanisation dès l'approbation du PLU. Différents secteurs ont été délimités permettant d'adapter les règles d'aménagements aux spécificités de chaque site.

Les zones 1AU, qui disposent d'un règlement et, pour un certain nombre d'entre elles, d'orientations d'aménagement, permettant l'aménagement et l'équipement de la zone dès l'approbation du PLU. Il s'agit de secteurs situés dans l'enveloppe urbaine ou contigus à l'agglomération, jusqu'ici agricoles ou maintenus en prairie et dont la vocation agricole ou naturelle est compromise par l'environnement urbain et ses besoins d'expansion (mitage progressif des terres, problèmes d'accessibilité, de voisinage, artificialisation des sites...). Quatre zones 1AU ont été délimitées qui couvrent une superficie de 3,85 hectares.

Deux sont au centre bourg, elles favorisent un développement urbain en « épaisseur » par rapport aux voiries et réseaux publics de l'agglomération (plutôt qu'une urbanisation linéaire le long des voies communales) et sont imbriquées dans le tissu urbain existant. Elles font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation.

Ces terrains répondent idéalement aux conditions requises pour satisfaire aux besoins futurs de la Commune en matière d'habitat (notamment en terme de cohérence de fonctionnement urbain, de gestion des équipements publics et de paysage), la production de foncier aménagé restant l'un des principaux moyens susceptibles d'être mobilisés pour accueillir une population nouvelle et permettre le développement communal.

Deux autres sont en limite du bourg existant.

Les zones 2AU, dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision ultérieure du PLU. Elles délimitent des terrains situés en continuité de l'agglomération, souvent sur des terrains largement bâtis autour, sur une superficie de 1,99 hectares, destinés à permettre le développement urbain à moyen terme.

Bien qu'actuellement cultivés ou pâturés, ces terrains répondent idéalement aux conditions requises pour satisfaire aux besoins futurs de la Commune en matière d'habitat (notamment en terme de cohérence de fonctionnement urbain, de gestion des équipements publics et de paysage), la production de foncier aménagé restant l'un des principaux moyens susceptibles d'être mobilisés pour accueillir une population nouvelle et permettre le développement communal.

4.2.2.1 Les zones à urbaniser sans fonction spécifique (1AU, 2AU)

Actuellement non équipés ou sous-équipés, les terrains situés en zones 1AU peuvent être urbanisés dès la réalisation des voies et des réseaux indispensables à leur viabilité.

En zones 2AU, l'ouverture à l'urbanisation nécessite la modification ou la révision du présent PLU, étape qui permettra de définir les modalités d'aménagement et de construction dans la zone.

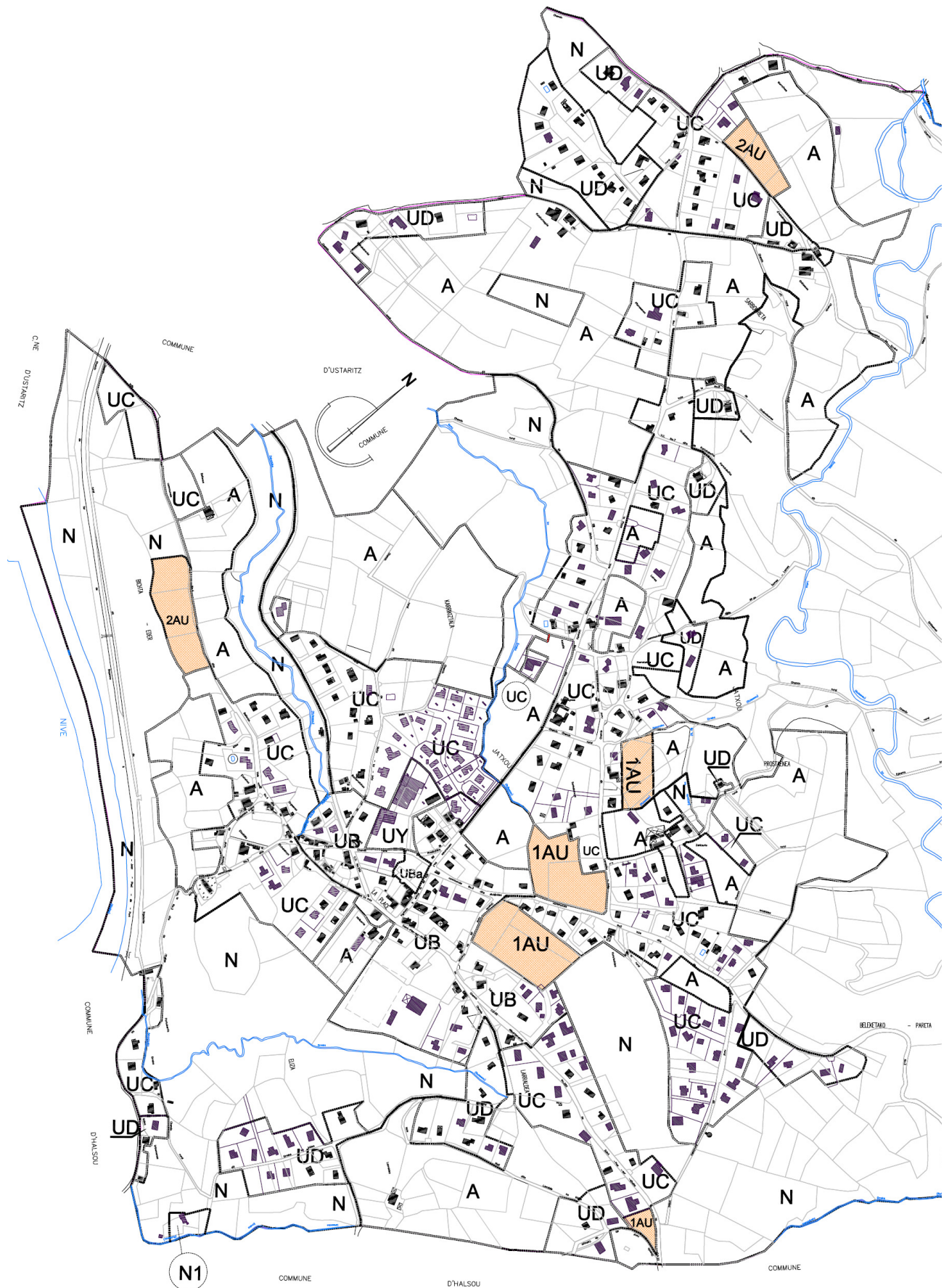
4.2.2.2 La destination et la nature des constructions autorisées dans les zones 1AU

La vocation des zones AU ne diffère pas de celle des zones UB, UC et UD. Elles peuvent ainsi accueillir l'ensemble des fonctions qui sont habituellement rencontrées en agglomération urbaine (logements, activités commerciales et artisanales, bureaux, services, équipements, loisirs...), encadrées par les mêmes limites de nuisances, de risques ou d'insertion dans le milieu environnant. Toutefois, à cela se rajoute l'interdiction stricte des bâtiments agricoles, à la différence du bourg existant qui en possède encore.

Compte tenu aux enjeux d'aménagement qui caractérise certains quartiers, les terrains qui y sont classés en zone à urbaniser sont conditionnés à l'obligation d'être compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation permettant d'avoir une cohérence à l'échelle de l'ensemble du périmètre concerné.

Pour le reste de la zone, la réalisation des projets est néanmoins conditionnée à celle des équipements internes à chacun des périmètres délimités, au fur et à mesure de leur achèvement ou par le biais d'opérations d'aménagement.

Carte des zones AU



4.2.2.3 Les conditions d'accès et de desserte des terrains par les voies et de raccordement aux réseaux

Les règles en matière d'accès et de desserte ne diffèrent pas de celles des zones U. Néanmoins, le règlement de la zone rappelle, en préambule, l'existence d'orientations d'aménagement avec lesquelles tout projet doit, le cas échéant, être compatible, en particulier en ce qui concerne les indications de voirie.

Délimitées en continuité des quartiers agglomérés de la Commune, les zones 1AU sont soumises aux mêmes conditions de desserte des terrains par les réseaux publics que les zones U sauf en matière d'assainissement où le raccordement au réseau public d'eaux usées est imposé dès l'aménagement des zones concernées.

4.2.2.4 Les caractéristiques des terrains

Aucune superficie minimale des terrains constructibles n'est fixée dans les zones AU, les conditions d'assainissement et l'absence d'urbanisation traditionnelle et de particularités paysagères conduisant à ne pas pouvoir en définir.

4.2.2.5 Les conditions d'implantation et de dimensions des constructions

Afin de créer une certaine homogénéité et une cohérence d'ensemble, les règles déterminant l'implantation et les dimensions des constructions en zone 1AU sont semblables à celles des quartiers récents voisins classés en zones UB, UC et UD.

4.2.2.6 L'aspect des constructions et l'aménagement de leurs abords, les obligations en matière d'espaces libres, d'aires de loisirs et de plantations

Pour les mêmes raisons qui ont été évoquées précédemment, les prescriptions portant sur l'aspect des constructions et leurs abords dans les zones 1AU sont similaires à celles des zones UB, UC et UD.

S'agissant du traitement des espaces libres, des aires de loisirs et des plantations, pour les terrains de plus de 5000 m² ou de plus de 10 logements dans la zone 1AU, il est demandé la réalisation d'un espace vert collectif planté représentant 5% du terrain de l'opération afin de proposer des espaces partagés sur un quartier.

4.2.2.7 Les obligations en matière de stationnement

La zone 1AU ne présentant aucune contrainte d'aménagement qui serait liée à un cadre bâti existant, elle est soumise aux mêmes règles de stationnement que les zones UB, UC et UD.

4.2.2.8 Les limites de densité des constructions

Afin de permettre une densité conforme aux objectifs, il n'est pas fixé de COS. L'unité paysagère avec les quartiers limitrophes sera assurée par les orientations d'aménagement.

4.2.3 Les zones naturelles et forestières (zones N)

Sont classées en zones naturelles et forestières les parties du territoire communal, équipées ou non, à protéger principalement du fait de leur caractère d'espaces naturels. Compte tenu des éléments mis en avant dans l'analyse de l'état initial de l'environnement, une grande partie des espaces de coteaux doivent être préservée et mérite d'être classée en zones N.

Les vastes perspectives qui s'offrent depuis certaines voies ou lignes de crête de ces coteaux justifient aussi un classement en zone naturelle en raison de l'intérêt que présentent les paysages. D'autre part, les espaces sensibles sur le plan écologique sont classés également en zone N. La vocation particulière de certains sites explique la délimitation de secteurs spécifiques dénommés N1 et Nq.

Les zones N couvrent environ 57,5 % du territoire communal et comprennent les secteurs suivants :

- Les secteurs N1, qui délimitent des périmètres autour de constructions existantes pour lesquels, compte tenu de leur utilisation ou de leur caractère, des possibilités de changement de destination, d'extension et de construction d'annexes est possible, quant bien même leur usage ne serait pas agricole ou forestier. Les secteurs N1 couvrent environ 9,16 hectares,
- Le secteur Nq, qui délimite des espaces consacrés au centre équestre sur les coteaux et qui permet la réalisation de constructions et installations liés à l'accueil des chevaux. Il couvre environ 0,75 hectare.

4.2.3.1 La destination et la nature des constructions autorisées dans les différentes zones

La qualité des sites, des milieux naturels et des paysages des zones N justifie une limitation forte des possibilités de construire. Ces dernières se réduisent, en dehors des équipements de services publics ou d'intérêts collectifs, aux constructions et installations nécessaires aux activités pastorales et forestières qui participent directement à la gestion de ces espaces. Il reste toutefois possible, dans des secteurs N1 (habitations et constructions existantes de non agriculteurs en zones naturelles dont il est nécessaire de donner la possibilité de « vivre » afin d'éviter que certaines constructions ne soient délaissées) de taille très limitée, de réaliser des adaptations, des changements de destination pour de l'habitat, ou des réfections de constructions existantes, ainsi que leur extension.

Sur le secteur Nq, il n'est autorisé que les constructions et installations liées à l'activité équestre uniquement si elles sont liées à l'accueil des animaux.

Ces secteurs correspondent donc à des parties du territoire communal, situées au sein de zones naturelles plus vastes, mais qui sont déjà bâties et ne présentent plus le caractère d'espaces naturels. Ils ne portent donc pas atteinte à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages, et permettent une gestion du bâti existant (secteurs N1) ou des constructions liées à l'activité équestre, qui ont leur place au sein de la zone naturelle. Dans les deux cas, des dispositions réglementaires (articles 6, 7, 9 et 10) régissent particulièrement les conditions d'implantation, de hauteur et de densité.

4.2.3.2 Les conditions d'accès et de desserte des terrains par les voies et de raccordement aux réseaux

Les règles d'accès et de desserte des propriétés par les voies ont pour objet une prise en compte des problèmes de sécurité ou de fonctionnement des services publics.

En ce qui concerne la desserte des terrains en eau potable, le régime commun est l'obligation de raccordement des constructions susceptibles de requérir une alimentation au réseau public de distribution. En l'absence de réseau d'assainissement collectif (ce qui est le cas sur l'ensemble des zones N au moment de l'approbation du présent PLU), l'épuration et le rejet en milieu naturel des eaux usées par le biais d'un dispositif d'assainissement autonome sont autorisés dans les conditions réglementaires de protection du milieu et de la salubrité publique.

En matière d'eaux pluviales, tout comme dans les autres zones, les projets doivent prévoir les modalités de gestion des eaux de ruissellement issues des surfaces imperméabilisées de façon à limiter les rejets superficiels.

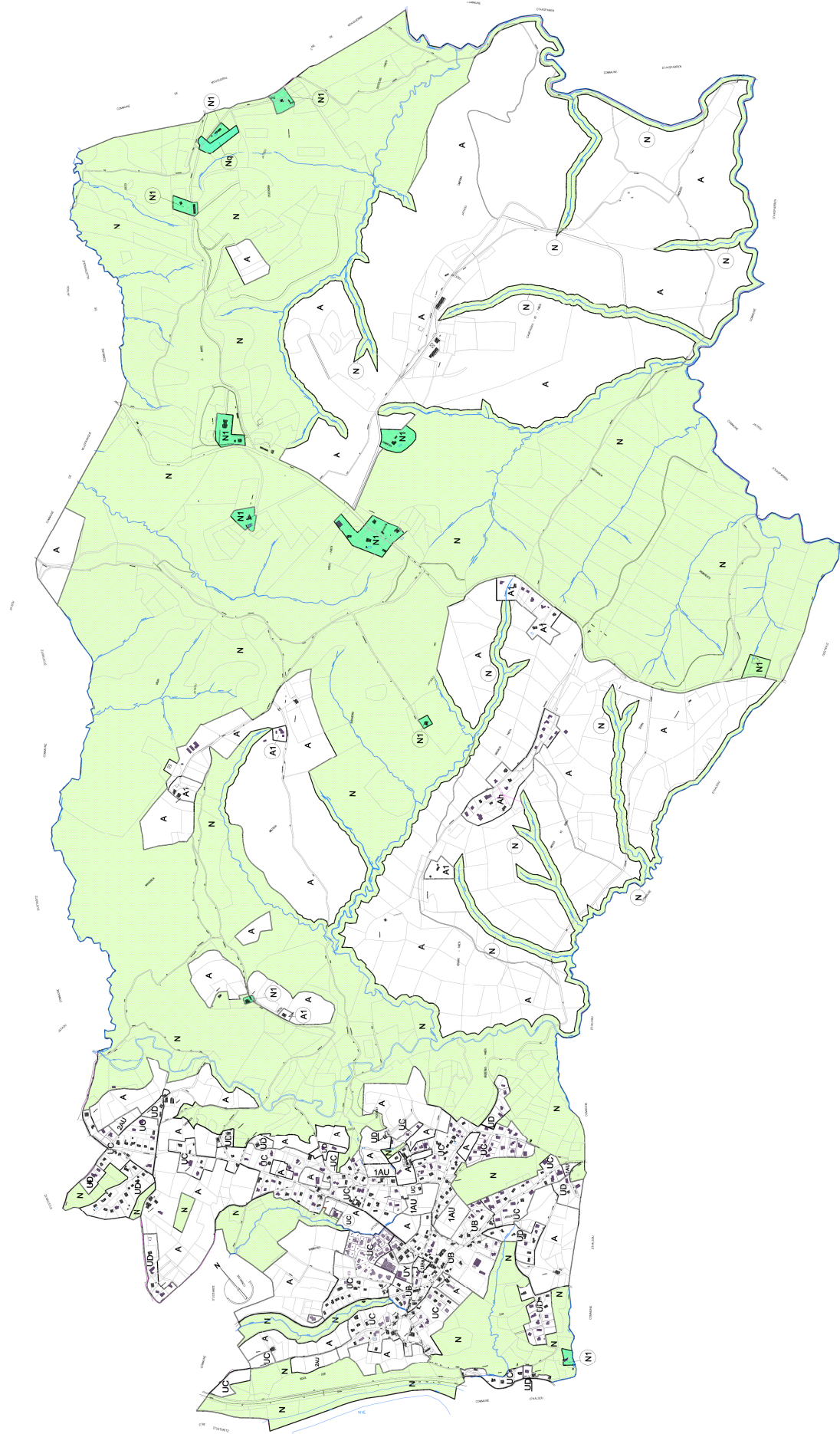
4.2.3.3 Les caractéristiques des terrains

En l'absence de réseau d'assainissement collectif, les terrains faisant l'objet d'un projet de construction ou d'aménagement doivent être suffisamment grands pour permettre la réalisation, en dehors de l'emprise de toute construction, d'un assainissement autonome répondant aux conditions réglementaires de protection du milieu et de la salubrité publique.

4.2.3.4 Les conditions d'implantation, de dimensions des constructions et d'aspect des constructions

Les règles d'implantation des constructions par rapport aux voies imposent un recul minimal de 3 mètres par rapport à l'alignement afin de permettre un stationnement de véhicule dans l'espace intermédiaire. Cela facilite également le croisement de véhicules dans le cas de chemins très étroits et préserve la possibilité de rectifier le tracé d'une voie (par exemple un chemin rural) ou de l'élargir.

Carte des zones N



4.2.3.5 L'aspect des constructions et l'aménagement de leurs abords. les obligations en matière d'espaces libres, d'aires de loisirs et de plantations

De la même manière que dans les autres zones, l'aspect des constructions dans les secteurs N1 est encadré par des prescriptions portant sur la forme et la couleur des toitures, l'aspect des façades et des clôtures en vue de permettre une insertion harmonieuse dans l'environnement. Les règles sont plus souples dans le cas de bâtiments dans la zone N commune sans toutefois porter atteinte au caractère de la zone.

Des mesures spécifiques concernant les plantations visent à favoriser une bonne intégration dans l'environnement naturel des constructions.

4.2.3.6 Les obligations en matière de stationnement

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des installations et constructions est règlementé de la même manière que dans les autres zones. Il s'agit là de la préoccupation essentielle que la Commune souhaite prendre en compte en la matière afin d'assurer la libre circulation et la sécurité des déplacements, y compris dans un milieu peu bâti.

4.2.3.7 Les limites de densité des constructions

Il n'est pas fixé de règle limitant la densité des constructions sur les terrains situés en zone N, hormis dans les secteurs N1 où l'emprise au sol ne peut dépasser 30 % du terrain d'assiette, en vue de limiter la densité du cadre bâti dans ces secteurs qui n'ont pas vocation à devenir des zones urbaines denses.

4.2.4 Les zones agricoles (zones A)

Sont classées en zones agricoles les parties du territoire communal, équipées ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les zones A représentent environ 36 % du territoire communal, soit 492,56 hectares.

Sont concernées la majeure partie des terres actuellement cultivées dans les fonds de vallées, ainsi qu'une partie des espaces de coteaux où prédominent les prairies. Les espaces où prédominent les boisements sont classés préférentiellement en zone N. La zone A concerne également quelques terrains situés dans les parties urbanisées, mais qui sont encore à usage agricole.

La présence de hameaux ou groupe d'habitations, voire de constructions isolées sur certains sites explique la délimitation de secteurs spécifiques dénommés Ah, A1 offrant certaines possibilités de construire pour la zone Ah (1 hectare). Les zones A comprennent les secteurs suivants :

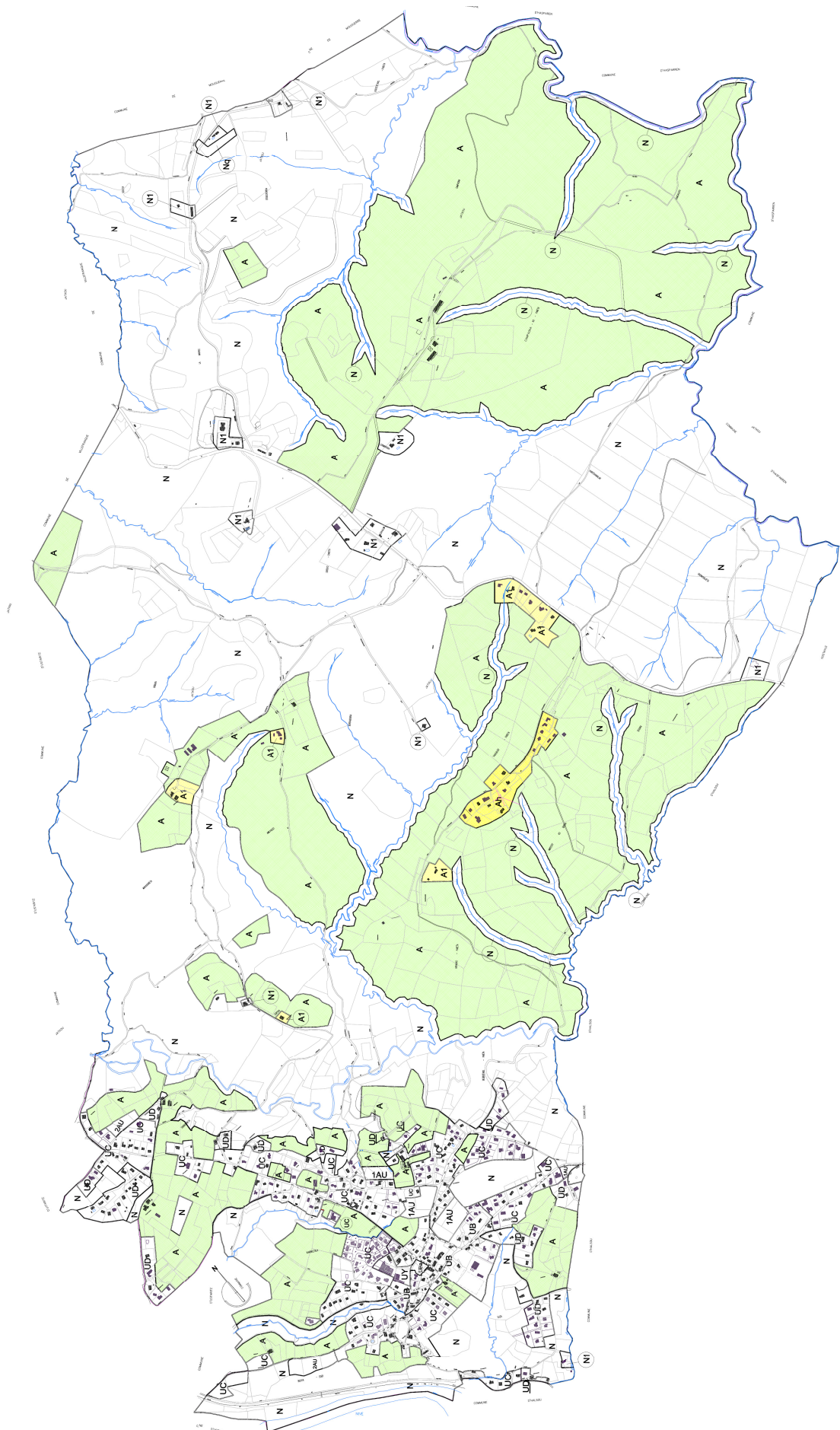
- Les secteurs Ah, qui délimitent des périmètres où de nouvelles constructions sont autorisées. Ceci rend possible, dans la mesure des capacités limitées offertes par la taille réduite de ces secteurs, une évolution relativement souple du cadre bâti existant et la construction de quelques habitations. Ces possibilités sont plus permissives que dans le reste de la zone A aux possibilités de construire très limitées. Les secteurs Ah couvrent environ 5,37 hectares,
- Les secteurs A1, qui délimitent des périmètres autour de constructions existantes pour lesquels, compte tenu de leur utilisation ou de leur caractère, des possibilités de changement de destination, d'extension et de construction d'annexes est possible, quand bien même leur usage ne serait pas agricole ou forestier. Les secteurs A1 couvrent environ 5,96 hectares.

Ces secteurs correspondent donc à des parties du territoire communal, situées au sein de zones agricoles plus larges, mais qui sont déjà urbanisées et n'ont plus de lien avec l'agriculture. Ils ne portent donc pas atteinte à la préservation des sols agricoles et forestiers, et permettent tout au plus une gestion du bâti existant (secteurs A1) ou quelques constructions venant en complément de constructions existantes, sans que ces nouvelles constructions aient un impact sur l'activité agricole. Dans les deux cas, des dispositions réglementaires (articles 6, 7, 9 et 10) régissent particulièrement les conditions d'implantation, de hauteur et de densité.

4.2.4.1 La destination et la nature des constructions autorisées dans la zone A

Le règlement des zones A vise à assurer la pérennité de l'activité agricole sur la majeure partie du territoire communal qui lui est actuellement consacrée. Y sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière.

Sont interdites les occupations et utilisations ayant pour effet de changer la destination de la zone, afin d'éviter le mitage progressif de l'espace, le rendant à terme insusceptible de remembrement ou de reconstitution en exploitation. S'agissant des habitations, les zones agricoles n'ont pas vocation à recevoir de telles constructions, en dehors des habitations nécessaires aux exploitations agricoles ou forestières, et à l'exception des secteurs de hameaux Ah (zone déjà existante dans le POS, et de dimension plus réduite dans le PLU) et des secteurs permettant des extensions et changements de destination sur les secteurs A1 (habitations et constructions existantes de non agriculteurs en zones agricoles dont il est nécessaire de donner la possibilité de « vivre » afin d'éviter que certaines constructions ne soient délaissées).



Carte des zones A

De plus, les possibilités d'implantation des habitations liées à l'activité agricole sont limitées à la périphérie des bâtiments agricoles existants. Les besoins sont en effet a priori limités. Le territoire est exploité depuis longtemps et il est peu probable que le tissu de fermes se densifie. La tendance actuelle à une diminution de la main-d'œuvre en agriculture ne justifie pas une augmentation notable de la capacité d'accueil. Par ailleurs, les pratiques agricoles ne requièrent pas systématiquement la présence permanente sur les lieux de l'activité et peuvent s'accommoder d'un habitat délocalisé.

En outre, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans les zones A pour permettre l'équipement du territoire. Tout comme dans les autres zones, les conditions de leur réalisation sont assouplies compte tenu des contraintes techniques qui les caractérisent souvent. Ne sont toutefois concernés que les équipements qui n'ont pas vocation à être localisés dans les secteurs déjà urbanisés ou à urbaniser.

4.2.4.2 Les conditions d'accès et de desserte des terrains par les voies et de raccordement aux réseaux

Les conditions d'accès et de desserte des terrains par les voies, de raccordement aux réseaux et de gestion des eaux pluviales sont identiques à celles des zones N dans la mesure où les caractéristiques des espaces classés en zones A sont comparables.

En ce qui concerne l'assainissement, la réalisation de constructions est conditionnée à la possibilité de réaliser des dispositifs d'assainissement autonome dans les conditions réglementaires de protection du milieu et de la salubrité publique. A noter que, pour le traitement des eaux pluviales des dispositions particulières sont demandées au regard des possibilités de construire et du milieu physique afin de limiter les risques pour les biens et les personnes lors d'événement pluvieux exceptionnels.

4.2.4.3 Les caractéristiques des terrains

En l'absence de réseau d'assainissement collectif, les terrains faisant l'objet d'un projet de construction ou d'aménagement doivent être suffisamment grands pour permettre la réalisation, en dehors de l'emprise de toute construction, d'un assainissement autonome répondant aux conditions réglementaires de protection du milieu et de la salubrité publique.

4.2.4.4 Les conditions d'implantation, de dimensions des constructions et d'aspect des constructions

Les règles d'implantation des constructions par rapport aux voies imposent un recul minimal de 10 mètres vis-à-vis des voies départementales et de 5 mètres par rapport à l'alignement afin de permettre un stationnement de véhicule dans l'espace intermédiaire. Cela facilite également le croisement de véhicules dans le cas de chemins très étroits et préserve la possibilité de rectifier le tracé d'une voie (par exemple un chemin rural ou une départementale) ou de l'élargir.

S'agissant de l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, les dispositions soumettent le bâtiment projeté à une distance minimale de 5 mètres, ceci afin de limiter la gêne occasionnée sur les terrains voisins.

Les hauteurs sont limitées comme pour la zone N, sauf pour les annexes qui restent au même régime que les autres constructions du fait du caractère agricole de la zone.

4.2.4.5 Les obligations en matière de stationnement

Les obligations en matière de stationnement sont identiques à celles des zones N. Elles consistent à satisfaire aux besoins du projet en dehors des voies ouvertes à la circulation automobile.

4.2.4.6 Les limites de densité des constructions

Il n'est pas fixé de règle limitant la densité des constructions sur les terrains situés en zone A, hormis dans les secteurs A1 et Ah où l'emprise au sol ne peut dépasser 30 % du terrain d'assiette, en vue de limiter la densité du cadre bâti dans ces secteurs qui n'ont pas vocation à devenir des zones urbaines denses.

4.2.5 Les emplacements réservés

4.2.5.1 Les emplacements réservés en vue de la réalisation de voies et ouvrages publics, d'installations d'intérêt général ou d'espaces verts

Conformément aux dispositions des articles L.123-2 (c) et R.123-11 (d) du Code de l'urbanisme, plusieurs emplacements réservés ont été délimités au bénéfice de la Commune.

Certains emplacements réservés sont destinés à l'aménagement de voie existante (rectification de tracé, aménagements de bas-côtés, traitement paysager...). Plusieurs d'entre eux concernent des voies importantes du bourg.

Il est rappelé que les emprises inscrites en emplacement réservé ne peuvent faire l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future.

4.2.5.2 Les emplacements réservés à la réalisation de programmes de logements

Il n'est pas prévu de terrain répondant aux dispositions des articles L.123-2 (b) et R.123-12 (c) du Code de l'urbanisme. En effet le règlement du secteur UBa impose un quota de réalisation de logements sociaux locatifs ou en accession, au regard de l'importance de Jatxou.

4.2.6 Les espaces boisés classés

Certains boisements, taillis ou haies arbustives sont classés par le présent PLU au titre de l'article L.130-1 du Code de l'urbanisme. Délimités dans les documents graphiques, les espaces concernés ne peuvent faire l'objet d'un changement d'affectation ou d'un mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements existants. Ce classement entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue aux chapitres Ier et II du titre Ier livre III du code forestier.

Il s'agit principalement de boisements constitués en grands ensembles le long des pentes jusqu'aux cours d'eau. Certains sont situés en périphérie de l'agglomération, à flancs du coteau, mais jamais jusqu'en ligne de crête.

Ce classement se justifie par le rôle important qu'ils jouent sur le plan des paysages, rompant les perspectives dans sur la commune, y compris à hauteur des parties déjà très urbanisée, où les pressions au développement sont importantes. Ils jouent aussi un rôle notable sur le plan environnemental (ils fixent les terres face aux ruissellements pluviaux, participent à l'épuration des eaux, abritent une certaine biodiversité et favorisent les continuités écologiques).

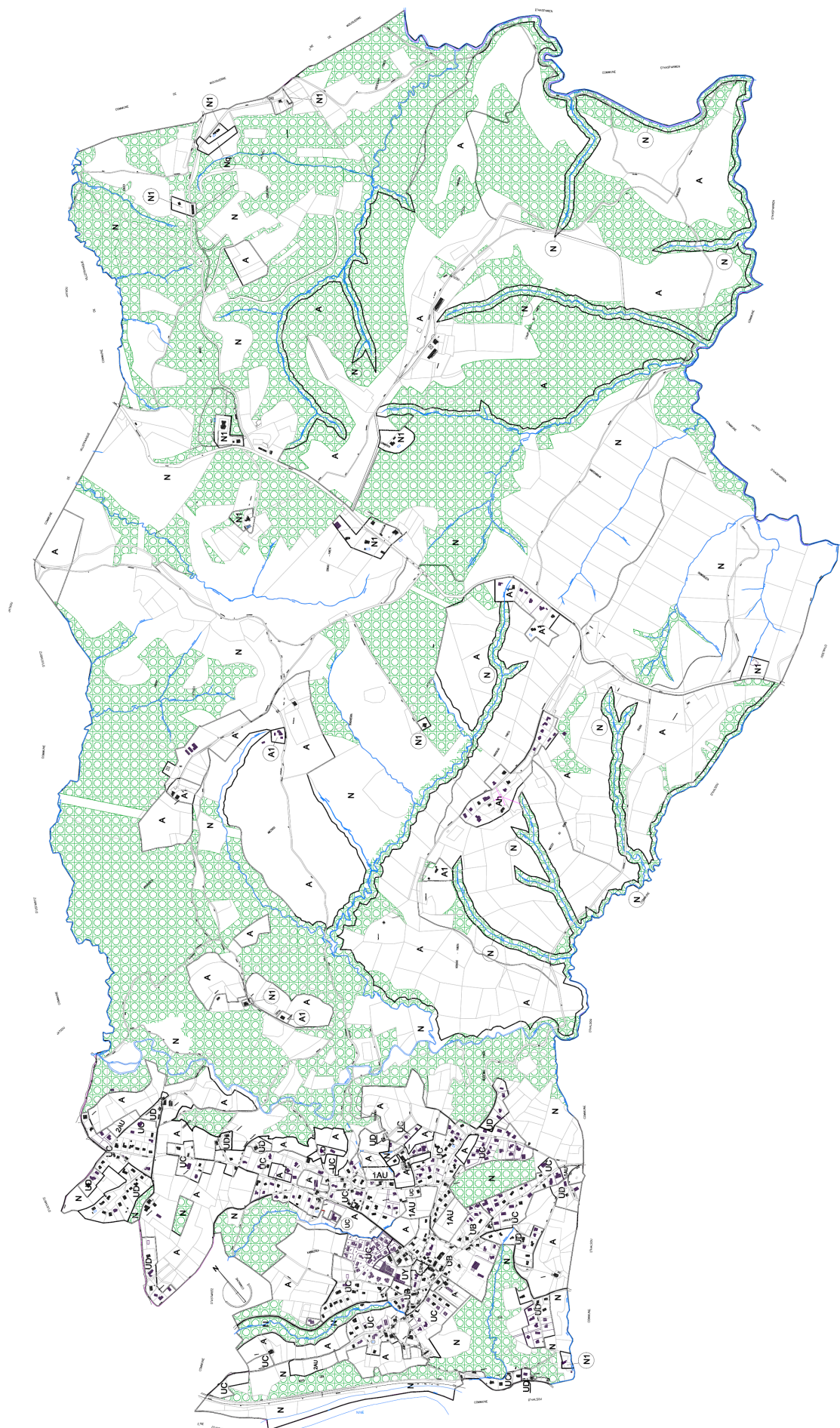
Il faut noter que ce classement dans sa justification perpétue avec les espaces boisés classés par le POS précédemment en vigueur, dont la logique de protection était déjà présente. Les espaces boisés classés couvrent une surface de 539 Hectares, soit 25 hectares de plus que dans le POS.

4.2.7 La prise en compte du risque inondation

Le Plan de Prévention du Risque Inondation, prescrit par arrêté préfectoral du 19 juin 2012 (cf. p 33) est en cours d'étude, et une carte d'aléas a été communiquée à la commune. Dans l'attente de dispositions réglementaires issues du futur PPRI, la commune a pris en compte cet aléa en instaurant une trame au titre de l'article R.123-11 b) du Code de l'Urbanisme, qui dispose que " *Les documents graphiques du règlement font, en outre, apparaître s'il y a lieu "... b) Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches, ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols ;* ".

4.2.8 Les périmètres soumis au droit de préemption urbain

Le droit de préemption urbain est institué sur l'ensemble des zones U et AU. Peuvent ainsi être préemptés les immeubles situés dans ces périmètres, à l'occasion de leur aliénation.



Carte des espaces boisés classés

4.3 Les motifs des orientations d'aménagement et de programmation

4.3.1 Les objectifs poursuivis par les orientations d'aménagement et de programmation

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) contenues dans le présent PLU visent à assurer une mise en valeur de l'environnement, des paysages, notamment au centre bourg, et, plus généralement à favoriser un développement harmonieux des secteurs appelés à se développer et éviter les inconvénients d'une urbanisation inorganisée. Elles concernent des zones 1AU et UBa délimitées par le PLU, là où les enjeux sont les plus importants et résultent de l'étude de propositions d'aménagement comprenant, outre le tracé d'un réseau de voies, le découpage de lots et l'implantation approximative de bâtiments tels qu'ils peuvent résulter d'opérations destinées à l'accueil d'habitations (pavillons, maisons de ville, logements collectifs), d'activités, de services ou d'équipements (immeubles de bureaux, locaux commerciaux..).

Les OAP résultent des réflexions d'aménagement menées en amont et, en l'absence d'études approfondies en matière de faisabilité, de programmation et de maîtrise du foncier de la part des collectivités ou d'organismes publics, laissent autant que possible la possibilité à d'autres configurations de découpage foncier ou d'autres implantations de bâtiments, voire d'autres usages que ceux qui ressortent des schémas initiaux. Elles répondent aux préoccupations suivantes :

- Pour le secteur UBa
 - Positionner des commerces en rez-de-chaussée, afin de renforcer la centralité du bourg, en dégagant des espaces de stationnement entre le bâtiment et la rue ;
 - Offrir une mixité sociale sur les logements, que ce soit par du locatif ou de l'accession ;
 - Marquer l'entrée dans le bourg par un bâtiment collectif, et non une opération de maisons individuelles.
- Pour les zones 1AU
 - Densifier à proximité immédiate du bourg ;
 - Participer à la structuration du bourg par le positionnement des logements collectifs le long des rues qui bordent les secteurs ;
 - Permettre des liaisons douces sécurisées afin d'accéder au bourg et à ces équipements ;
 - De manière particulière, le secteur 1AU2 est concerné par une bande non-aedificandi le long du ruisseau qui traverse ce secteur. Cette bande est représentée au document de zonage par une trame bleue.

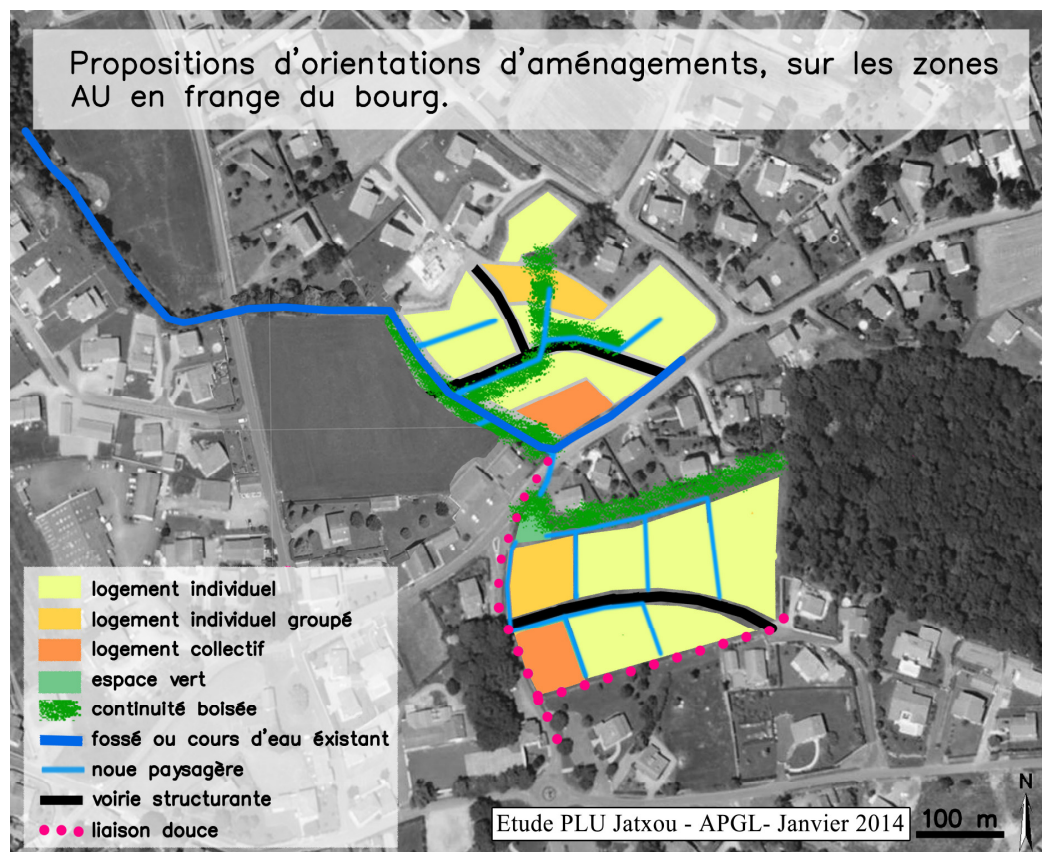
Il faut noter qu'au vu du PPRI en cours d'étude, et de la carte d'aléas fournie à ce stade par l'Etat, la commune a traduit le risque inondation par une trame sur le document graphique de zonage, comme le permet l'article R.123-11 b) du Code de l'Urbanisme.

Elles comportent une programmation en terme de contenu, mais ne comportent pas de programmation en termes d'échéance, car la commune ne dispose pas de la maîtrise foncière et souhaite réaliser progressivement ces opérations.

4.3.2 Les exemples d'aménagement urbain

Aménagement sur les zones 1AU à l'Est du centre bourg

ORIENTATION D'AMENAGEMENT N° 1



ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT N° 2



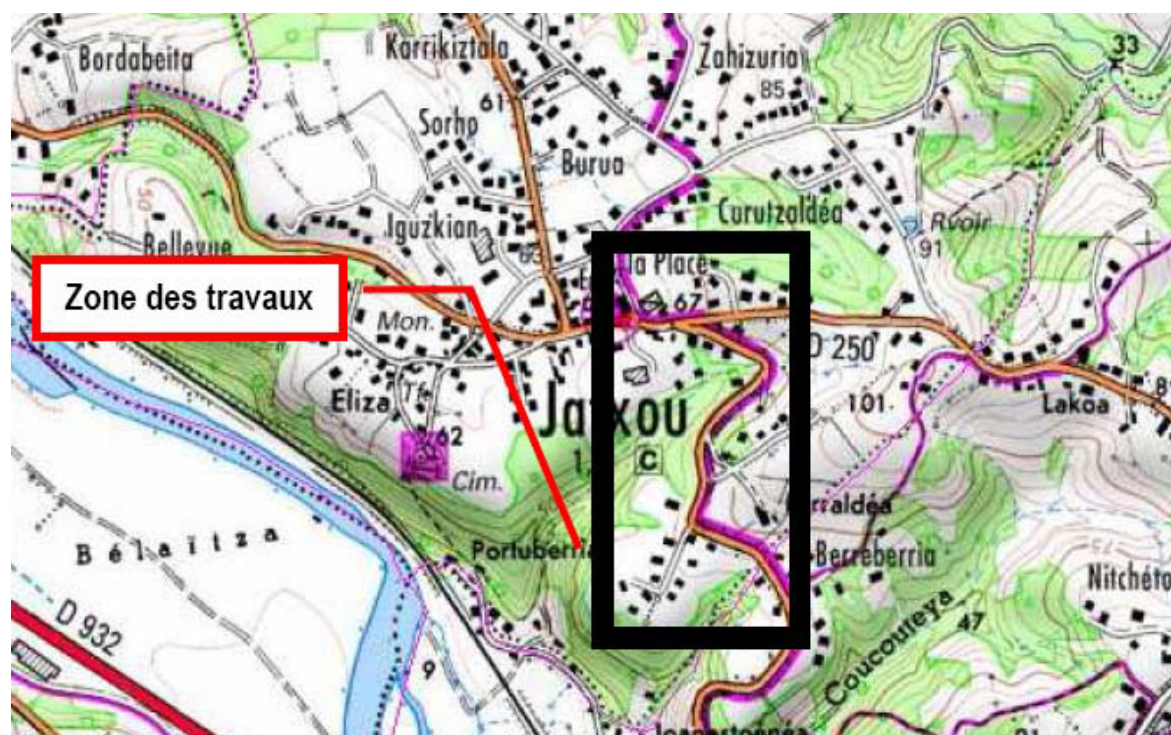
Périmètre à l'intérieur duquel les opérations, constructions ou aménagements projetés doivent rendre possible ou, à tout le moins, ne pas compromettre les actions ou opérations indiquées ci-dessous.

Aires de stationnement

Opération comprenant un ou des locaux commerciaux au rez-de-chaussée et des logements

4.3.3 Programmation en matière d'assainissement collectif

L'étude des extensions du réseau d'eaux usées de Jatxou a été réalisée par le bureau d'étude INGEAU. Les extensions projetées concernent le secteur du Chemin départemental n°650.



Rappel des contraintes

La mise en place de systèmes d'assainissement collectif doit prendre en compte les contraintes vis-à-vis du milieu récepteur et vis-à-vis du réseau.

Les contraintes vis-à-vis du milieu récepteur sont essentiellement liées à la préservation de la qualité de la Nive. Le traitement des effluents doit donc permettre de limiter la dégradation de ce milieu. Le réseau doit permettre la collecte du plus grand nombre de bâtiments d'habitation en évitant autant que possible les postes de refoulement, ainsi que des passages en servitude sur des parcelles bâties qui sont très souvent contraignants.

Les contraintes à analyser en termes de conception de réseau seront donc principalement les suivantes :

- le point de sortie des eaux usées du restaurant existant,
- l'implantation de la zone d'activités,
- la topographie du site,
- la profondeur d'apparition du substrat rocheux.

Présentation des extensions du réseau d'eaux usées

Le Syndicat URA, a fait étudier au bureau d'étude INGEAU, des scénarii d'extension du réseau d'eaux usées sur le secteur de la RD n° 650".

Caractéristiques techniques des extensions du réseau d'eaux usées étudiées

Ce projet d'extension du réseau peut est décomposé en deux sous-secteurs de travaux :

Travaux de la zone PR1

Travaux de la zone PR2

A. TRAVAUX PR1

Le projet PR1 d'extension du réseau d'eaux usées permet de raccorder 9 habitations existantes. A terme un potentiel de 7 habitations supplémentaires est évalué sur cette zone.

Cette extension du réseau d'eaux usées permettrait de supprimer 2 dispositifs d'assainissement non collectif polluants et 5 dispositifs d'assainissement non collectif avec avis réservé sur la pérennité.

B. TRAVAUX PR2

Ce projet d'extension du réseau d'eaux usées est localisé plus au Sud du secteur PR1 et sera raccorder sur la tête du réseau gravitaire du réseau PR1. Il permet de raccorder 13 habitations existantes. A terme un potentiel de 10 habitations supplémentaires est évalué sur cette zone.

Ce projet d'extension du réseau d'eaux usées permettrait de supprimer 3 dispositifs d'assainissement non collectif polluants et 3 dispositifs d'assainissement non collectif avec avis réservé sur la pérennité.

Les travaux sont programmés pour 2014 pour le PR1. La programmation à moyen ou long terme des travaux d'extension du réseau d'eaux usées sur la zone PR2 sera étudié ultérieurement par le Syndicat URA.

Les zones d'urbanisation future ont également été étudiées. Les zones 1AU et les 2 zones 2AU qui sont situés à proximité du réseau d'eaux usées, seront raccordées au réseau d'eaux usées existant. Les 2 zones 2AU concernés correspondent à celles situés le long du RD 250 en direction d'Ustaritz et au lieu dit "Berberria" (desserte dans le cadre de l'extension du réseau d'eaux usées programmée).

Les autres zones 2AU d'urbanisation futures n'ont pas fait l'objet de chiffrage, le réseau de collecte devra être mis en oeuvre lors de l'urbanisation de ces zones. Selon les secteurs des postes de refoulement pourront s'avérer nécessaire. Leur desserte en assainissement collectif sera lié à des investissements privés et/ou du Syndicat URA.

A terme, sur la base de 2,8 eq/hab par logement, la station d'épuration est largement en capacité d'accueillir le projet de développement de la commune.

4.4 L'articulation du PLU avec les autres schémas, programmes ou documents de planification

L'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme rappelle que le rapport de présentation doit décrire l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération. Ce chapitre doit permettre d'apprécier la relation et la cohérence du PLU avec les autres documents d'urbanisme et plans et programmes également soumis à la procédure d'évaluation environnementale. Il sera donc rappelé brièvement les orientations des plans concernés et la manière dont le PLU les prend en compte. D'autres documents ou plans de référence ne figurant pas à l'article L.122-4 du code de l'environnement ont également été cités. Ces documents ou plans ne sont pas soumis à évaluation environnementale. Les orientations du PLU devront être compatibles avec les objectifs et actions préconisés dans ces documents et plans de référence.

Au-delà des principes généraux du droit de l'urbanisme, qui trouvent leurs fondements dans les articles L.110 et L.121-1 du Code de l'urbanisme, la Commune, au travers de son PLU, prend en compte les documents suivants :

4.4.1 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Adour-Garonne

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne traduit les objectifs définis dans le Code de l'environnement en matière de gestion de la ressource en eau et de protection des milieux aquatiques à l'échelle de ce bassin.

Le SDAGE actuellement en vigueur a été approuvé le 1er décembre 2009 et couvre la période 2010-2015. Ce document fait le constat d'une très forte croissance démographique à l'échelle du bassin depuis une trentaine d'années. Celle-ci se traduit dans de nombreux secteurs du bassin par un développement considérable de l'urbanisation et de l'artificialisation des sols, à l'origine d'impacts importants et parfois irréversibles sur l'eau et les milieux aquatiques. Il s'agit donc aujourd'hui de « réussir » l'urbanisation au regard des enjeux de l'eau au profit de projets de développement qui prennent mieux en compte le territoire dans lequel ils s'insèrent.

Ces dispositions font écho aux lois du 3 août 2009 (Grenelle I) et du 12 juillet 2010 (Grenelle II) qui soulignent la nécessité de mettre en œuvre des programmes d'aménagement durables en :

- évitant la régression des surfaces naturelles ;
- réduisant l'étalement urbain ;
- préservant la biodiversité au travers de la création de continuités écologiques ;
- promouvant la gestion économe des ressources et de l'espace.

Ce document d'orientations stratégiques arrête aussi le programme pluriannuel de mesures (PDM) associé qui établit des objectifs de qualité pour de nombreux cours d'eau et nappes souterraines du bassin. Ainsi, sur 2808 masses d'eau superficielles (rivières, lacs, canaux...), 60% devront être en bon état écologique en 2015 et sur 105 masses d'eau souterraines (eaux contenues dans une formation géologique souterraine), 58% devront être en bon état chimique en 2015. Trois axes ont été identifiés comme prioritaires pour atteindre ces objectifs :

- réduire les pollutions diffuses ;
- restaurer le fonctionnement de tous les milieux aquatiques ;
- maintenir des débits suffisants dans les cours d'eau en période d'étiage en prenant en compte le changement climatique (gestion rationnelle des ressources en eau).

L'objectif de bon état écologique concerne principalement la Nive. Au niveau du réseau hydrographique communal, il n'existe pas de réelles altérations des milieux.

Le PLU prend en compte le SDAGE à travers :

- Un développement de l'urbanisation très largement basé sur l'assainissement collectif
- Un zonage N et l'instauration de bandes boisées le long de la grande majorité des cours d'eau, ce qui permet d'éloigner les sources potentielles de pollution.

4.4.2 Le Plan Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés.

La révision du Plan Départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés des Pyrénées-Atlantiques a été approuvée par arrêté préfectoral n° 09/ENV/064 en date du 12 mai 2009. Le plan a pour vocation d'orienter et coordonner l'ensemble des actions menées tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés. Les décisions prises dans le domaine de l'élimination des déchets doivent être compatibles avec ces plans. Les principales mesures du plan visent à :

- 1. Réduire la toxicité et la production des déchets ménagers ;
- 2. Réduire le tonnage de déchets résiduels par le développement des collectes de déchets recyclables ;
- 3. Augmenter la capacité départementale de tri des emballages et des journaux magazines ;
- 4. Assurer une valorisation des déchets fermentescibles (déchets verts et autres biodéchets collectés sélectivement) ;
- 5. Posséder une organisation de transfert des déchets visant à respecter le principe de proximité et de limitation des transports ;
- 6. Mettre en place des installations de traitement de manière à posséder une capacité à traiter l'ensemble des déchets produits sur le territoire du plan ;
- 7. Fermer et réhabiliter l'ensemble des décharges brutes existantes dans le département.

En ce qui concerne la programmation des équipements et le suivi du Plan Départemental des déchets actuellement en vigueur, les opérations identifiées concernent :

- l'extension du centre de tri existant à Sévignacq de 15 000 à 22 000 T/an ;
- la création d'un centre de tri sur Bil Ta Garbi (Projet : 16 000 à 21 000 T/an) ;
- l'organisation du transfert sera basée sur 13 quais de transfert dont :
 - 10 quais de transfert existant à Lescar, Sévignacq, Louvie-Juzon, Précilhon, Bayonne, Charitte de Bas, Salies de Béarn, Hasparren, Mauléon, Urrugne ;
 - 2 quais de transfert en projet sur la CdC de Garazi Baigorri et celle de Sauveterre de Béarn ;
 - un quai de transfert à créer sur la Communauté de Communes du canton d'Orthez.

Les équipements structurant de traitement et stockage des déchets ménagers résiduels à l'horizon 2017 sont les suivants :

- Equipement de prétraitement à Unité d'Incinération d'Ordures Ménagères : 2 installations de prétraitement mécanobiologique sur Bil Ta Garbi (à l'ouest et à l'est).
- Installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) :
 - Pour le stockage des déchets ménagers ultimes, les solutions de stockage des déchets ménagers ultimes à l'horizon 2017, par EPCI de traitement, sont les suivantes :
 - Bizi Garbia (ISDND de Saint Pée sur Nivelle) : Compléter la valorisation du biogaz ;
 - Bil Ta Garbi (Zone Ouest) : Stockage sur un nouveau site à créer ou sur un site existant ;
 - Bil Ta Garbi (Zone Est) : Stockage sur un nouveau site à créer ;
 - CC du canton d'Orthez : Renouveler l'autorisation d'exploiter ISDND d'Orthez, sous réserve de validation réglementaire ;
 - SMTD : Renouveler l'autorisation d'exploiter l'ISDND de Précilhon, sous réserve de validation réglementaire. Prévoir une solution de remplacement pour l'après Précilhon.
 - Pour le stockage des DIB ultimes : L'analyse comparée des capacités de stockage existantes ou prévues au regard des estimations de déchets ultimes à enfouir, met en évidence la nécessité de prévoir une nouvelle installation de stockage en remplacement d'Hasparren, en cas de non prolongation de l'arrêté d'autorisation de cette installation (fin d'autorisation de l'ISDND d'Hasparren au 29/05/2015).
 - Les capacités d'enfouissement à créer (à titre indicatif) sont les suivantes :
 - Pour l'Ouest de Bil Ta Garbi : la capacité de l'ISDND à créer (si aucune solution sur un site existant n'est possible) est évaluée à environ 25 000 T/an ;
 - Pour l'Est de Bil Ta Garbi, la capacité de l'ISDND à créer est estimée à 16 000 T/an,

- Pour la CdC du canton d'Orthez : la capacité de l'ISDND d'Orthez pourra augmenter, de manière à accueillir des DIB ultimes et des déchets ménagers ultimes ;
- Pour le SMTD : l'ISDND remplaçant celui de Précilhon possèdera la même capacité à savoir 30 000 T/an ;
- Pour l'ISDND d'Hasparren ou celle qui prendra son relais : maintien de la capacité actuelle d'enfouissement (72 000 T/an).

Manière dont le P.L.U. prend en compte

La commune possède un système de collecte répondant aux besoins locaux.

4.4.3 Le Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage

L'accueil des gens du voyage est encadré par la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 qui a conduit à l'élaboration du schéma départemental de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage, approuvé par arrêté préfectoral Le 19 novembre 2003 a été révisé le 6 septembre 2011.

Ce document précise les actions à mener en matière :

- de création d'aires de grand passage, destinées à l'accueil estival des grands groupes séjournant sur des durées très courtes (quelques jours) ;
- de création d'aires d'accueil ouvertes en permanence, pour les gens de passage sur des durées plus longues ;
- de développement d'habitat adapté pour les populations souhaitant se sédentariser.

Elle ne concerne pas les actions à caractère social prévues au schéma initial de 2003. Celles-ci feront l'objet d'une révision ultérieure en fonction des besoins.

Par ailleurs, des préconisations sont formulées en matière d'habitat adapté. Dans le cadre des politiques de l'habitat et d'insertion, des mesures et des moyens doivent être envisagés pour la mise en œuvre du droit au logement en faveur des Gens du voyage souhaitant accéder à un logement autonome.

Manière dont le P.L.U. prend en compte

La commune n'est pas inscrite au schéma départemental, et n'a pas à traduire ce dernier dans le PLU. Il appartient à la Communauté de Communes Errobi, compétente en la matière, de mettre en œuvre les prescriptions du schéma.

4.4.4 Le Schéma de Cohérence Territoriale Bayonne-Sud-Landes (SCOT)

La stratégie du SCOT est traduite dans les Plans Locaux d'Urbanisme et plus imparfaitement par les cartes communales mises en œuvre par les communes. Ces documents d'urbanisme devront être compatibles avec le SCOT.

Le SCOT est donc une feuille de route pour l'élaboration des documents de planification. Il appartient aux communes de définir les modalités de la mise en œuvre des orientations générales du SCOT.

Il identifie les secteurs de développement urbain, d'implantation des commerces, des activités économiques, les secteurs dévolus à l'agriculture et les secteurs naturels à protéger en raison de la qualité des sites des paysages ou de leur intérêt écologique.

Il est constitué :

- d'un diagnostic précisant l'état initial de l'environnement et les modalités d'évaluation environnementale,
- d'un document exprimant la stratégie d'aménagement du territoire : le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
- d'un document d'orientations générales à portée juridique définissant les règles opposables aux documents d'urbanisme communaux.

Manière dont le P.L.U. prend en compte

Le SCOT a été arrêté le 13 mai 2013, et devrait être prochainement approuvé. Le projet de PLU a d'ores et déjà intégré certaines orientations du SCOT, en particulier celles relatives à la densité et à l'urbanisation en continuité des bourgs existants.

Les hypothèses de densités retenues, et évoquées p 63, sont ainsi :

- 15 logements/hectare pour les maisons individuelles en assainissement collectif dans le bourg, 12 logements/hectares pour les terrains jouxtant le centre bourg, 10 pour les terrains plus éloignés ;
- 25 logements/hectare pour les opérations en centre bourg amenées à être densifiées et objet d'orientations d'aménagement ;
- 5 logements/hectares pour les quelques terrains situés dans les coteaux

Le parti pris d'aménagement est clairement de s'appuyer sur l'armature urbaine existante, en privilégiant les extensions au contact direct des parties urbanisées desservies par l'assainissement collectif

4.4.5 Les autres schémas ou documents de planification

La Commune n'est concernée par aucun Plan de Déplacement urbain (P.D.U.), document d'aménagement commercial, document de gestion de l'espace agricole et forestier ou Programme Local de l'Habitat.

Enfin, la commune n'est pas concerné par un Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) ni par un Plan climat-énergie territorial (PCET).

5 LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR L'ENVIRONNEMENT

5.1 Les perspectives d'évolution probable de l'environnement si le Plan Local d'Urbanisme n'était pas mis en œuvre

Dans le cas où l'aménagement du territoire de Jatxou continuerait à être réglementé par le Plan d'Occupation des sols, l'évolution probable de l'environnement a été analysée. Différentes incidences se dégagent et se dessinent déjà sur le territoire. Celles-ci sont présentées dans le tableau suivant par grande thématique environnementale.

Thématique environnementale	Tendances évolutives
<i>Biodiversité et milieux naturels</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Des extensions de l'urbanisation sont possibles à proximité (150 mètres) des périmètres du site Natura 2000. Il s'agit des zones U et NB AU situé à l'Est du bourg et sur les coteaux. - La présence d'espaces boisés classés permet d'identifier et de préserver les boisements les plus significatifs et les plus remarquables du territoire, - Les ripisylves des cours d'eau, situées à proximité de zones urbaines ou agricoles, ne sont pas préservées. - De nombreuses possibilités de développement existent au niveau des hameaux, ce qui présente un risque de mitage de la trame verte mais également une incidence en termes de paysage, - Le développement de l'urbanisation linéaire dans un axe Nord-Sud est préjudiciable au maintien des corridors et limite voire supprime les liaisons entre les coteaux et la vallée de la Nive. - L'absence d'orientation d'aménagement ne permet pas de maîtriser la composition des quartiers et de prendre en compte les problèmes environnementaux situés au sein de la zone ou à proximité.
<i>Ressources naturelles et leur gestion</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement des zones urbaines, et notamment des zones pavillonnaires, entraîne une forte consommation en espace agricole, voire naturel. - Les possibilités de développement étant importantes entraineront une imperméabilisation des sols, limitant ainsi la reconstitution de la ressource en eau mais également augmentant les transferts de polluants vers le réseau hydrographique via un ruissellement non maîtrisé. - Le projet de territoire du POS ne permet pas de construire un schéma de développement durable et en accord avec la problématique de gestion des ressources naturelles (réflexion à avoir sur les déplacements, etc.),
<i>Risques majeurs</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement de l'urbanisation va entraîner une augmentation de l'imperméabilisation des sols, constituant ainsi un facteur d'aggravation en termes d'inondation. - Les secteurs soumis aux inondations ne sont pas identifiés clairement au plan de zonage. - Aucune recommandation n'est faite en ce qui concerne les autres risques (argile, etc.).
<i>Pollutions et nuisances</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Des possibilités de développement se situent sur les bassins versants de ruisseaux ou à proximité immédiate présentant ainsi un risque en termes de qualité des eaux.
<i>Cadre de vie et patrimoine</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement non maîtrisé de l'urbanisation entrainera une banalisation du paysage et fermera les différents points de vue de la commune. - L'urbanisation au niveau des lignes de crêtes aura également un impact sur la qualité des paysages. Ce phénomène est déjà observé sur le territoire des coteaux et tend à se renforcer au vu des possibilités qu'offre le POS.

En conclusion, la mise en place d'un Plan Local d'Urbanisme constitue une réelle opportunité. Ceci permettra de construire un projet de territoire durable avec une réelle réflexion en matière de déplacement, de centralité, de cadre de vie et de préservation des milieux naturels et des zones agricoles.

5.2 Incidences du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement

5.2.1 Analyse des incidences des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Le PLU est le cadre et l'outil du développement urbain et est garant de la qualité du projet communal, contenant à la fois les objectifs à atteindre et les outils pour y parvenir. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables constitue la pièce clé pour la conduite de ce projet. Ce document donne les orientations générales en termes d'urbanisme et d'aménagement pour l'ensemble de la commune mais également des orientations pour la mise en place de projets plus durables et respectueux de l'environnement dans lequel ils s'inscrivent. Ainsi, le PADD définit quatre grands objectifs prioritaires en termes d'aménagement et de développement durable :

- Préserver les composantes du territoire communal ;
- Permettre un développement continu du village ;
- Avoir une commune accueillante à l'aménagement équilibré.

Chacun de ces grands objectifs se décline en une série d'orientations.

L'analyse du Projet d'Aménagement et de Développement Durables a pour objet de croiser ses objectifs avec les enjeux issus de l'état initial de l'environnement. Ceci permettra de mettre en exergue la manière dont le projet communal prend en compte l'environnement mais également l'influence qu'il aura sur son évolution future, qu'elle soit positive ou négative. Cette analyse permettra ainsi d'avoir une vision d'ensemble des orientations et de leur compatibilité avec les enjeux environnementaux.

5.2.1.1 Préserver les composantes du territoire communal

➤ Orientations associées à cet enjeu

- Préserver les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel de la commune,
- Maintenir les composantes majeures du paysage communal,
- Limiter l'habitat diffus dans les écarts des coteaux aux secteurs déjà urbanisés.

➤ Impacts des orientations du PADD sur l'environnement

Cette orientation est au cœur de la problématique de protection de l'environnement. Aussi, celle-ci vise à garantir la prise en compte des espaces naturels les plus sensibles, avec un zoom sur les secteurs de rive des cours d'eau, et ainsi maintenir les grandes unités paysagères de la commune.

➤ Mesures d'accompagnement, de réduction et d'atténuation

Aucune mesure d'accompagnement, de réduction ou d'atténuation à prévoir.

5.2.1.2 Permettre un développement continu du village :

➤ Orientations associées à cet enjeu

- Offrir les conditions d'une croissance démographique soutenue,
- Favoriser une gestion économe de l'espace sur le territoire communal,
- Pérenniser l'agriculture existante,
- Maintien d'une zone d'activité.

➤ Impacts des orientations du PADD sur l'environnement

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs engendrera nécessairement une consommation en espaces naturels et agricoles, ces derniers supportant la plus grande pression foncière. En effet, les espaces agricoles sont en général les plus touchés par le développement urbain. Le rythme de construction des terrains se voit maîtriser par la collectivité et affirmer par la volonté d'échelonner l'ouverture de certains secteurs. Outre l'incidence négative sur les espaces agricoles, l'artificialisation des sols entraîne une réduction de leur capacité de stockage de carbone et accélère la circulation des eaux, pouvant conduire

parfois à des phénomènes d'inondations aux eaux pluviales. La réduction des capacités de stockage du carbone est néanmoins minimisée du fait que la majeure partie des zones à urbaniser est caractérisée par la présence de grandes cultures (maïs) et surtout prairies, la quantité de carbone stockée dans les sols sur ces espaces étant faible à moyenne. Ces aménagements s'accompagnent également d'une banalisation du paysage. La fragmentation des habitats naturels est également une pression existante. Aussi, une attention particulière devra être portée pour le maintien des corridors écologiques majeurs et fonctionnels. Le PADD oriente le développement d'activités dans les zones urbaines, favorisant ainsi la proximité entre habitat et espaces de vie, orientation positive en termes de réduction des déplacements. Afin d'appréhender les possibles conflits d'usage qui pourraient survenir entre ces deux espaces aux fonctions différentes, il est fait état que les activités devront être compatibles avec le caractère d'habitat de la zone.

➤ Mesures d'accompagnement, de réduction et d'atténuation

Différentes mesures seront prises afin de réduire, atténuer et enrayer les incidences négatives de cette orientation :

- Le développement urbain devra se faire de manière raisonnée afin de prendre en compte la problématique de consommation en espaces naturels et agricoles. Aussi, les surfaces ouvertes à l'urbanisation seront moins importantes que celles ouvertes à l'époque du POS ;
- Afin de maintenir l'activité agricole, pour son intérêt économique pour le territoire mais également pour sa participation à la constitution du paysage, les terrains présentant une valeur agronomique intéressante seront identifiés et maintenus. Ceci est déjà pris en compte et affirmé au sein du PADD au travers de l'orientation « Pérenniser l'agriculture existante » ;
- Afin de limiter la banalisation du paysage mais également de répondre à la problématique de stockage du carbone, les projets de développement prévoiront des espaces verts. Ceux-ci seront renforcés par le maintien des bois et haies au niveau du bourg ;
- Les plantations participeront également à la constitution d'un maillage vert à l'échelle des espaces urbains, support pour l'apparition d'une nature ordinaire ;
- Une gestion des eaux pluviales devra être mise en place, en privilégiant les modes alternatifs, permettant ainsi de se rapprocher au plus près du cycle de l'eau ;
- Une attention particulière devra être portée sur les traitements des eaux usées (raccordement, dimensionnement des réseaux existants, etc.).

5.2.1.3 Une commune accueillante à l'aménagement équilibré

➤ Orientations associées à cet enjeu

- Améliorer le maillage des voies urbaines,
- Faciliter les déplacements piétons et cyclistes dans l'agglomération,
- Conforter le bourg et ses abords pour profiter des réseaux existants,
- Promouvoir différentes formes d'habiter,
- Valoriser le bourg (patrimoine bâti, espaces publics, offre de services...).

➤ Impacts des orientations du PADD sur l'environnement

Les incidences de cet objectif s'apparentent à celles concernant la première orientation qui est de favoriser l'essor de Jatxou. Néanmoins, celle-ci diffère quelque peu du fait qu'elle présente des incidences positives sur l'environnement à plusieurs niveaux :

- La sécurisation des voies et l'organisation de la circulation sera bénéfique en termes de sécurité pour les personnes,
- L'usage systématique du réseau d'assainissement collectif constitue un élément fort en termes de gestion des pollutions et des nuisances et permettra de résorber les dégradations de la qualité des milieux récepteurs. L'importance de la capacité résiduelle de la station d'épuration permettra également d'être en accord avec les besoins qui arriveront avec l'apparition de nouvelles zones d'habitat, d'équipement ou de zones d'activités,
- Diversifier l'habitat, dont en développant les logements collectifs permet de limiter la consommation de l'espace.

➤ Mesures d'accompagnement, de réduction et d'atténuation

L'élaboration du zonage a fait l'objet d'une étude attentive afin de limiter les possibilités de développement et de préserver les milieux naturels remarquables ainsi que les corridors écologiques.

Les infrastructures pourront s'accompagner de voies en « mode doux » afin d'offrir aux habitants des alternatives à l'utilisation des véhicules motorisés. Un balisage approprié au type de fréquentation (piéton, cycliste, etc.) des cheminements permettra de canaliser et de sécuriser la fréquentation. Dans le cas où ces aménagements se situent au cœur de milieux naturels, une attention particulière sera portée afin de respecter le caractère naturel et les sensibilités du site.

5.2.2 Analyse des incidences relatives au zonage et au règlement

5.2.2.1 Analyse des incidences générales sur les enjeux des grandes thématiques environnementales

Les incidences sur l'environnement de la mise en place du Plan Local d'Urbanisme sont envisagées au regard de l'état initial de l'environnement et de ses perspectives d'évolution. Pour chaque grande thématique, les effets du PLU sont énumérés, c'est-à-dire les conséquences du PLU quel que soit le territoire affecté.

Les incidences sont évaluées qu'elles soient négatives ou positives.

➤ Thématique « Biodiversité et milieux naturels »

Enjeux

- Préserver et renforcer les ripisylves, rôle majeur dans la constitution de la trame verte et bleue et rôle dans le maintien des berges, la qualité des eaux, etc.
- Préserver les continuités écologiques : l'ensemble des vallées et des ripisylves accompagnant les cours d'eau, les masses boisées et les haies,
- Préserver les milieux remarquables,
- Identifier les espaces agricoles afin d'offrir toutes les conditions nécessaires pour la pérennisation de l'agriculture fourragère et de l'élevage extensif, activités nécessaires au maintien des prairies humides notamment,
- Limiter le développement linéaire de l'urbanisation le long des infrastructures routières qui renforcent les discontinuités dans la trame verte mais également qui entraînent une banalisation des perceptions paysagères.

Analyse des incidences

- (+) L'ensemble des ripisylves est identifié et classé en zone N et largement en Espaces Boisés Classés.
- (+) Aucun des secteurs de développement ne vient à proximité immédiate du site Natura 2000, tous les cours d'eau ont été classés en zone N.
- (+) Les boisements les plus remarquables, et structurant le paysage, sont protégés au travers de la mise en place d'un EBC. L'essentiel des espaces boisés sont classés en zone N.
- (-) Le projet communal est encore consommateur en espace agricole.
- (+) Les espaces agricoles sont identifiés au plus près par un zonage de type A.
- (+) Afin de répondre à la problématique de préservation des terres agricoles ou naturelles, les zones à urbaniser initialement prévues au niveau de deux hameaux sur les coteaux ont été supprimées.
- (-) Il existe un fort développement de l'urbanisation le long des axes de circulation principaux renforçant les obstacles aux échanges entre les milieux environnants (axe nord/sud).

➤ Thématique « Ressources naturelles et leur gestion »

Enjeux

- Assurer une gestion durable et cohérente de la ressource en eau (maintien des boisements, des haies, etc.) afin de réduire les apports massifs pouvant arriver vers les zones urbaines et ainsi limiter les risques d'inondation
- Limiter l'imperméabilisation des sols et gérer les eaux pluviales
- Limiter la consommation en espaces naturels et agricoles
- Identifier les espaces agricoles afin d'offrir toutes les conditions nécessaires pour la pérennisation de l'agriculture fourragère et de l'élevage extensif

Analyse des incidences

- (-) L'accueil de nouvelles populations entrainera nécessairement une augmentation de la consommation d'eau potable.
- (-) L'augmentation de l'imperméabilisation du sol est un frein au cycle naturel de l'eau et à la reconstitution de la ressource.
- (+) Le règlement comporte des mesures en termes de gestion des eaux pluviales au travers de son article 4.
- (+) Des éléments de recommandation accompagnent le PLU en termes de gestion des eaux pluviales et préconisent l'utilisation des mesures alternatives, afin de se rapprocher au plus près du cycle de l'eau.
- (+) Les espaces agricoles sont identifiés par un zonage de type A.
- (+) Le reversement de 17,6 hectares urbanisables dans le POS en zones ou secteurs agricoles ou naturels limite la consommation de l'espace.
- (+) Par rapport au POS en vigueur en 2008, environ 400 d'hectares est restituée aux espaces agricoles.
- (-) Les zones pouvant accueillir de nouveaux aménagements au sein de secteurs naturels ou agricole ont augmenté de 2% (soit un peu plus de 2 hectares).

➤ Thématiques « Pollutions et nuisances »

Enjeux

- Privilégier une urbanisation dans les secteurs desservis par l'assainissement collectif et dans les secteurs où l'aptitude à l'assainissement non collectif est bonne
- Maîtriser le développement des panneaux photovoltaïques pour ne pas dégrader, fragmenter le paysage
- Prendre en compte la vulnérabilité des milieux aquatiques à la pollution par les nitrates d'origine agricole ou par les dysfonctionnements des systèmes d'assainissement non collectif en réduisant les sources de pollution

Analyse des incidences

- (-) L'imperméabilisation des sols entraîne de manière indirecte l'augmentation de la charge en polluants des eaux pluviales.
- (+) Le règlement comportant des mesures en termes de gestion des eaux pluviales au travers de son article 4.
- (+) Le développement d'un seul secteur de hameau non desservi par l'assainissement collectif, et la limitation des zones non rattachées à la station d'épuration est limité afin de ne pas entraîner de risque de pollution des milieux naturels.
- (+) Ne pas développer l'urbanisation au-delà de la capacité de la STEP afin de garder la qualité des eaux et de répondre aux nouveaux besoins liés à l'arrivée de nouvelles populations.
- (-) Les secteurs de développement ont tendance à étendre la ville, ce qui est problématique en termes de transport et ne va pas dans le sens des réductions des gaz à effet de serre.
- (+) De nombreux emplacements réservés concernant l'aménagement de voirie sont prévus. Ils permettent de réorganiser la circulation.

➤ Thématiques « Risques »

Enjeux

- Prendre en compte l'atlas des zones inondables dans les projets de développement pour limiter le risque pour les personnes et les biens, et intégrer les éléments de connaissance du PPRI en cours.
- Informer les populations et mettre en avant des recommandations, notamment en ce qui concerne le risque sismique et le « retrait et gonflement des argiles »

Analyse des incidences

- (+) Les zones inondables (très limitées) sont identifiées au sein du PLU et dans la zone N inconstructible.
- (-/+) La totalité des zones constructibles sont soumises à l'aléa retrait et gonflement des argiles. Cet aléa est jugé faible. L'incidence sera donc modérée, ponctuelle et peut être nulle lorsque des dispositions sont prises lors de la construction de nouvelles habitations. Afin d'informer les populations, les recommandations du BRGM sont présentées dans le rapport de présentation.

➤ Thématiques « Cadre de vie et paysage »

Enjeux

- Urbanisation en ligne de crête banalisant le paysage
- Couvert boisé très important et de qualité
- Présence de micro-paysage agricole avec encore la persistance de quelques activités d'élevage

Analyse des incidences

(+) Le classement des boisements en Espaces Boisés Classés permet de maintenir ce paysage caractéristique du territoire communal

(+) Afin de préserver le paysage communal, le PLU classe en zone naturelle ou agricole l'essentiel de son territoire.

(+) La zone A n'autorise que les constructions directement liées et nécessaires à l'exploitation agricole, qui respectent les conditions de regroupement des constructions et les notions de siège d'exploitation. Cette mesure permet d'assurer une préservation des paysages communaux.

(-) L'étalement de la ville contribue à banaliser les paysages.

5.2.2.2 Analyse des incidences des mesures et des projets de développement

➤ Le secteur des coteaux

Destination de la zone

Les coteaux ont une destination essentiellement agricole ou naturelle. Toutefois, des hameaux et groupes d'habitations existent déjà. Un seul hameau, le plus important et parce qu'il n'est pas en bordure de la route Napoléon, est voué à accueillir encore quelques constructions supplémentaires. Comme ce hameau est au niveau de terres agricoles, le zonage est de type Ah.

Contexte réglementaire

Le secteur recouvre l'essentiel des espaces naturels et agricole. On y trouve la majeure partie des périmètres des sites Natura 2000, ainsi que le site de la route des Cimes.

Etat initial de l'environnement

Les coteaux se caractérisent par la présence d'un espace prairial important, ainsi que de grands bois. Les cultures sont limitées. Le principal hameau compte environ 15 maisons, les 2 autres 5 à 7 maisons. Parfois, des fossés structurent les limites parcellaires et servent à récupérer les eaux pluviales. Les ripisylves et cours d'eau participent à la constitution de la trame verte et bleue.



Constructions le long de la route entre le bourg et la route des Cimes

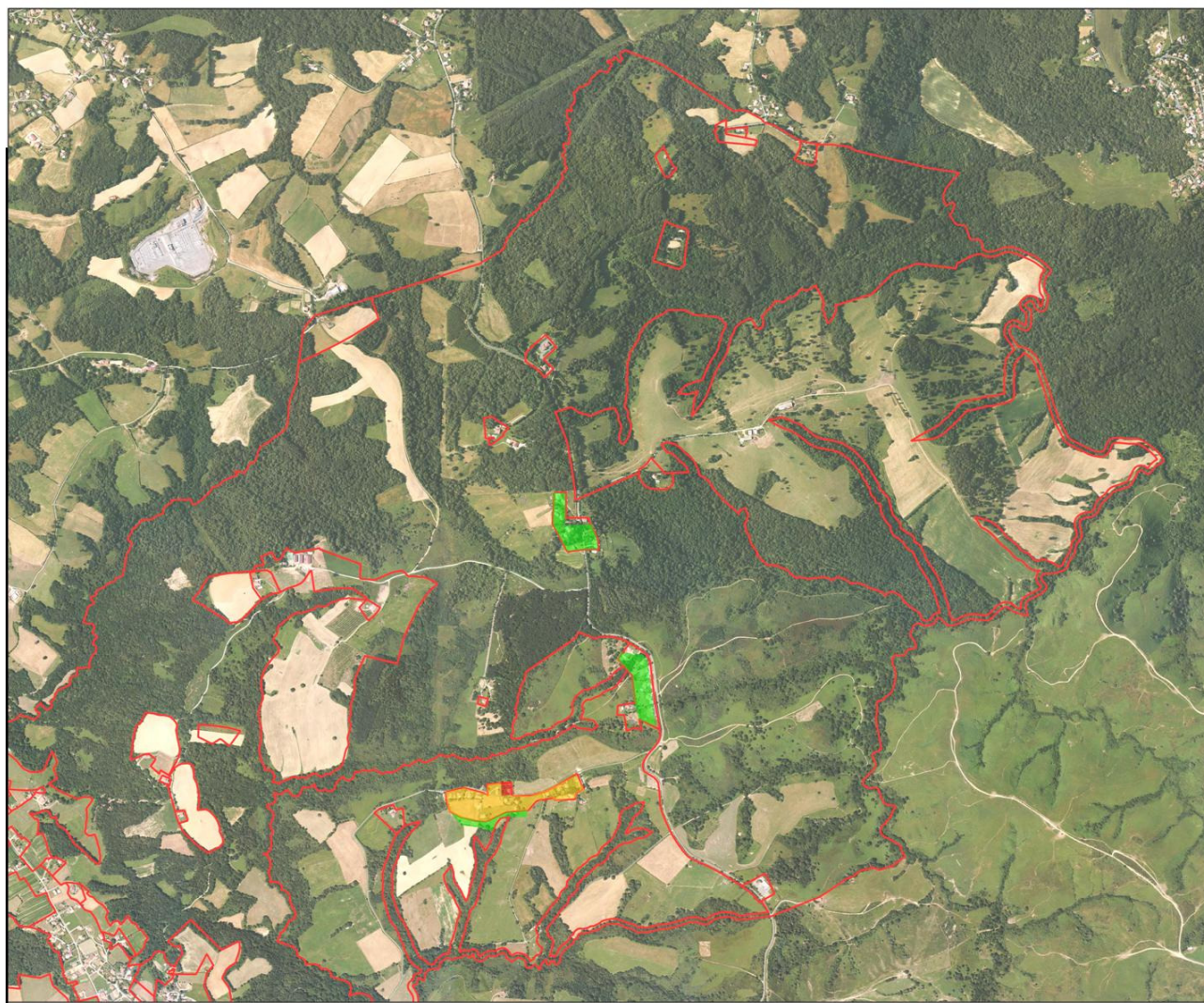
Enjeux et analyse des incidences

Le seul hameau gardé comme constructible voit son emprise réduite. Les deux autres secteurs d'habitat du POS ne sont pas reconduits dans le PLU. Aussi, l'urbanisation sur les coteaux ne peut être préjudiciable envers l'environnement comme l'était le POS. Le zonage du présent PLU permet :

- Assurer la conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000. La principale menace se caractérise par la survenue d'incidences indirectes avec une dégradation de la qualité de l'eau qui se trouverait préjudiciable pour le maintien des espèces d'intérêt communautaire surtout de la part des constructions déjà existantes ;
- Gérer de manière durable la ressource en eau que ce soit de manière qualitative (maintien d'une bonne qualité des eaux) ou quantitative (gestion des eaux pluviales, limitation de l'imperméabilisation des sols).

Mesures d'accompagnement, d'atténuation et de réduction

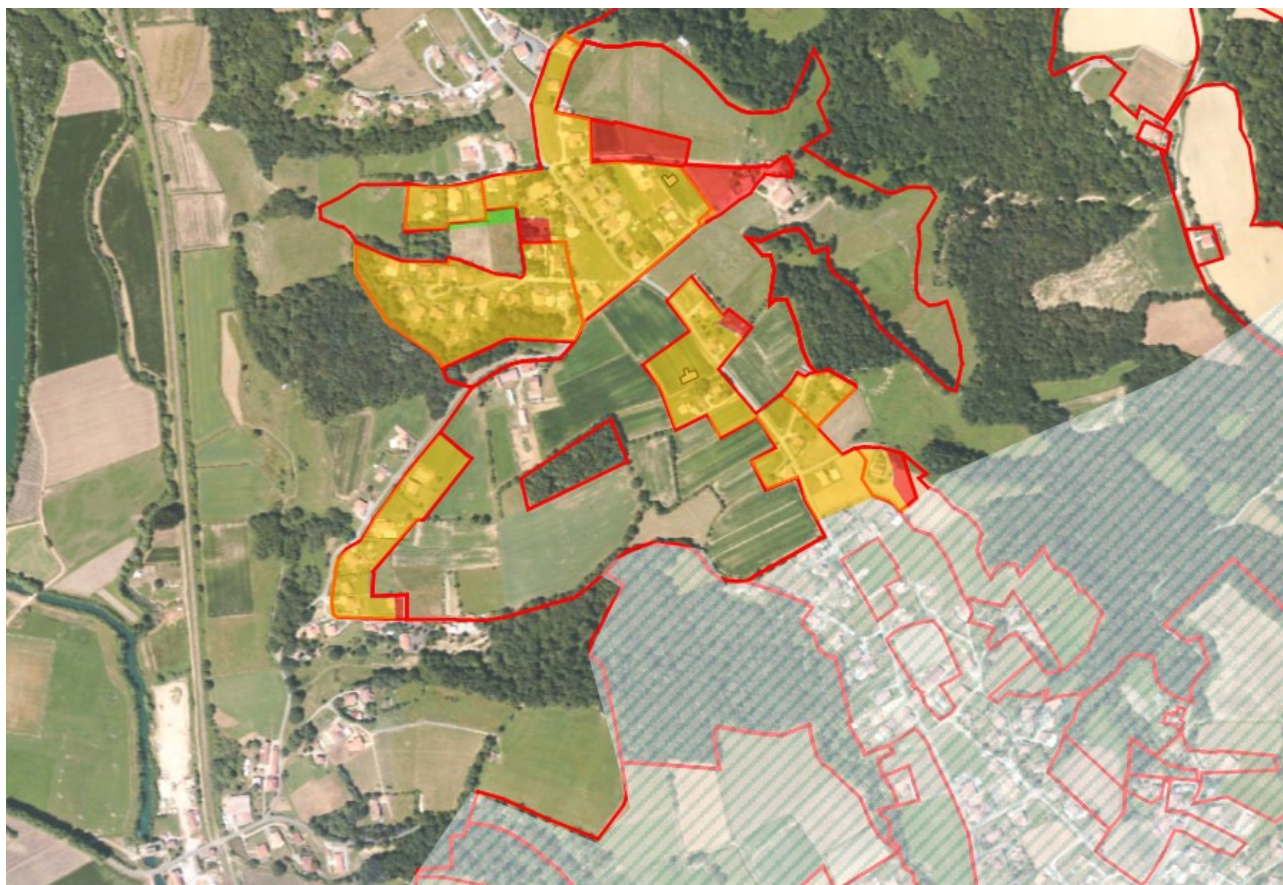
C'est par une réduction drastique des zones constructibles (en vert sur la carte ci-dessous) que le zonage des coteaux prend en compte la problématique environnementale. Un seul terrain est rajouté à la zone Ah, mais il est déjà bâti.



Plan de zonage sur les coteaux :

- En rouge les terrains inconstructible du POS qui le deviennent,
- En jaune, les terrains constructibles qui le reste,
- En vert, les terrains qui deviennent inconstructibles.

➤ Secteur Nord du bourg



- En rouge les terrains inconstructible du POS qui le deviennent,
- En jaune, les terrains constructibles qui le reste,
- En vert, les terrains qui deviennent inconstructibles.

Destination de la zone

Ce secteur se situe sur le plateau. Il comporte différentes zones : U, AU, A et N, mais dont l'ampleur varie, l'essentiel étant constitué des zones U et A ce qui donne un paysage rural malgré les secteurs urbanisés.

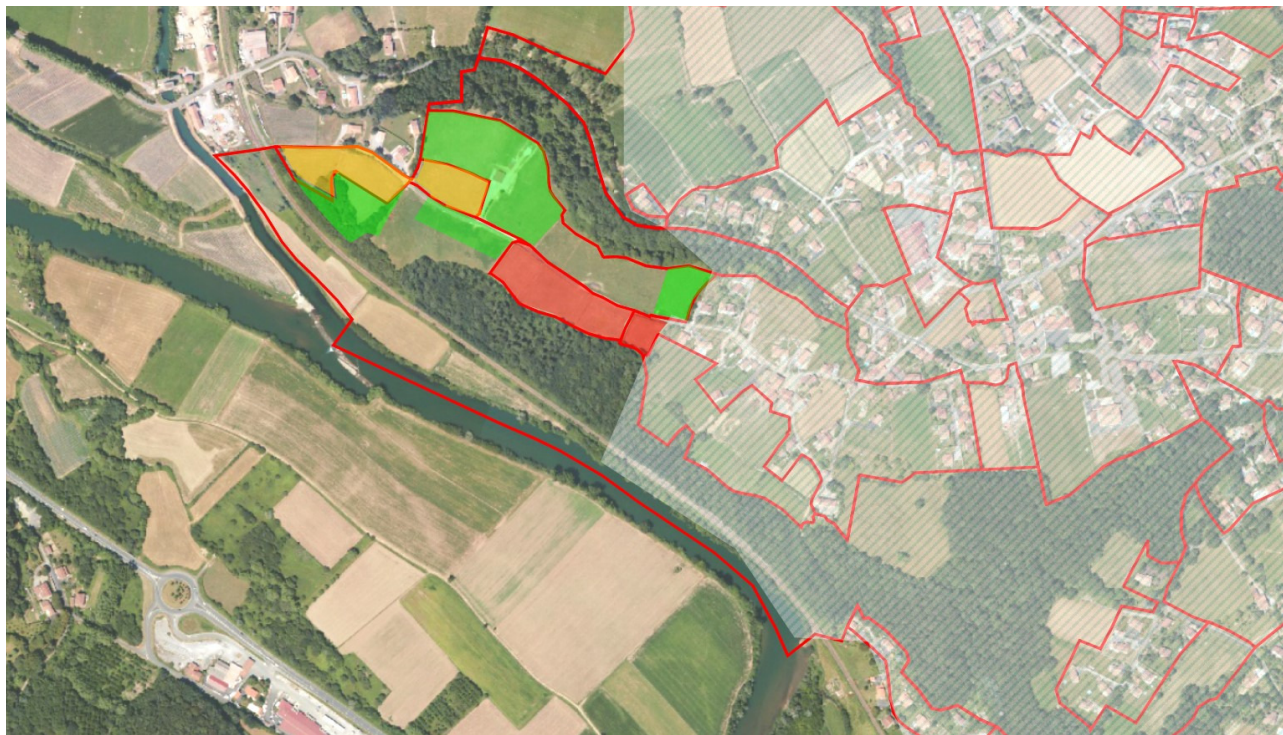
Etat initial de l'environnement

La traduction de cette dualité, agriculture et urbanisation, conduit à un environnement d'une qualité assez ordinaire (présence de quelques haies et bosquets et prairies en marges du secteur. Les quelques boisements sont pour la plupart classés en EBC.

Enjeux et analyse des incidences

Les incidences sur l'environnement sont très faibles. L'enjeu est principalement de garder des espaces ouverts afin de conserver les continuités écologiques entre l'Est et l'Ouest. L'urbanisation prévue ne conduit pas à former une frange urbanisée qui serait susceptible d'être nuisible à cet enjeu de continuité écologique.

➤ Secteur Ouest du bourg



- En rouge les terrains inconstructible du POS qui le deviennent,
- En jaune, les terrains constructibles qui le reste,
- En vert, les terrains qui deviennent inconstructibles.

Destination de la zone

Cette zone est principalement destinée à une urbanisation future, à l'exception d'une partie qui est déjà desservie et qui a partiellement déjà objet d'un permis d'aménager. Cette zone se trouve dans la continuité du bourg, à l'ouest de ce dernier.

Etat initial de l'environnement

Les terrains concernés par une future urbanisation sont des prairies agricoles situées de part et d'autre de la voirie. En périphérie de ces terrains classés constructibles, se trouvent des espaces boisés, la partie nord étant rive raine du cours d'eau.

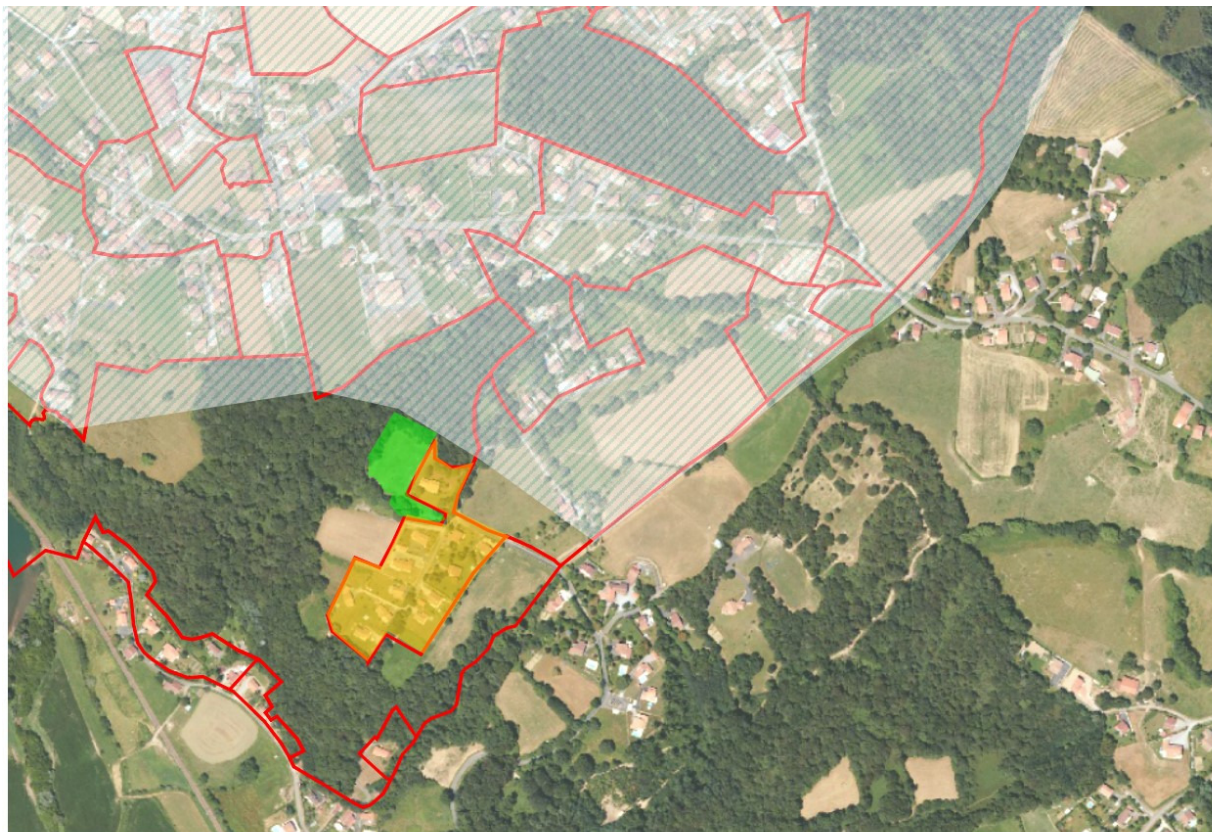
Enjeux et analyse des incidences

L'enjeu sera de minimiser l'impact de l'urbanisation sur les parties boisées et le cours d'eau. Les parties boisées ont été portées en Espace Boisés Classés, afin d'en garantir la pérennité, et les rives du cours d'eau sont classées en N sur une largeur importante. Les incidences sur la qualité des eaux seront minimales du fait de la desserte du secteur par le réseau public d'assainissement collectif.

Mesures d'accompagnement, d'atténuation et de réduction

La forme bâtie sera d'une hauteur limitée, afin d'assurer une bonne insertion paysagère sur cette croupe visible depuis l'autre côté de la Nive.

➤ Secteur Sud du bourg



- En rouge les terrains inconstructible du POS qui le deviennent,
- En jaune, les terrains constructibles qui le reste,
- En vert, les terrains qui deviennent inconstructibles.

Destination de la zone

Ce secteur est destiné principalement à de l'habitat pavillonnaire, et il s'agit de compléter un secteur déjà urbanisé.

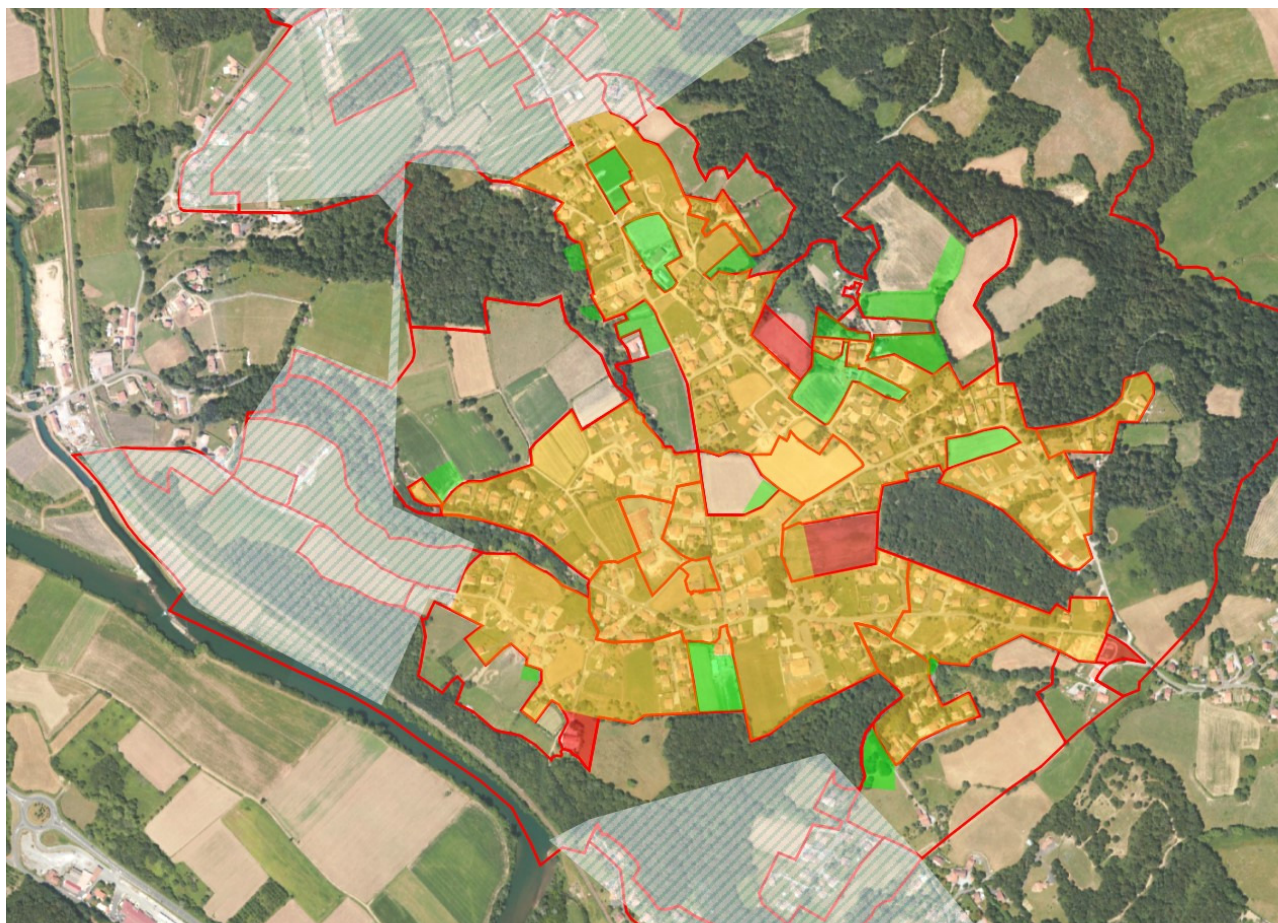
Etat initial de l'environnement

Ce secteur est en grande partie construit. Il est bordé de boisements et l'enjeu est de limiter l'impact de l'urbanisation sur le fonctionnement écologique de ce secteur.

Mesures d'accompagnement, d'atténuation et de réduction

Le contour de ce secteur a été redéfini à l'occasion du passage en PLU, afin de garantir un fonctionnement convenable en matière d'accès et de desserte. Les parties non bâties se voient basculées en attente d'urbanisation, la condition étant la desserte par l'assainissement collectif.

➤ Secteur Centre du bourg



- En rouge les terrains inconstructible du POS qui le deviennent,
- En jaune, les terrains constructibles qui le reste,
- En vert, les terrains qui deviennent inconstructibles.

Destination de la zone

Ce secteur recueille l'essentiel de l'urbanisation, et comprend à la fois de l'habitat, des commerces, des services et de l'activité. Le zonage réglementaire traduit cette diversité des fonctions.

Etat initial de l'environnement

Situé sur le plateau, ce secteur offre en dehors des parties urbanisées quelques parties agricoles et naturelles principalement en interstices, et l'enjeu est de limiter l'impact de l'urbanisation sur le fonctionnement écologique voisin.

Mesures d'accompagnement, d'atténuation et de réduction

Destiné à être le support principal du développement, les mesures seront principalement de l'accompagnement, à travers les cheminements doux, la prise en compte du risque inondation par une bande inconstructible, la gestion de boisements par une inscription en Espace Boisé Classé.

5.2.2.3 Analyse des incidences des emplacements réservés

Les emplacements réservés mis en place sont tous au bénéfice de la commune. Il s'agit d'aménagements de voirie, qui permettront d'assurer un fonctionnement harmonieux au développement du territoire communal.

Au vu des destinations et des localisations, aucune incidence majeure n'est à souligner.

5.2.2.4 Analyse des incidences du PLU sur le site Natura 2000

La commune de Jatxou est concernée par les sites Natura 2000 « La Nive » et « L'Ardanavy ». C'est pourquoi, l'analyse des incidences du PLU sur ces sites est réalisée afin de savoir s'il prévoit des aménagements risquant d'affecter l'intégrité de cet espace.

Cette analyse se fera au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces (animales et végétales) d'intérêt communautaire pour lesquels le site a été désigné. Ainsi, les orientations du PLU ne devront pas rentrer en contradiction mais devront être compatibles avec l'ensemble des mesures requises pour conserver ou rétablir les habitats naturels et maintenir les espèces sauvages à long terme. En cas d'impact notable dommageable sur le site Natura 2000, le PLU devra les prendre en compte et évoluer pour les supprimer ou les atténuer.

Les incidences éventuelles du développement urbain de Jatxou sur les sites Natura 2000 de son territoire seraient de deux ordres :

- Incidences directes : urbanisation dans les sites, destruction d'habitats naturels et d'habitats d'espèces éligibles ;
- Incidences indirectes : atteinte à une fonctionnalité du site, remise en cause de continuités écologiques et de l'alimentation hydrique, atteinte indirecte aux espèces.

➤ Présentation des grandes zones de développement futures

Les zones U sont généralement des secteurs déjà urbanisés où les équipements (voirie et réseaux, y compris le réseau d'assainissement) sont actuellement existants et qui ont une capacité suffisante pour accueillir de nouvelles constructions. Elles peuvent recevoir de l'habitat, des équipements, des activités, etc. Les extensions possibles sont limitées et en continuité de l'urbanisation existante.

Les zones AU correspondent aux secteurs d'extension future de l'urbanisation. Celles-ci sont situées à la périphérie des zones U et sont aujourd'hui faiblement équipées. Ces zones sont destinées à l'accueil d'habitations.

➤ Analyse des incidences directes sur l'état de conservation des sites Natura 2000

Pour l'ensemble des périmètres Natura 2000 situé sur la commune, le PLU a défini un zonage naturel, y compris sur les grands ensembles agricoles. Les zones constructibles U ou AU ne sont jamais à moins de 100 mètres des cours d'eau du site « La Nive ». De plus, une grande partie des ripisylves des sites Natura 2000 sont en espaces boisés classés, renforçant ainsi la protection de ces milieux remarquables

Aussi, toute incidence directe a été évitée.

➤ Analyse des incidences indirectes sur l'état de conservation du site Natura 2000

Les incidences indirectes éventuelles pourraient reposer :

- Sur une rupture des continuités écologiques entre les différents noyaux des sites Natura 2000 ;
- Sur une dégradation de la qualité des eaux de rivière.

Le tableau suivant présente de manière globale les incidences générales du PLU qui subviendront au niveau des habitats d'intérêt communautaire ayant justifiées la désignation des sites au titre de Natura 2000.

Incidences sur les habitats ayant justifié la désignation des deux sites Natura 2000

Code	Habitats ayant justifié la désignation du site	Menaces potentielles	Orientations du PLU ayant une influence sur ces relations fonctionnelles (positive ou négative)	Manière dont le PLU prend en compte les influences négatives
91E0	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i>, <i>Alnion incanae</i>, <i>Salicion albae</i>)*	- Travaux hydrauliques modifiant le régime des inondations - Plantations de peupliers	Classement en zone N de la totalité des sites Natura 2000 et de la quasi-totalité du réseau hydrographique (hors site Natura 2000) visant à identifier les cours d'eau et protéger leur ripisylve.	Le PLU par l'interdiction des constructions au niveau du site Natura 2000 permet de ne pas entraîner de destruction directe d'habitats d'intérêt communautaire. La préservation de la qualité de l'eau des rivières est assurée grâce à l'obligation de se raccorder en zone d'assainissement collectif (zones UB UC et AU) et dans le respect de la réglementation sur l'assainissement non collectif (zones UD et A), et par la limitation de l'imperméabilisation des sols par l'application des dispositions de l'article 9 (% d'emprise au sol) ou l'article 14 (coefficient d'occupation des sols) de l'ensemble des bâtiments destinés à l'habitation, y compris les bâtiments annexes.
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	- Agriculture intensive - Populiculture - Perturbation du régime hydraulique - Eutrophisation	Classement en EBC de l'essentiel des ripisylves assurant le maintien des connexions écologiques. Nouvelles zones urbaines plus proche du site Natura 2000 la Nive (100 mètres), mais zone déjà bâti à (incidence potentielle en termes d'altération de la qualité des eaux, etc.). Les zones urbaines (U) existants sont à proximité directes (entre 100 et 150 mètres pour les plus proches) du réseau hydrographique et peuvent constituer une menace en termes de maintien de la qualité des eaux.	Un travail important est fait et sera fait dans les nouvelles opérations en matière de gestion des eaux pluviales (orientation d'aménagement en matière de gestion des eaux pluviales, article 4 du règlement). Un espace naturel est toujours présent entre les secteurs de développement et les secteurs à enjeux, permettant de conserver une zone tampon réduisant les risques de transfert de polluants.

***Habitats prioritaires (en gras) :** habitats en danger de disparition sur le territoire européen des Etats membres et pour la conservation desquels l'Union européenne porte une responsabilité particulière.

Les espèces d'intérêt communautaire sont pour la plus part inféodées aux milieux aquatiques et aux zones humides associées aux plans d'eau. Le PLU classe l'essentiel des cours d'eau en zone N, ce qui garantit une préservation des habitats naturel et des habitats d'espèces potentiellement habités par cette faune remarquable. Le PLU ne présente pas d'incidences directes et indirectes significatives sur ces espèces.

Conclusion sur l'atteinte du projet de PLU sur l'état de conservation du site Natura 2000

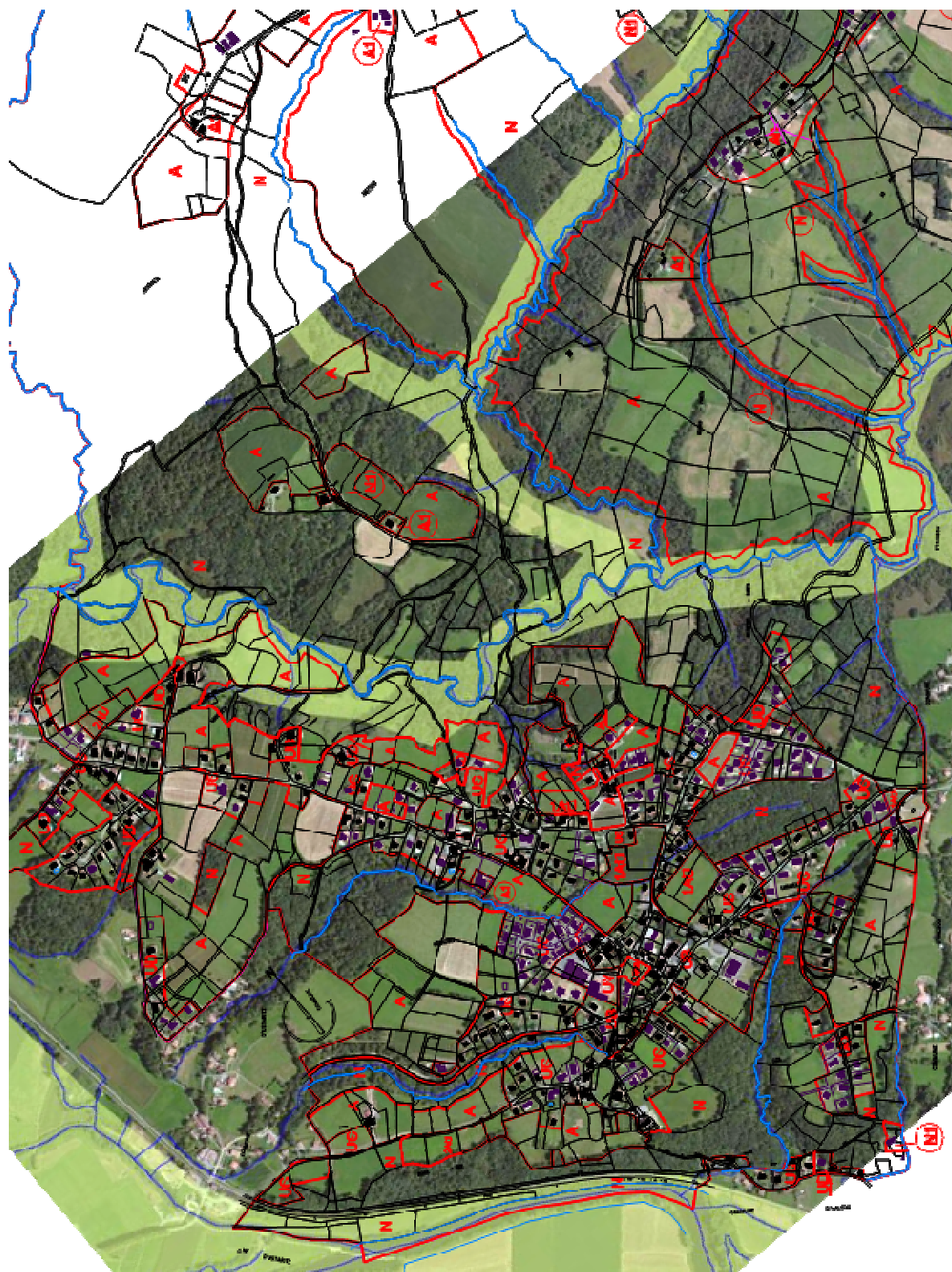
Le développement de Jatxou et l'urbanisation déjà existante ont incontestablement une influence très limitée sur la dynamique d'évolution des sites Natura 2000 du fait de leur proximité relative et des caractéristiques écologique des espèces qu'ils abritent. Cette influence limitée est possible par des liens fonctionnels d'ordre physique (influence sur la qualité de l'eau et des milieux aquatiques par le réseau hydrographique, logique de bassin versant,) ou biologique (habitats d'espèce).

Par rapport aux sites Natura 2000, les facteurs d'influence les plus sensibles sont la maîtrise des eaux pluviales et l'assainissement des eaux usées des futures zones de développement. Aussi, le projet de PLU prend diverses dispositions :

- La mise en place d'une bande tampon entre l'urbain ou agricole et les espaces naturels (les zones agricoles sont toujours à 20 mètres au moins des rives et les zones constructibles à 100 mètres) ;
- La limitation de l'imperméabilisation des sols ;
- Un raccordement obligatoire au collectif et la limitation des possibilités de développement dans le cas où les capacités des sols pour la mise en place d'un assainissement autonome sont mauvaises ;
- Le maintien d'un développement adapté à la capacité de la STEP qui est une avancée indéniable pour l'amélioration de la qualité des eaux.

Ainsi, le PLU ne génère pas d'impact indirect sur les sites Natura 2000. Au vu des incidences directes nulles et d'incidences indirectes très faibles du PLU sur les sites, l'objectif d'une masse d'eau en bon état écologique et chimique en 2015 pour les cours d'eau n'est pas remis en cause par le présent document d'urbanisme.

Le zonage du PLU et Natura 2000



6 LES MESURES DE PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE MISE EN VALEUR

Le développement des constructions, des aménagements urbains et des équipements de toute sorte induit inévitablement une artificialisation du territoire communal. Les éléments suivants mettent en avant les principales dispositions ou mesures compensatoires visant une limitation des impacts de l'aménagement et du développement du territoire rendues possibles par le présent PLU.

6.1 Sur le patrimoine et le cadre de vie

Le présent PLU se traduit par une clarification entre les secteurs d'expansion urbaine et la préservation de l'agriculture, principale gestionnaire de l'espace rural qui assure des fonctions essentielles pour tout le territoire et des espaces naturels (contribution à la qualité du cadre de vie, à la constitution d'espaces de détente et de loisirs, à la préservation de l'environnement...). Les secteurs de développement urbain, localisés en continuité de l'agglomération actuelle ou du hameau existant sur les coteaux n'affectent pas les caractéristiques majeures du paysage communal. En particulier, l'essentiel des bois sur les coteaux sont préservés par la définition d'Espaces Boisés Classés.

La concentration du développement autour du centre des services publics du centre bourg et le développement d'alternatives au déplacement automobile permet d'améliorer le cadre de vie.

6.2 Sur les ressources naturelles

Nature	Description succincte	Sensibilité	Incidences potentielles	Eléments de prise en compte et mesures	Incidences résiduelles
Ressource en eaux	<p>Eaux superficielles de bonne qualité</p> <p>Eaux souterraines relativement vulnérables de bonne qualité</p> <p>Zonage du PLU préservant les rives des cours d'eau</p>	xxxx	<p>Imperméabilisation des sols (augmentation des débits, dégradation de la qualité des eaux)</p> <p>Risques de pollutions potentielles pour les projets</p> <p>Augmentation de la pression sur la ressource et de la production d'eaux pluviales et usées à gérer</p> <p>xx</p>	<p>Recommandations du SPANC pour l'aptitude des sols</p> <p>Capacité suffisante de la STEP et du réseau</p> <p>Atlas zones inondables et PPRI en cours</p> <p>Orientations du PADD</p> <p>Dispositions réglementaires (gestion des eaux pluviales et des eaux usées)</p> <p>Raccordement obligatoire des nouvelles constructions aux réseaux</p>	-
Sol et sous sol	<p>Urbanisation privilégiée au bourg</p> <p>Maintien de plus de 90% du territoire en zone A et N : couvert végétal stabilisant les sols et favorable à l'infiltration</p>	xx	<p>Artificialisation des sols (imperméabilisation, ruissellements)</p> <p>Nuisances et risques éventuels avec la zone d'activité</p> <p>Nuisances et risques temporaires potentiels lors des travaux</p> <p>x</p>	<p>Limitation au développement de la voirie</p> <p>Localisation en discontinuité des zones d'habitat et de la zone d'activités</p> <p>Atlas zones inondables et PPRI en cours</p> <p>Orientations du PADD</p> <p>Dispositions réglementaires (limitation de la mixité d'occupation et d'usage du sol)</p>	-
Consommation et organisation de l'espace	Gestion de l'espace et des sols avec une urbanisation en continuité du bourg actuel ou du hameau sur les coteaux	xxx	<p>Préservation des grandes entités agricoles et boisées</p> <p>Limitation du mitage spatial, des flux et des réseaux</p> <p>Amélioration du cadre de vie (zone d'activité, desserte)</p> <p>Intégration de nouvelles formes urbaines</p> <p>Artificialisation et imperméabilisation des sols concernés par les projets</p> <p>x</p>	<p>Orientation sur la voirie</p> <p>Atlas zones inondables et PPRI en cours</p> <p>Orientations du PADD</p> <p>Dispositions réglementaires (limitation de la mixité d'occupation et d'usage du sol)</p>	xx

Sensibilité / Impact : nulle = 0 ; négligeable = - ; très faible = x ; faible = xx ; moyenne = xxx ; forte = xxxx

6.3 Sur les milieux naturels, Natura 2000

6.3.1 Sur la faune et la flore

A l'échelle du territoire communal, la concentration des zones urbaines ou à urbaniser limite les incidences sur l'environnement en évitant de fragmenter les habitats naturels et d'entraver les déplacements de la faune par une artificialisation éparse des sols et une dissémination des infrastructures.

En outre, la délimitation des zones urbaines a tenu compte de la localisation des sièges d'exploitation agricole et de leurs besoins d'évolution. En limitant les contraintes à l'exercice de cette activité et en particulier de l'élevage, le présent PLU participe indirectement à la préservation des pâturages subsistants et des habitats liés aux formations herbacées sur les coteaux.

6.3.2 Sur la protection du site Natura 2000

Il n'y a aucun impact du PLU sur un site Natura 2000 constaté concernant les deux sites. Il n'y a donc pas à réaliser une évaluation environnementale complémentaire.

Pour autant, les abords des rives de tous les cours d'eau doivent rester inconstructibles, d'où un classement systématique en zone N des rives.

De plus, le branchement obligatoire au réseau public d'assainissement collectif pour l'essentiel des zones constructibles, en très bon état de fonctionnement, permet d'éviter des rejets dans le milieu hydraulique. L'élaboration du PLU a ainsi pour objet, en vue d'une gestion économe de l'espace, la mise en adéquation des possibilités d'urbanisation et de la desserte par ce réseau. Ainsi, la majorité des nouvelles constructions autorisées par le présent document d'urbanisme seront desservies par le réseau public d'assainissement collectif. Enfin les zones en assainissement non collectif sont limitées et majoritairement éloignées des sites Natura 2000.

La commune a également veillé à prescrire la prise en compte de la question de l'évacuation des eaux pluviales à l'échelle de chaque projet d'urbanisme tel que cela a été développé.

Sauf exception relevant de la prise en compte de situations préexistantes à l'élaboration du PLU dans des secteurs déjà bâti (activité agricole, zone d'activité ou habitat), l'essentiel des abords des cours d'eau concernés sont classés en zone naturelle où les nouvelles constructions ne sont pas admises.

Ces mesures concourent à la préservation des qualités écologiques des habitats identifiés sur les sites Natura 2000.

6.4 Autres dispositions visant au développement durable

En privilégiant le développement du bourg avant celui des coteaux la commune tant vers une meilleure gestion économe des espaces et à un l'étalement urbain moins prononcé ; ce qui réduit indirectement les déplacements et les besoins en équipement (réseaux divers) et en services (ramassage scolaire, collecte des ordures ménagères etc.).

Par ailleurs, le secteur sur les coteaux se situe dans des espaces présentant un intérêt limité au regard de la productivité agricole. Ainsi, l'espace agricole "utile" est préservé et les conflits d'usages entre espaces urbains et domaine agricole sont réduits (zones d'épandage, odeur..) sur ces territoires. Sur le bourg, les terres ont parfois une valeur plus forte, mais le développement de la commune, s'il doit se combiner à une gestion économe de l'espace, doit se réaliser autour du bourg.

En outre, les grandes unités naturelles et agricoles sont maintenues, permettant ainsi, le cas échéant, la mise en place de programmes d'actions visant la mise en valeur des espaces agricoles et naturels pour les coteaux. Le regroupement, la densification participe également à la limitation d'émissions de gaz à effets de serre.

Bien que les règles relatives à l'aspect des constructions aient pour objet principal la préservation des caractéristiques traditionnelles (en particulier pour ce qui concerne les toitures, façades et menuiseries) par souci de protection des paysages, la mise en place de panneaux solaires est autorisée sur les toitures. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des orientations de la politique énergétique nationale visant la diversification énergétique dans le secteur électrique en assurant le développement des énergies renouvelables. Toutefois, le règlement du PLU restreint cette possibilité aux dispositifs assurant une bonne intégration au bâtiment.

7 INDICATEURS ET EVALUATION

Conformément aux obligations du Code de l'Urbanisme, la commune de Jatxou assurera un suivi tel que mentionné par les articles L. 123-12-1 et R. 123-2 5°. Ce dernier indique que des indicateurs devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévu à l'article L. 123-12-1 (*Un débat est organisé au sein (...) du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.*)

Résultat à suivre	Indicateur de suivi	source
Besoins en logements	Rythme de la construction	SITADEL, Commune, INSEE(RGP)
	Nature des logements	SITADEL, commune
	Part des logements sociaux	EPLS
	Consommation foncière, densité du bâti	Cadastre, photos aériennes, Commune